

SÉANCES DU MERCREDI 9 DÉCEMBRE 1998
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 9 DECEMBER 1998

MATIN**SOMMAIRE:**

EXCUSÉS:

Page 6671.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION:

Révision de l'article 8 de la Constitution.

Révision de l'article 8 de la Constitution.

Révision de l'article 8 de la Constitution.

Révision de l'article 8 de la Constitution.

Révision de l'article 8 de la Constitution.

Révision de l'article 8 de la Constitution.

Discussion. — *Orateurs*: **MM. Nothomb**, rapporteur, **Coveliers, Vandenberghe, Foret, Lallemand, Erdman, Van Hauthem, Loones, Jonckheer, Boutmans, Caluwé, Mme Delcourt-Pêtre, M. Dehaene**, premier ministre, p. 6671.

Discussion des amendements. — *Orateurs*: **MM. Van Hauthem, Loones, Boutmans, M. Dehaene**, premier ministre, p. 6688.

DOTATION DU SÉNAT. — DÉPENSES DE L'EXERCICE 1997, BUDGET POUR L'EXERCICE 1998 ET PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE 1999:

Discussion. — *Orateurs*: **MM. Boutmans, Loones, Bock**, p. 6691.

Ann. parl. Sénat de Belgique - Session ordinaire 1998-1999
Parlem. Hand. Belgische Senaat - Gewone zitting 1998-1999

OCHTEND**INHOUDSOPGAVE:**

VERONTSCHULDIGD:

Bladzijde 6671.

HERZIENING VAN DE GRONDWET:

Herziening van artikel 8 van de Grondwet.

Herziening van artikel 8 van de Grondwet.

Herziening van artikel 8 van de Grondwet.

Herziening van artikel 8 van de Grondwet.

Herziening van artikel 8 van de Grondwet.

Herziening van artikel 8 van de Grondwet.

Bespreking. — *Sprekers*: **de heren Nothomb**, rapporteur, **Coveliers, Vandenberghe, Foret, Lallemand, Erdman, Van Hauthem, Loones, Jonckheer, Boutmans, Caluwé, mevrouw Delcourt-Pêtre, de heer Dehaene**, eerste minister, blz. 6671.

Bespreking van de amendementen. — *Sprekers*: **de heren Van Hauthem, Loones, Boutmans, de heer Dehaene**, eerste minister, blz. 6688.

DOTATIE VAN DE SENAAT. — UITGAVEN VAN HET DIENSTJAAR 1997, BEGROTING VOOR HET DIENSTJAAR 1998 VAN BEGROTINGSRAMINGEN VOOR HET DIENSTJAAR 1999:

Bespreking. — *Sprekers*: **de heren Boutmans, Loones, Bock**, blz. 6691.

APRÈS-MIDI

SOMMAIRE :

EXCUSÉS :

Page 6693.

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI (Discussion) :

Projet de loi modifiant le Code de la nationalité belge en ce qui concerne la procédure de naturalisation (Évocation).

Discussion générale. — *Orateurs* : **MM. Vandenberghe**, rapporteur, **Coveliers**, **Desmedt**, **Lallemand**, **Ceder**, **Mme Delcourt-Pêtre**, **M. Van Parys**, ministre de la Justice, p. 6698.

Discussion des articles. — *Orateur* : **M. Coveliers**, p. 6698.

Proposition de loi modifiant l'article 620 du Code judiciaire.

Discussion générale. — *Orateur* : **M. Bourgeois**, rapporteur, p. 6701.

Discussion des articles, p. 6702.

Proposition de loi insérant un article 217bis dans le Code d'instruction criminelle et complétant l'article 5 de la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

Discussion générale. — *Orateur* : **MM. Coveliers**, rapporteur, **Erdman**, **Verreycken**, **Boutmans**, p. 6702.

Discussion des articles. — *Orateur* : **M. Erdman**, p. 6705.

Projet de loi modifiant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, en ce qui concerne la prescription de l'action publique (Évocation).

Discussion générale. — *Orateurs* : **Mme Delcourt-Pêtre**, rapporteuse, **MM. Vandenberghe**, **Desmedt**, **Erdman**, **M. Van Parys**, ministre de la Justice, p. 6706.

NAMIDDAG

INHOUDSOPGAVE :

VERONTSCHULDIGD :

Bladzijde 6693.

WETSONTWERPEN EN WETSVOORSTELLEN (Bespreking) :

Wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit wat de naturalisatieprocedure betreft (Evocatie).

Algemene bespreking. — *Sprekers* : **de heren Vandenberghe**, rapporteur, **Coveliers**, **Desmedt**, **Lallemand**, **Ceder**, **mevrouw Delcourt-Pêtre**, **de heer Van Parys**, minister van Justitie, blz. 6693.

Artikelsgewijze bespreking. — *Spreker* : **de heer Coveliers**, blz. 6698.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 620 van het Gerechtelijk Wetboek.

Algemene bespreking. — *Spreker* : **de heer Bourgeois**, rapporteur, blz. 6701.

Artikelsgewijze bespreking, blz. 6702.

Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 217bis in het Wetboek van strafvordering en tot aanvulling van artikel 5 van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding.

Algemene bespreking. — *Sprekers* : **de heren Coveliers**, rapporteur, **Erdman**, **Verreycken**, **Boutmans**, blz. 6702.

Artikelsgewijze bespreking. — *Spreker* : **de heer Erdman**, blz. 6705.

Wetsontwerp tot wijziging, wat de verjaring van de strafvordering betreft, van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering (Evocatie).

Algemene bespreking. — *Sprekers* : **mevrouw Delcourt-Pêtre**, rapporteur, **de heren Vandenberghe**, **Desmedt**, **Erdman**, **de heer Van Parys**, minister van Justitie, blz. 6706.

SÉANCE DU MATIN — OCHTENDVERGADERING

PRÉSIDENTICE DE M. MOENS, VICE-PRÉSIDENT VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER MOENS, ONDERVOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 9 h 35.
De vergadering wordt geopend om 9.35 uur.

EXCUSÉS — VERONTSCHULDIGD

MM. Hazette, pour d'autres devoirs, et Urbain, pour raison de santé, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Hazette, wegens andere plichten, en Urbain, om gezondheidsredenen.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

HERZIENING VAN DE GRONDWET

RÉVISION DE L'ARTICLE 8 DE LA CONSTITUTION

RÉVISION DE L'ARTICLE 8 DE LA CONSTITUTION

RÉVISION DE L'ARTICLE 8 DE LA CONSTITUTION

RÉVISION DE L'ARTICLE 8 DE LA CONSTITUTION

RÉVISION DE L'ARTICLE 8 DE LA CONSTITUTION

RÉVISION DE L'ARTICLE 8 DE LA CONSTITUTION

Discussion

HERZIENING VAN ARTIKEL 8 VAN DE GRONDWET

HERZIENING VAN ARTIKEL 8 VAN DE GRONDWET

HERZIENING VAN ARTIKEL 8 VAN DE GRONDWET

HERZIENING VAN ARTIKEL 8 VAN DE GRONDWET

HERZIENING VAN ARTIKEL 8 VAN DE GRONDWET

HERZIENING VAN ARTIKEL 8 VAN DE GRONDWET

Bespreking

M. le président. — Je propose au Sénat de joindre la discussion de ces dispositions.

Ik stel de Senaat voor deze bepalingen samen te bespreken. (*Instemming.*)

Conformément à notre Règlement, le texte adopté par la commission servira de base à notre discussion. (*Voir document n° 1-1131/4 de la commission des Affaires institutionnelles du Sénat. Session 1998/1999.*)

Volgens het Reglement geldt de door de commissie aangenomen tekst als basis voor de bespreking (*Zie gedrukt stuk nr. 1-1131/4 van de commissie voor de Institutionele Aangelegenheden van de Senaat. Zitting 1998/1999.*)

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

La parole est au rapporteur.

M. Nothomb (PSC), rapporteur. — Monsieur le président, la Constitution de 1831 reconnaît aux étrangers en Belgique les mêmes droits et libertés qu'aux Belges, à l'exception des droits politiques, réservés aux nationaux. Sous cette législature, différentes propositions de loi tendant à réviser l'article 8 de la Constitution ont été déposées au Sénat par Mme Delcourt, MM. Lallemand, Erdman et Loones.

Le projet de révision de l'article 8, qui a été adopté à la Chambre et sur lequel nous sommes amenés à nous prononcer aujourd'hui a déjà une longue histoire. Il ne s'agit pas d'une première en matière de droit de vote des citoyens européens dans notre pays. En effet, les citoyens de la Communauté qui ne pouvaient pas voter ailleurs se sont vu octroyer, dès 1984, sous certaines conditions, le droit de vote aux élections européennes. Il faut aussi noter que la question a déjà été tranchée quant au fond par la ratification du Traité de Maastricht. Le premier ministre avait d'ailleurs expliqué à l'époque que la ratification du traité valait octroi du droit de vote aux électeurs européens pour les élections communales mais qu'il conviendrait évidemment de mettre le droit belge en conformité avec les dispositions contenues dans le traité par le biais d'une révision de la Constitution.

Pour obtenir le plus large consensus possible, le texte soumis à notre examen est un texte ouvert, c'est-à-dire qu'il concerne l'ensemble des étrangers, européens ou non européens. Toutefois, il comporte une disposition transitoire selon laquelle le droit de

vote ne pourra être étendu par la loi aux étrangers non européens qu'après le 1^{er} janvier 2001. La loi déterminera les modalités d'octroi du droit de vote à cette catégorie d'étrangers.

En commission, plusieurs membres, dont certains étaient partisans d'une révision totalement ouverte de l'article 8, ont souligné les efforts entrepris pour aboutir à ce consensus. Ils se sont réjouis que la Belgique remplisse enfin ses obligations internationales. D'autres membres ont toutefois émis des critiques en ce qui concerne la distinction faite entre les étrangers européens et non européens dans l'article 8. La majorité des membres a estimé que l'octroi du droit de vote ne pouvait être lié à d'autres dossiers. Certains ont rappelé que l'octroi du droit de vote aux citoyens européens allait accroître les injustices existant dans certaines communes car certains Européens ne sont pas soumis à la taxe additionnelle à l'IPP.

Ces dispositions ne concernent pas tous les citoyens de l'Union européenne mais certains d'entre eux qui jouissent de l'immunité fiscale en tant que fonctionnaires européens. Ce n'est donc pas la nationalité de base de ces derniers qui est prise en considération mais leur fonction dans notre pays.

En Belgique, d'autres personnes ne payent pas l'impôt sur les personnes physiques, et donc l'IPP communal non plus. Ce phénomène existe par exemple dans certaines communes frontalières, tant pour des non-Belges que pour des Belges. Une proposition de loi a d'ailleurs été déposée visant à autoriser les communes à réaménager leur fiscalité pour mieux faire contribuer ces citoyens européens aux recettes de l'IPP et des caisses communales. À ce sujet, le premier ministre a déclaré que le gouvernement est également soucieux de dégager une solution garantissant que les citoyens payent tous l'impôt communal de la même manière. Si un accord est intervenu au sein du gouvernement sur ce principe, il n'y a pas encore de consensus sur la manière d'atteindre cet objectif.

Un groupe s'est déclaré fermement opposé à l'octroi du droit de vote aux étrangers non européens. Il plaide pour une régionalisation de ce droit de vote dans la ligne d'une révision de l'article 162 de la Constitution concernant la régionalisation de la loi communale et de la loi provinciale. Ce groupe a déposé de nombreux amendements pour lier l'octroi du droit de vote aux étrangers à une série de conditions. Tous ces amendements ont été rejetés.

La révision de l'article 8 a été adoptée en commission par 11 voix contre 2.

J'ai ainsi terminé ma brève introduction en tant que rapporteur. Pour le reste, je me réfère à mon rapport écrit qui s'est voulu exhaustif.

J'en viens à présent à mon intervention au nom du PSC. Nous nous réjouissons de pouvoir en rendre possible le vote en Belgique du citoyen européen révisant cette disposition fondamentale de notre Constitution. Nous tenons cependant à souligner, que depuis 1831, cette dernière est ouverte aux non-Belges puisqu'elle leur garantit les droits fondamentaux à l'exception des droits politiques. Aujourd'hui, nous élargissons cette ouverture à un droit politique; cette ouverture a été faite par le traité de Maastricht en ce qui concerne le droit de vote aux élections communales. Jusqu'ici l'exercice des droits politiques en Belgique a toujours été lié à la nationalité.

Le concept de nationalité est aujourd'hui complété par celui de citoyenneté que nous avons reconnu aux citoyens européens dans le Traité de Maastricht et les traités antérieurs. En effet, depuis le Traité de Rome, le concept de citoyenneté européenne existe dans notre pays puisque les citoyens de l'Union européenne ont le droit de circuler, de séjourner et de s'établir librement sur le territoire des États membres et qu'ils sont chez eux partout en Belgique.

Par ailleurs, nous venons de ratifier un accord international permettant aux citoyens de l'Union de bénéficier sur le territoire d'un pays tiers de la protection diplomatique de la part de tout État membre si leur État n'y est pas représenté. Cela signifie que les citoyens belges qui se trouvent dans un pays où ils ne sont pas protégés par la diplomatie belge peuvent s'adresser aux ambassadeurs ou aux diplomates d'un autre pays de l'Union.

Enfin, accorder à des citoyens de l'Union européenne le droit de vote et d'éligibilité aux élections communales dans l'État membre où ils résident est évidemment une matérialisation politique de cette citoyenneté.

Le conseil d'État avait recommandé de réviser l'article 8 avant d'adopter le projet de loi portant assentiment du Traité de Maastricht. Cette recommandation n'avait pas été suivie, mais, à l'époque, il avait été souligné que la ratification avait valeur d'obligation pour la Belgique.

Ultérieurement, la directive européenne du 19 décembre 1994, fixant les modalités d'exercice du droit de vote aux élections municipales pour les citoyens de l'Union, imposait à chaque État membre de mettre en vigueur avant le 1^{er} janvier 1996 une disposition législative nécessaire pour se conformer aux dispositions de la directive. Chez nous, cela n'a, à nouveau, pas été fait. La Belgique a d'ailleurs été condamnée en juillet dernier par la Cour de Justice des Communautés européennes avec menace d'une nouvelle condamnation assortie d'une astreinte financière. Une nouvelle condamnation n'aurait fait que ternir l'image de la Belgique sur le plan européen alors que nous sommes et nous présentons comme un pays ardent défenseur de l'Union européenne et de ses progrès et que de nombreux Européens résident chez nous, notamment en raison de l'implantation sur notre territoire d'institutions européennes, vu la situation centrale de notre pays dans l'Union. De nombreux résidents étrangers, contrairement à l'image que certains véhiculent dans une optique xénophobe, sont originaires de l'Union européenne et des pays voisins.

Si la Belgique a mis tant de temps à se conformer à ses obligations internationales, c'est en raison de craintes formulées par certains de perturber les équilibres politiques dans les communes où sont établis le plus de citoyens de l'Union européenne, spécialement à Bruxelles et dans sa périphérie.

L'élargissement du droit de vote a toujours soulevé des inquiétudes. Cela s'est déjà produit à la fin du 19^e siècle, lors de l'instauration du suffrage universel, ensuite lors de l'octroi du droit de vote des femmes en 1948 et lors de l'élargissement du droit de vote aux jeunes de 18 ans, plus récemment. Or, cet élargissement a permis à ces citoyens de s'exprimer, et ce sans bouleverser notre pays. Nous n'avons donc aucune raison d'avoir peur.

Les craintes exprimées à l'occasion de l'élargissement du droit de vote à quelques dizaines de milliers d'électeurs issus de l'Union européenne et établis dans notre pays sont excessives. Ces élections se dérouleront au niveau local et les électeurs européens, comme les autres, se préoccuperont de la question de leur commune. C'est accorder bien peu de confiance aux candidats et aux électeurs de croire que le comportement et le vote des Européens se démarqueront nettement de ceux des citoyens belges.

À l'aube du 21^e siècle, le concept de citoyenneté ne peut cependant être ramené à la seule citoyenneté européenne mais doit être redéfini de manière plus large. Il ne doit plus être indissociablement lié à la résidence et à la nationalité. La semaine passée, nous avons voté le projet de loi octroyant aux Belges à l'étranger le droit de vote aux élections législatives. Dans ce cas, le droit de vote n'est plus lié à la résidence mais à la nationalité.

Aujourd'hui, en révisant l'article 8, nous permettons d'accorder, à terme, le droit de vote aux étrangers non européens. La citoyenneté est une forme de participation à la vie politique de la communauté dans laquelle on vit. Dans une société multiculturelle qui se veut plurielle, il est difficile de soutenir que seuls les Belges et les étrangers européens peuvent participer à la vie politique au niveau local. Le PSC s'est, à plusieurs reprises, clairement prononcé pour l'octroi à terme du droit de vote à tous les étrangers au niveau local. Mme Delcourt avait d'ailleurs déposé sous la législature précédente et à nouveau en 1997 une proposition ouverte de révision de l'article 8 de la Constitution. L'octroi du droit de vote doit être considéré comme un facteur d'intégration. Il permet de se sentir concerné par la chose publique. Inversement, refuser le droit de vote peut conduire à une indifférence vis-à-vis du pays d'accueil, à un désintérêt profond pour ses structures démocratiques.

S'il faut sans aucun doute favoriser l'acquisition de la nationalité belge — nous sommes en train de le faire — on ne peut toutefois contraindre les étrangers à acquérir notre nationalité, surtout

si cette acquisition implique, selon leur droit national, la perte de leur nationalité. En d'autres termes, l'intégration ne passe pas uniquement par l'acquisition de la nationalité. L'intégration à la vie publique locale doit être organisée pour ceux qui vivent depuis longtemps dans notre pays, y paient leurs impôts et contribuent à l'économie générale.

En conclusion, le groupe PSC se réjouit de voir aboutir la révision de l'article 8 de la Constitution. Il félicite le premier ministre pour son habileté dans la mise en œuvre du traité de Maastricht que nous avions déjà approuvé à une très large majorité. Le groupe PSC est heureux que la Belgique se conforme enfin à ses engagements internationaux et, surtout, que cette révision donne lieu à une définition plus ouverte du concept de citoyenneté, définition qui se veut en harmonie avec notre société tolérante et multiculturelle.

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Coveliers.

De heer Coveliers (VLD). — Mijnheer de voorzitter, een van de grondslagen van de democratie is het recht van eenieder om regelmatig een invloed uit te oefenen op de samenstelling van de onderscheiden verkozen vertegenwoordigende organen.

Traditioneel wordt de uitoefening van dit politiek recht in de meeste rechtstaten aan een geheel van grondwettelijke en wettelijke voorwaarden onderworpen. De geschiedenis van het kiesrecht in Europa toont aan dat de voorwaarden om te kiezen of om te worden verkozen voortdurend zijn verminderd, waardoor een steeds grotere groep mensen aan het politiek gebeuren kan deelnemen. Dit is een gunstige evolutie. Het kiesrecht werd aldus aan alle burgers toegekend, ongeacht vermogen, opleiding of geslacht. Alleen inzake de minimumleeftijd en de woonplaats werden specifieke vereisten gehandhaafd.

Ook dit laatste criterium kwam bij de toepassing van de bepalingen van het EU-verdrag onder zware druk te staan. Zo gaf de concretisering van het beginsel inzake het vrij verkeer van werknemers en zelfstandigen aanleiding tot het ontstaan van een origineel rechtstelsel, dat de burger in staat stelde zijn beroepsleven op te bouwen zonder rekening te moeten houden met de grenzen van de lidstaat van oorsprong.

Daar op het vlak van de politieke rechten de ontkoppeling tussen het nationale grondgebied en de rechtsgevolgen van de nationaliteit echter nog niet was voltrokken, had deze regeling het nefaste gevolg dat in de loop van de jaren meer dan 4 miljoen Europese burgers zich beroofd zagen van hun stemrecht voor de gemeenteraadsverkiezingen, louter omdat zij geen verblijf meer hielden in de lidstaat waarvan zij de nationaliteit bezaten. De uitoefening van de gemeenschapsvrijheden van vestiging en verblijf kon dus slechts geschieden mits een beperking van de politieke rechten.

Artikel 8, B, 1, van het Verdrag betreffende de Europese Unie bracht hierin verandering door voor te schrijven dat iedere burger van de Unie die verblijf houdt in een lidstaat waarvan hij geen onderdaan is, het actief en passief kiesrecht bezit bij gemeenteraadsverkiezingen in de lidstaat waar hij verblijft en dit onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van die Staat. In België gelden overigens niet dezelfde voorwaarden, aangezien er een onderscheid bestaat tussen stemrecht en stemplicht.

In zijn advies bij het wetsontwerp houdende goedkeuring van dit verdrag liet de Raad van State opmerken dat het niet opportuun was dit verdrag goed te keuren vooraleer artikel 8, tweede lid, van de Grondwet zou zijn herzien. De strekking van deze bepaling houdt immers in dat het recht om te kiezen en te worden gekozen in de verschillende politieke gemeenschappen van het land uitsluitend voor eigen onderdanen is weggelegd. Zo hebben alleen de Belgen het recht deel te nemen aan de verkiezingen voor het vernieuwen van de wetgevende kamers en van een gemeenschaps- of gewestraad, maar tevens aan de verkiezingen met het oog op de aanwijzing van de leden van de raden van de plaatselijke openbare lichamen.

Een grondwetsherziening bleek dus noodzakelijk te zijn. De regering talde echter lang met het nemen van een vrij ongelukkig initiatief, namelijk het indienen van een amendement op het voorstel van een kamerlid.

Een ander facet is het maatschappelijk gegeven dat talrijke gastarbeiders die na de Tweede Wereldoorlog werden aangehouden om de ondernemingen aanvullende arbeidskrachten te bezorgen, zich in ons land hebben gevestigd. Bovendien groeide het besef dat deze vreemdelingen een betere status verdienen met het oog op hun integratie. Dit heeft ertoe geleid dat er geleidelijk aan stemmen opgingen om politieke rechten aan vreemdelingen toe te kennen voor de gemeenteraadsverkiezingen.

In dit verband wordt in algemene zin verwezen naar de grote groep van in België geboren vreemdelingen van de tweede en de derde generatie die zich, ondanks hun vreemde nationaliteit, hebben aangepast aan de maatschappij waarin zij leven en werken.

Men heeft in ons land dan ook geopteerd voor een oplossing die enerzijds de constitutionele eis van de Belgische nationaliteit ongemoeid laat, maar anderzijds de migranten die dat wensen toch de mogelijkheid biedt om deel te nemen aan het politieke leven. Hiertoe heeft de federale wetgevende macht sinds 1991 een aantal wijzigingen aangebracht aan het Wetboek van de Belgische nationaliteit. Daardoor is het voor bepaalde vreemdelingen gemakkelijker geworden om de staat van Belg te verwerven. Via deze omweg wordt het voor hen dus mogelijk om het stemrecht in België te kunnen uitoefenen.

Een combinatie van deze twee aspecten kan niet zonder gevolgen blijven. Het meest in het oog springend gevolg is niet enkel de verdere aanslag die zal worden gepleegd op de Vlaamse aanwezigheid in Brussel, maar ook de dreigende verdere verfransing van de rand rond Brussel.

Men had nochtans kunnen verwachten dat de regering zorgvuldig zou hebben nagegaan wat de invoering van dit stemrecht zou kunnen betekenen voor de gemeenten waar de electorale verhoudingen tussen de verkozenen en de Belgische taalgemeenschappen gevoelig liggen. Ze heeft dat niet gedaan. Ze heeft evenmin nagegaan welke institutionele en reglementaire aanpassingen zouden kunnen voorkomen dat het Europees stemrecht de verhoudingen in bepaalde gemeenten scheeftrekt, ten nadele van de Vlamingen. De regering heeft schromelijk gefaald toen in 1994 in de Raad van ministers en in de Europese Raad moest worden onderhandeld over de richtlijn betreffende het EU-stemrecht. Op geen enkel ogenblik heeft ze toen het voortouw genomen in het bedingen van bijzondere beperkingen. Het Groothertogdom Luxemburg deed dit wel.

Nalatig als de regering was op Europees vlak, zo onverschillig was ze jegens de verzuchtingen die het Vlaams Parlement verwoordde in haar resolutie ter voorbereiding van de Europese richtlijn. Het verlenen van het actief en het passief stemrecht aan de andere burgers van de Europese Unie werd gekoppeld aan een voldoende verblijfsduur, kennis van de streektaal en een gemeentelijke belastingplicht. Verder werd aangedrongen op een reële afwijking voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Vlaamse gordel, alsmede op het voorbehoud van de ambten van burgemeester en schepenen aan eigen onderdanen. Enkel aan dit laatste werd gevolg gegeven.

Het is dan ook verbijsterend te moeten vaststellen dat de Vlaamse strijdverenigingen die de alarmklok luidden over een aantal Vlaamse gemeenten in de rand van Brussel, de mond werden gesnoerd met het argument dat ze niet zo pessimistisch moeten zijn en wat meer zelfvertrouwen aan de dag moeten leggen.

Het staat echter buiten kijf dat de invoering van het EU-stemrecht zeer nadelige gevolgen zal hebben voor de verhoudingen tussen de Franstalige en de Vlaamse verkozenen in de Brusselse gemeenten. Men dient geen pessimist te zijn om te verwachten dat het overgrote deel van de Fransen, Italianen, Spanjaarden en Portugezen voor Franstalige kandidaten zullen stemmen. Zij vormen meer dan 75% van de EU-burgers die binnen de negentien Brusselse gemeenten wonen. In totaal gaat het dan ook om meer dan 110 000 mensen. Het aantal te begeven plaatsen zal daarenboven niet overeenkomstig stijgen, zodat het meer dan waarschijnlijk is dat de invoering van het EU-stemrecht zal leiden tot een daling van het aantal Vlaamse verkozenen in de Brusselse gemeenten.

Het behoeft dus geen verwondering dat de Franstalige partijen alles in het werk stellen om dit stemrecht zo snel mogelijk en zonder aanpassing van de Belgische institutionele regelingen, in te voeren.

De VLD blijft tegenstander van het toekennen van stemrecht aan migranten. Wij zijn echter voorstander van een verdere integratie van de Europese burgers in onze samenleving en hebben principieel geen problemen met het toekennen van gemeentelijk stemrecht aan andere onderdanen van de Europese Unie.

Dit mag evenwel niet ten koste gaan van de Vlaamse belangen in Brussel en de rand erond. Het moet worden beklemtoond dat een herziening van artikel 8 van de Grondwet gekoppeld dient te worden aan een gewaarborgde vertegenwoordiging van de Brusselse Vlamingen. Deze koppeling is geenszins onfatsoenlijk, zoals her en der wordt beweerd. Men zou de vraag kunnen stellen of het niet onfatsoenlijker is een wijziging van de nationaliteitswetgeving te koppelen aan deze Grondwetsherziening. Het is integendeel zeer verdedigbaar dat de Belgische institutionele regelingen eerst worden aangepast om te voorkomen dat het uitvoeren van een Europese verplichting de politieke vertegenwoordiging van de Vlamingen in de gemeenten van hun hoofdstad helemaal zou verdrukken.

De VLD pleit er vanuit deze optiek voor om dit probleem pas tijdens een volgende institutionele ronde te beslechten. Dan dient een andere legitieme en reeds in de Sint-Michielsakkoorden ingeschreven eis te worden verwezenlijkt, name bij de regionalisering van de organieke wetgeving inzake provincies en gemeenten, de desbetreffende kieswetgeving inbegrepen. Het is in dit verband dat de VLD tijdens de herzieningsbespreking van artikel 8 van de Grondwet een amendement heeft ingediend, waarbij het toekennen van het gemeentelijk stemrecht aan de burgers die de nationaliteit van Belg niet bezitten, wordt overgelaten aan de zorg van de bijzondere decreetgever. We menen dan ook dat we zowel aan deze Grondwetsherziening als aan het wetsontwerp betreffende de naturalisatie, onmogelijk onze steun kunnen verlenen. We zullen dus tegenstemmen. (*Applaus.*)

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandenberghe.

De heer Vandenberghe (CVP). — Mijnheer de voorzitter, communautair Europa is niet enkel een zaak van ondernemingen. Al werd lange tijd aangevoeld dat economisch Europa sneller en gemakkelijker te realiseren zou zijn, toch kwam politiek Europa geleidelijk aan uit de startblokken. Via politieke samenwerking, de verkiezing van het Europees Parlement volgens algemeen stemrecht en de oprichting van de Europese Raad, legde Europa de eerste grondvesten van een politiek Europa. Het Verdrag betreffende de Europese Unie, gemeenzaam bekend als het Verdrag van Maastricht, dat op 4 juni 1992 door de Senaat werd goedgekeurd met een tweederde meerderheid, gaat nog een stap verder door het Europees burgerschap in te voeren voor alle onderdanen van de lidstaten. De lidstaten hebben ervoor gekozen de betrokkenheid van de burger bij het Europees integratieproces te versterken. Er werd een burgerschap van de Unie gecreëerd met specifieke rechten en plichten. Burger van de Unie werd «eenieder die de nationaliteit van een lidstaat bezit». Dit Europees burgerschap geeft de idee weer van een samenhang, een solidariteit met het oog op de verwezenlijking van een gemeenschappelijk doel. We beschikken niet enkel over een gemeenschappelijke geschiedenis; we hebben ook een gemeenschappelijke toekomst. De Europese burger wordt niet enkel aanzien als de onrechtstreeks begunstigde van de Europese integratie; hij wordt een essentieel element in de opbouw van democratisch Europa, met eigen rechten die hun oorsprong vinden in de Europese Unie. Het Verdrag betreffende de Europese Unie schrijft in artikel 8, B, 1, de regel voor dat «iedere burger van de Unie die verblijf houdt in een lidstaat waarvan hij geen onderdaan is, het actief en het passief kiesrecht bezit bij gemeenteraadsverkiezingen waar hij verblijft, en dit onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van die Staat.

Dit recht wordt uitgeoefend onder voorbehoud van de nadere regelen die op voorstel van de commissie en na raadpleging van het Europees Parlement voor 31 december 1994 met eenparigheid van stemmen door de Raad worden vastgesteld; deze nadere regelingen kunnen voorzien in afwijkingen wanneer zulks gerecht-

vaardigd wordt door bijzondere problemen in een lidstaat. In feite komt dit neer op een toepassing van het beginsel van de gelijke behandeling van onderdanen van de lidstaat, het non-discriminatiebeginsel. Ik begrijp niet dat dit niet meer wordt toegejuicht, want dit nieuwe kiesrecht is zonder meer een van de mijlpalen van het Europese burgerschap. De toekenning van politieke rechten, te beginnen met stemrecht voor de gemeenteraad van de gemeente waar men leeft, moet de integratie bevorderen van onderdanen van de lidstaten die gebruik maken van hun recht op vrij verblijf in een andere lidstaat.

In december 1994 werden de «nadere regelen», die artikel 8, B, van het EG-Verdrag concretiseren, vastgelegd. De Raad van de Europese Unie koos voor het instrument van de richtlijn, een Europese regel die bindend is wat het resultaat betreft, maar de keuze van vorm en middelen aan de nationale instanties overlaaat, zoals blijkt uit artikel 189 van het EG-Verdrag. De richtlijn inzake het gemeentelijk kiesrecht voor EU-burgers van 19 december 1994 gaf alle lidstaten de tijd tot 1 januari 1996 om de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke maatregelen te nemen. De richtlijn bevat expliciet een aantal voorwaarden en staat uitdrukkelijk een aantal uitzonderingen op het non-discriminatiebeginsel toe, zowel ten voordele van de eigen onderdanen, als ten voordele van de andere EU-burgers. Dit betekent echter niet dat de nationale kieswetgeving geen verdere voorwaarden mag stellen. Dit is wel degelijk mogelijk, maar het gelijkheidsbeginsel moet worden gerespecteerd. Bovendien moet er mee rekening worden gehouden dat het Europees Hof van Justitie zowel directe als indirecte discriminatie verbiedt.

Het is duidelijk dat de omzetting van de Europese richtlijn met betrekking tot de uitoefening van het stemrecht in België communautaire en andere gevoelige snaren heeft geraakt. Eerlijk gezegd heb ik het debat dat de afgelopen maanden werd gevoerd, op één punt niet echt goed begrepen, namelijk op het punt van de koppeling van de goedkeuring van het verdrag aan het vastleggen van een minimale bescherming van de Vlaamse Gemeenschap in Brussel. Ik wil hiermee niet zeggen dat wij geen voorstander zijn van een specifieke bescherming van de Vlaamse Brusselaars — ik kom daarop nog terug — maar de koppeling is kunstmatig en niet logisch. We kunnen onze internationale verplichtingen nu eenmaal niet ontlopen. We kunnen naleven van de internationale verplichtingen die dwingend moeten worden omgezet in nationaal recht niet aan aanvullende voorwaarden koppelen. De veroordeling van België door het Europees Hof van Justitie heeft dit bewezen. Een tweede veroordeling dreigde. Het is dan ook een kunstmatig discours om van het probleem van het Europees burgerschap een communautair probleem te maken en de indruk te wekken dat het realiseren van het Europees burgerschap gelijk staat met het inwilligen van een Franstalige eis, waarvoor er dus compensaties moeten komen, terwijl deze compensaties geen verband houden met het naleven van de internationale verplichtingen. De koppeling is dus deels kunstmatig en in ieder geval niet relevant voor de fundamentele houding die we vandaag moeten aannemen.

Ik verkies in ieder geval artikel 8 van de Grondwet met een tweederde meerderheid te wijzigen om de uitvoering van de Europese richtlijn mogelijk te maken en niet, zoals de eerste minister op een bepaald ogenblik suggereerde, met een gewone wet. Het standpunt van de eerste minister zal misschien wel verdedigbaar zijn, maar uit juridisch oogpunt is het zeker niet de meest verkieslijke oplossing.

We hebben er geen probleem mee de positie van de Vlaamse Brusselaars beter in de verf te zetten en te verdedigen voor de volgende gemeenteraadsverkiezingen in het jaar 2000. Of we de wet nu wijzigen of volgend jaar is voor de gemeenteraadsverkiezingen totaal irrelevant. Bovendien kan dit op geen enkele wijze worden gekoppeld aan de naleving van een internationale verplichting, die wordt opgelegd en moet worden nageleefd. Hoe kan men specifieke eisen koppelen aan de voorwaarden die in de richtlijnen zijn gepreciseerd?

Tijdens de discussie gingen er stemmen op om de herziening van dit grondwetsartikel in een ruimer debat te plaatsen. Volgens sommigen zou het toepassingsveld zich niet louter mogen

beperven tot de andere EU-burgers, maar dient het uitgebreid te worden tot de niet-ingezetenen van een lidstaat van de Europese Unie.

De CVP is voorstander van het bevestigen van dit onderscheid, zoals in artikel 8 van de Grondwet tot uiting komt. Het verlenen van het gemeentelijk stemrecht aan de EU-burgers omwille van het Europees burgerschap is immers iets totaal anders dan het verlenen van het gemeentelijk stemrecht aan immigranten van buiten de Europese Unie.

De CVP is van oordeel dat de verwerving van de Belgische nationaliteit de meeste waarborgen biedt voor de integratie van vreemdelingen in onze samenleving, in de voorwaarden die zullen worden besproken bij de behandeling van het wetsontwerp aangaande de naturalisatieprocedure. Het verkrijgen van de nationaliteit impliceert immers een aantal voorwaarden van integratie, onder meer van taal. De naleving van die voorwaarden wordt nagegaan bij het verlenen van de nationaliteit en niet bij het verlenen van het gemeentelijk kiesrecht aan een immigrant die niet de Belgische nationaliteit heeft.

Het gemeentelijk kiesrecht is een element van integratie, maar we willen het debat over de integratie van de immigranten niet beperken tot het debat over het verlenen van het kiesrecht. Dit moet in een veel ruimer, ook sociaal, verband worden geplaatst. Daarom is de nationaliteitswetgeving de aangewezen politiek om de integratie, samen met andere maatregelen van sociale aard, te verwezenlijken. De CVP is er in dat opzicht dus geen voorstander van om het stemrecht aan immigranten van buiten de Europese Unie op dezelfde wijze te verlenen als aan de burgers van de Europese Unie. Wel kunnen we het compromis onderschrijven dat nu voorligt. Dit impliceert dat na de gemeenteraadsverkiezingen van 2000 eventueel stemrecht aan migranten van buiten de Europese Unie kan worden verleend, indien zou blijken dat de naturalisatiewetgeving niet het gewenste effect heeft. We zijn er evenwel van overtuigd dat met de nieuwe naturalisatiewetgeving integratie kan worden bereikt. De voorliggende tekst geeft in elk geval blijk van een streven naar een zo groot mogelijke consensus tussen de democratische partijen over deze open grondswetgeving en het in overeenstemming brengen van de Belgische Grondwet met het Verdrag van Maastricht.

Mijnheer de voorzitter, de discussie over deze grondwetswijziging nam herhaaldelijk een bijzonder delicaat karakter aan. Zo was ik bepaald niet gelukkig met het beeld dat soms werd opgehangen van een land, waar wel de hoofdstad van Europa is gevestigd, maar dat pas als laatste zijn Europese verplichtingen zou nakomen. Daarmee zouden we inderdaad een verkeerd signaal geven.

België en meer nog Vlaanderen, het lage land gelegen aan de grootste zeehaven ter wereld, is een open land. Aangezien we verder over geen natuurlijke grenzen beschikken, moeten we onze belangen effectief verdedigen, te meer daar de globalisering steeds verder gaat, de samenleving steeds meer wordt geïnternationaliseerd en er een steeds grotere druk uitgaat van andere cultuurtalen. We moeten dit echter doen in een positieve strategie, die ook heeft voor de werkelijke belangen van onze gemeenschap in de 21e eeuw.

Over een aantal specifieke punten en de discussies die daarover in het Vlaamse Parlement zijn gevoerd zal collega Caluwé zo dadelijk een uiteenzetting houden.

Als besluit herhaal ik dat voor de CVP-fractie de uitvoering van de Europese verplichting geen uitstel meer kan dulden. Bij het uitbouwen van een veel grotere Unie kan de toekenning van gemeentelijk stemrecht aan andere EU-ingezetenen niet meer ter discussie staan. De uitbreiding van het stemrecht en van het aantal mensen dat deelneemt aan het democratisch proces versterkt per definitie de kwaliteit van de democratie. Dit geeft meer mensen de kans om te participeren in het zogenaamde Europese burgerschap, dat vaak nog veel te ver van ons verwijderd staat.

De CVP-fractie is voorstander van de toekenning van Europese burgerrechten, waaronder het gemeentelijk kiesrecht voor Europese burgers. Over deze burgerrechten is trouwens nog veel te doen. Het Europees Parlement blijft in deze kwestie in gebreke, aangezien het er maar niet toe komt een Europees charter op te stellen. Tijdens de vorige regeerperiode werden nochtans ver-

scheidene initiatieven genomen om een charter op te maken waarin de Europese burgerrechten worden gepreciseerd. Het gaat niet op mensen aan de ene kant aan te moedigen zich Europeaan te voelen en mobiel te zijn en hen aan de andere kant het recht te ontzeggen zich desgewenst ook in politiek opzicht te integreren in hun lokale verblijfsomgeving.

De CVP-fractie schaaft zich achter de voorgestelde herziening van artikel 8 van de Grondwet. Dit is een belangrijke, voor ons te laattijdige stap in de richting van de integratie van de Europese burgers. Dit standpunt doet geen afbreuk aan de politieke verbintenis die we aangaan om, nog voor de gemeenteraadsverkiezingen van het jaar 2000, de Vlaamse Brusselaars voldoende waarborgen te bieden inzake hun vertegenwoordiging in de gemeenteraden. Dit punt zal de CVP zeker opwerpen bij de volgende regeringsvorming, indien wij daarbij betrokken worden.

M. le président. — La parole est à M. Foret.

M. Foret (PRL-FDF). — Monsieur le président, le vote d'aujourd'hui portant sur la modification de l'article 8 de la Constitution viendra clore un débat entamé depuis plusieurs années et animé d'après discussions en raison de son contenu éminemment politique mais aussi profondément humain.

L'octroi du droit de vote aux étrangers s'inscrit dans une vaste perspective constituée d'un véritable polyptyque de réformes législatives répondant à un même souci: réconcilier le citoyen belge avec sa tradition d'accueil à l'égard de l'étranger.

Cet étranger qui a choisi de s'installer sur notre territoire national est, quelle que soit sa situation d'origine, un être humain à part entière que notre vocation et notre statut d'État démocratique nous imposent de traiter dans le strict respect de la dignité humaine et des droits fondamentaux que peut revendiquer tout individu.

Cet esprit de tolérance et d'humanisme nous imposait de revoir un certain nombre de schémas législatifs actuellement dépassés par l'évolution des faits autant que des mentalités. Pour nous libéraux, il fallait orienter nos réflexions et notre volonté de réformer dans quatre directions. Une politique bien comprise de l'immigration, c'est en effet: reconnaître une citoyenneté effective aux étrangers installés en Belgique en leur octroyant le droit de vote; assouplir les conditions de naturalisation pour faciliter l'octroi de la nationalité belge et concrétiser ainsi une meilleure intégration; réaliser les conditions d'un accueil conforme à la dignité humaine, notamment en permettant une régularisation des situations les plus dramatiques au cas par cas et sur la base de critères objectifs; c'est enfin, et en contrepartie, attribuer le droit de vote aux Belges résidant à l'étranger.

Sur chacun de ces points, le PRL-FDF a toujours fait preuve d'une attitude responsable et constructive, n'hésitant pas à suggérer et à proposer des solutions alternatives crédibles et valables face à la relative impuissance du gouvernement à maîtriser l'ensemble de ces problèmes. Aujourd'hui, avec la collaboration active du PRL nous pouvons acter avec satisfaction que les réformes nécessaires ont été menées à bien.

La semaine dernière, notre assemblée a reconnu aux Belges résidant à l'étranger leur qualité d'électeurs; demain, deux votes interviendront — de manière positive, je l'espère — pour consacrer le droit de vote des étrangers et assouplir la procédure de naturalisation. Ainsi, au polyptyque des réformes à entreprendre pour rénover le statut de l'étranger, il ne manque plus qu'un seul volet qui sera réalisé lorsque nous nous serons accordés sur la mise en place d'une réelle politique d'asile responsable et cohérente.

La modification constitutionnelle de ce jour était une nécessité d'un point de vue éthique et juridique.

En premier lieu, cette modification permet à la Belgique de remplir ses obligations internationales et, dans ce cas précis, de mettre en œuvre l'article 8b du Traité de Maastricht et la directive européenne du 19 décembre 1984 relatifs à l'octroi du droit de vote, pour les élections communales, aux ressortissants européens des différents pays membres de l'Union. Nous étions tenus par cet héritage politique dont le but principal est de mettre en œuvre le concept de citoyenneté européenne. Nous nous souviendrons à cet égard que, plus d'une fois, la Commission européenne a instam-

ment exhorté notre pays à s'aligner sur cette législation et qu'une procédure devant la Cour européenne de Luxembourg a même été entamée contre la Belgique.

Pour ce qui concerne les non-Belges établis dans notre pays, l'octroi du droit de vote, même limité aux élections communales, répond à une nécessité démocratique. Il correspond parfaitement à une conception nouvelle de la citoyenneté où l'on estime que la proximité est une donnée politique essentielle. Déjà utilisée dans d'autres secteurs, tels que la justice ou la police, cette notion de proximité est d'autant plus importante en l'espèce qu'elle permettra à ces nouveaux électeurs de faire valoir leur point de vue dans les problèmes les plus divers abordés dans leur quotidien, comme ceux qui touchent à l'enseignement, à la circulation, à la sécurité, à l'environnement... des lieux mêmes où ils ont choisi de vivre.

Je me réjouis que cette conception nouvelle de la citoyenneté sans nationalité ait pu faire l'objet d'un important consensus politique dépassant les habituels clivages majorité-opposition. Assurément, ce consensus a été rendu possible parce que le texte est nuancé. En effet, il opère une distinction dans le temps entre les citoyens européens et les citoyens non-européens: le sort des premiers devrait être traité dans l'urgence, et la période transitoire qui affecte le droit de vote attribué aux seconds permettra de surmonter d'éventuelles hésitations ultimes.

Nuancé, le projet de réforme l'est également puisque la loi d'application de l'article 8 exclut la possibilité pour les non-Belges de devenir bourgmestres ou présidents de CPAS: cette restriction était effectivement prévue dans la directive européenne.

Enfin, je suis heureux, monsieur le premier ministre que certaines frilosités, apparues lors du débat, n'aient pas été traduites effectivement dans le texte final.

Ainsi, pour ma part, je n'aurais pu m'associer: ni à la volonté de certains de lier l'octroi du droit de vote à la qualité de contribuable, car cela aurait eu pour résultat de restaurer une sorte de nouvel impôt censitaire et donc, d'opérer un réel pas en arrière tout à fait inacceptable; ni à la volonté de ceux qui voulaient combiner l'octroi du droit de vote à des garanties de représentation des Flamands à Bruxelles, car il s'agit là de deux problèmes clairement différents: l'attribution du droit de vote aux étrangers ne peut pas servir de prétexte pour ressusciter l'habituelle litanie des revendications communautaires; ce n'est ni le lieu ni le moment.

À travers ce texte, c'est toute notre capacité de tolérance, d'humanisme, d'ouverture aux mondes et aux cultures différents qui est mise à l'honneur. Ainsi conçu, l'octroi du droit de vote aux étrangers, tel que le consacre la modification de la Constitution, rencontre l'assentiment du groupe PRL-FDF.

Par ailleurs, au moment où nous nous disposons à célébrer, demain, le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, je me réjouis que nous puissions montrer, par certains votes dont la nature symbolique n'échappera à personne, que le travail parlementaire peut appuyer la défense des droits de l'homme et renforcer un certain esprit de tolérance et d'humanisme.

La semaine dernière, vous avez bien voulu adopter la proposition de loi mettant en œuvre une vaste législation relative aux atteintes graves au droit humanitaire international, et intégrant dans notre droit belge le crime de génocide et les crimes contre l'humanité. Selon moi, d'une certaine façon, le texte dont nous débattons aujourd'hui et qui sera soumis à notre vote demain, relève de la même thématique. Je me réjouis du fait que ce débat coïncide avec le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Incontestablement, nous aurons l'esprit beaucoup plus serein lorsque nous nous rendrons à cette manifestation demain. (*Applaudissements.*)

M. le président. — La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand (PS). — Monsieur le président, deux réformes importantes sont aujourd'hui soumises à notre examen: d'une part, la révision de l'article 8 de la Constitution et, d'autre part,

un assouplissement des procédures d'acquisition de la nationalité. Je traiterai globalement ces deux réformes car, à mon estime, elles poursuivent un objectif commun.

La révision de l'article 8 est liée à nos obligations internationales. Elle permet à la Belgique de se mettre en conformité avec le traité de Maastricht. Elle est une affirmation européenne, mais elle n'est pas que cela.

En vérité, cette révision constitutionnelle consacre une approche nouvelle de l'intégration et de la participation politique. C'est en ce sens qu'elle s'apparente, quant aux objectifs poursuivis, à la proposition de loi simplifiant les procédures d'acquisition de la nationalité.

Avec d'autres membres de mon groupe, j'avais déposé deux propositions de loi, l'une de révision de l'article 8, l'autre de modification du Code de la nationalité. Les solutions avancées étaient plus radicales que celles qui ont été finalement retenues.

La proposition de révision de l'article 8 prévoyait qu'aucune condition de nationalité ne devait être exigée pour l'exercice des droits électoraux au plan communal; la proposition de modification du Code de la nationalité prévoyait de faciliter l'acquisition de la nationalité en permettant à une série de personnes devant aujourd'hui passer par la procédure de naturalisation à la Chambre des représentants de devenir belges par simple déclaration, à condition qu'elles aient été préalablement autorisées à s'établir sur le territoire, c'est-à-dire pour y demeurer longtemps, et qu'elles y résident depuis cinq ans au moins.

Je persiste à penser que ces propositions restent valables en terme de redéfinition du statut politique des étrangers et de la notion de communauté politique.

Il est vrai que le compromis intervenu et qui était indispensable sous peine d'échec complet — est largement acceptable. Il s'inscrit d'ailleurs dans une conception de l'intégration politique proche des propositions que nous avions formulées.

J'aimerais émettre à ce propos quelques considérations. En effet, une conception nouvelle de l'étranger a conquis depuis quelques années un large courant d'opinion. L'évolution est profonde à cet égard. Celle-ci se produit d'ailleurs dans une série de domaines. Des opinions et des programmes inacceptables hier deviennent acceptables aujourd'hui. Ainsi, voici vingt ans, l'on n'aurait jamais imaginé dans cette assemblée un débat sur l'euthanasie. Les réalités changent sous les dénominations; les concepts couvrent des valeurs, des comportements qui se modifient sous les mêmes noms. C'est notamment le cas des notions de citoyenneté et de nationalité. Une conception nouvelle de l'intégration politique, de la citoyenneté et de la nationalité sera ainsi consacrée dans les lois et la Constitution.

Faut-il rappeler que la citoyenneté, c'est-à-dire la participation au sein de la communauté nationale ou locale pour déterminer la politique qui doit les régir, a été, dès l'origine, limitée par des verrous établis pour écarter et exclure des électeurs. Ainsi, le verrou de la fortune a consacré le suffrage censitaire; le verrou de l'instruction a conduit au suffrage capacitaire; le verrou de la puissance en général a été consacré par le vote plural. Enfin, il faut citer le verrou du sexe: la France, la Belgique et la Suisse n'ont admis le vote des femmes qu'après la Seconde Guerre mondiale.

On peut également souligner que les partisans du suffrage exclusivement masculin utilisaient des arguments dont certains sont repris aujourd'hui à l'égard des étrangers: manque de sens politique, manque de responsabilité, manipulation par les Églises, etc. Au cœur de cette évolution intervient celle de la notion de personne, qui retentit dans une série de projets et de propositions de loi. Elle est fondée sur la capacité de chacun à affirmer une autonomie par rapport à son origine sociale, à son sexe, à sa religion et, bien sûr, à sa nationalité. En particulier, les notions de nationalité et d'appartenance à la communauté politique ont profondément évolué.

Il faut savoir que la plus grande partie du XIX^e siècle a été marquée par une conception romantique de la nationalité.

M. Swaelen prend la présidence de l'assemblée

L'individu n'avait pas, pour une large part, d'autonomie propre. Il était biologiquement lié à son statut national. Le droit à la nationalité était relié de façon privilégiée au *ius sanguinis*, ou

«droit du sang». Inconsciemment ou explicitement, nos sociétés ont été marquées par cette idée forte selon laquelle la personne n'est pas, par essence, dissociable de sa nationalité, pas plus que de son sexe ou de sa religion. Ces conceptions ont généré un sexisme écrasant, un intégrisme religieux et une xénophobie forte, mais on constate une évolution profonde.

Par exemple, les années 60 ont vu la réaffirmation des droits de l'homme consacrant la libération de la personne de ses appartenances ethniques, sociales, familiales, linguistiques et nationales. Parallèlement à cette évolution, on assiste, bien sûr, à la montée de l'idée européenne.

L'évolution est saisissante, et je la constatais en lisant certains écrits de M. Luc Hensel, professeur à l'Université libre de Bruxelles, affirmant que la notion de nation élaborée au XIX^e siècle a souvent été liée à «une manipulation intellectuelle construite sur des débris d'éthnicité».

La compréhension actuelle du statut des étrangers dans la collectivité est conditionnée par des faits nouveaux. Aujourd'hui, la nationalité est plutôt le témoin de l'appartenance à une communauté politique et doit pouvoir être acquise régulièrement par ceux qui s'y intègrent et ceux qui y vivent depuis longtemps. Dans cette conception, c'est la nationalité, pour autant qu'elle soit ainsi conçue, qui peut déterminer la participation politique au sein de cette communauté politique qu'est la communauté nationale.

Ma deuxième considération portera sur l'existence d'autres communautés politiques. La nationalité n'est pas le témoin nécessaire de l'appartenance à de telles communautés. Je pense à la communauté communale.

En vérité, les pouvoirs communaux n'émanent pas directement de la communauté nationale, ils ont une autonomie. L'histoire du droit nous enseigne que le pouvoir municipal doit être distingué des autres pouvoirs politiques. C'est ainsi que l'article 41 de la Constitution consacre la notion d'intérêts exclusivement communaux et provinciaux, distincts des intérêts nationaux.

Cet article fait une parfaite application de la notion de pouvoir local entendu comme un pouvoir gérant les affaires propres à un groupe social, envisagé distinctement de la communauté nationale.

La Constitution française de 1791 avait affirmé que les administrateurs des entités locales n'avaient aucun pouvoir de représentation de la nation. La Constitution disait d'eux qu'ils étaient «des agents élus à temps par le peuple pour exercer sous sa surveillance et l'autorité du Roi des fonctions administratives». Ils ne participent donc pas à la souveraineté nationale puisqu'ils n'en sont pas les représentants. La différence de statuts entre les pouvoirs national et communal a donc été marquée depuis le début des États, et en particulier depuis le début de l'État belge.

La participation à la vie communale ne paraissait pas devoir répondre aux mêmes conditions d'appartenance que la participation à la politique nationale. Je pourrais en rappeler deux exemples. La commission chargée d'établir, en 1830, le projet de Constitution avait envisagé d'accorder le droit de vote aux élections locales aux étrangers établis en Belgique depuis au moins six ans. Cette proposition n'a pas été retenue mais elle témoigne, en tout cas, d'un état d'esprit intéressant, particulièrement en 1830!

Par ailleurs, deux procédures de naturalisation, la grande et la petite, ont longtemps coexisté dans notre droit. Seuls ceux qui possédaient la grande naturalisation pouvaient voter aux élections nationales. Par contre, les détenteurs de la petite naturalisation étaient admis à participer aux élections communales.

On peut déduire de ces considérations que ceux qui font partie de la collectivité communale ne sont donc pas uniquement les nationaux mais tous ceux qui participent de façon stable à la vie de la commune. C'est la consécration de ces conceptions qui permet la révision de l'article 8 de la Constitution puisque ce nouvel article accordera des droits électoraux identiques à tous les membres de la communauté communale, aux Belges et aux étrangers établis en Belgique de façon stable.

Ma troisième considération consiste davantage en un regret, celui de ne voir entrer en vigueur la disposition constitutionnelle qui permettra d'ouvrir les droits électoraux aux étrangers non européens, qu'après 2001. Selon moi, il n'existait pas de raison de principe essentielle pour séparer la mise en application du droit de vote des Européens de celle des non-Européens. Mais à tout le moins, le principe en est acquis et le fait est d'importance.

Je conclurai en disant que l'expérience du vote des ressortissants de l'Union européenne sera déterminante parce qu'elle permettra de comprendre, comme ce fut le cas dans d'autres pays, que le vote des étrangers ne bouleverse pas plus le système politique que ne l'a fait, hier, celui des femmes. Une telle réforme ne constitue d'ailleurs pas une innovation révolutionnaire dans l'Europe contemporaine. L'Angleterre avait déjà consacré cette évolution à la fin du siècle dernier pour les citoyens des États du Commonwealth. L'Irlande accorde le droit de vote et d'éligibilité à tous les résidents étrangers depuis 1963. Le Danemark a emboîté le pas en 1977, la Norvège et la Suède en 1983 et les Pays-Bas en 1985.

Les deux réformes proposées s'inscrivent par conséquent dans un large courant sous-tendant l'évolution de l'Europe et, plus largement, de nos sociétés modernes. Elles consacrent en tout cas des conceptions nouvelles en matière de nationalité et de citoyenneté. Elles font aussi le pari que la participation politique aux élections communales sera un puissant facteur d'intégration permettant de briser les barrières qui existent encore entre les communautés d'origine étrangère et la communauté belge. Ces réformes affirmeront donc aussi des projets de vie communs. Bien entendu, le droit de vote n'apportera pas une réponse définitive à la problématique de l'intégration. Sur ce plan, bien des choses restent à accomplir. Toutefois, l'octroi du droit de vote est un nouveau point de départ. Il marque une évolution, une ouverture particulièrement heureuse. C'est une des raisons pour lesquelles nous nous prononcerons avec détermination en faveur des projets qui nous sont soumis. (*Applaudissements.*)

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Erdman.

De heer Erdman (SP). — Mijnheer de voorzitter, in de eerste plaats wens ik de heer Nothomb te feliciteren voor zijn verslag. Het is zeer verhelderend en geeft bijkomende informatie over hoe de Grondwetgever deze belangrijke herziening heeft benaderd.

Deze herziening was reeds lang een onderwerp van discussie en heeft ontegensprekelijk twee aspecten. Samen met vele anderen meende de SP dat van het criterium van nationaliteit-aanligendheid moest worden overgeschakeld naar het criterium van staatsburgerschap-aanligendheid. Hierdoor verbreden we het debat en dragen we tegelijkertijd bij tot de Europese eenmaking. De Europese richtlijn is in dit verband zeer duidelijk. België heeft naar mijn mening trouwens veel te lang gewacht om deze door Europa opgelegde verplichting in de lang gewachte vorm te zetten. Voor dat uitstel kunnen allerlei redenen worden aangehaald, onder meer dat dit probleem steeds met andere problemen werd vermengd, waardoor er weer nieuwe problemen opdoken.

Ik wens geen afstand te nemen van de resolutie die in het Vlaams Parlement werd goedgekeurd. Ik wijs er enkel op dat in het algemeen met veel van de opmerkingen die door de Vlaamse volksvertegenwoordigers werden geuit, werd rekening gehouden. Mogelijk moeten ten overstaan van een kleine categorie van Europeanen — en zeker niet alle — nog initiatieven op fiscaal vlak worden genomen. Ik stel trouwens vast dat in de Senaat reeds wetsvoorstellen in die zin worden behandeld.

De omzetting van de richtlijn slaat niet alleen op de zogenaamde eurocraten, hoewel dat soms wordt beweerd. Ik heb trouwens toch goed begrepen dat sommigen die nu kritische opmerkingen hebben te allen prijze willen vasthouden aan Brussel als Europese hoofdstad en aan de vestiging van alle mogelijke administratieve diensten die hiermee gepaard gaat. Reeds jarenlang wordt getwist met Straatsburg om alle Europese instellingen in Brussel te vestigen maar toch wil men terzelfder tijd degenen die de Europese eenmaking mee uitbouwen, op een bepaalde wijze

uitsluiten. Duidelijkheid was geboden en België is als een van de laatste lidstaten tot de conclusie gekomen dat het de richtlijn in de eigen wetgeving, en vooral in de Grondwet moest omzetten en het staatsburgerschap en het stemrecht moest toekennen aan Europese burgers die in België zijn gevestigd.

Een belangrijk bijkomend element is dat het gaat om een open grondwetsherziening die ook gericht is op de niet-Europese burgers. De SP-fractie had een voorstel ingediend tot een open herziening van de Grondwet zonder enig onderscheid tussen Europese en niet-Europese burgers. Sommigen willen heiliger zijn dan de paus en houden tot op het einde vol dat het onderscheid tussen de Europese en de niet-Europese burgers in het huidige voorstel absoluut verwerpelijk is. Eigenlijk zouden zij zich samen met ons moeten verheugen over deze enorme stap in de goede richting. Ik wijs hen erop dat men in de politiek mag dromen. Degenen die op de vooravond van de verkiezingen stellen dat ze klaar zijn voor de macht en bereid zijn realisme aan de dag te leggen, moeten ook bereid zijn te kijken naar wat politiek haalbaar is. Ik zie dat de heer Jonckheer mijn signaal begrepen heeft. Ik weet dat in het oorspronkelijke voorstel van de SP-fractie geen onderscheid werd gemaakt. Diep in mijn hart geef ik hier nog altijd de voorkeur aan, maar ik ben een realist en ik beseft dat in dit dossier het huidige voorstel het enige haalbare was.

Ik hoop, dat eenieder die om deze materie bekommerd is, dit voorstel samen met ons zal verdedigen, ook ten overstaan van de betrokkenen. We mogen hen zeker geen gevoelens van uitsluiting geven door telkens opnieuw te hameren op het onderscheid dat om politieke redenen — al dan niet verantwoord — voorlopig wordt gemaakt.

Ik voeg daar onmiddellijk aan toe dat ik ten zeerste verheugd ben over de wending die het dossier tot wijziging van de naturalisatieprocedure heeft genomen. Ik was, en ik ben daar fier op, een van de initiatiefnemers van de recente wijziging van de naturalisatieprocedure. Misschien tot ergernis van degenen die destijds van oordeel waren dat de bevoegdheden van de Senaat te veel beknot werden, heb ik voorgesteld de naturalisatieprocedure in te korten door de exclusieve bevoegdheid ervoor aan de Kamer toe te kennen, door kortere termijnen in te bouwen, door de procedure te versoepelen en door aan zoveel mogelijk burgers die zich voldoende geïntegreerd voelen de mogelijkheid te bieden de naturalisatie aan te vragen, met behoud evenwel van controle op essentiële voorwaarden.

Wanneer de heer Lallemand zijn voorstel indiende tot versoepeling van de naturalisatiewetgeving, was ik het weer die amendementen indiende met als uitgangspunt dat de burgerlijke stand een essentiële rol zou worden toebedeeld in een verdere versoepeling van de naturalisatieverwerving, wat een volwaardig burgerschap mogelijk maakt. Ik ben gelukkig dat men voor deze weg heeft gekozen, maar zal geen auteursrechten opeisen omdat een van mijn ideeën wordt gerealiseerd, maar zoals de heer Vandenberghe terecht heeft gezegd is hier een belangrijke vooruitgang geboekt naar een volwaardige integratie op lokaal vlak.

Wanneer de naturalisatie wordt toegekend, zullen deze nieuwe burgers, die zich hier al lang hebben gevestigd een volwaardige plaats krijgen in de gemeenschap en zullen zij ten volle kunnen worden opgenomen in het maatschappelijk en economisch leven van het land. De SP zal deze grondwetsherziening en de wijziging van de naturalisatieprocedure dus met volle overtuiging goedkeuren. (*Applaus.*)

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Hauthem.

De heer Van Hauthem (Vl. Bl.). — Mijnheer de voorzitter, de stemming van morgennamiddag over de wijziging van dit grondwetsartikel kan ongetwijfeld als historisch worden bestempeld, maar dan niet in de positieve zin van het woord.

Het zal de eerste keer zijn dat in dit Parlement een grondwetsherziening wordt goedgekeurd die enkel aan Franstalige kant op een tweederde meerderheid kan rekenen. Het is geen gewone grondwetswijziging, maar een grondwetswijziging, die bijzonder vergaande gevolgen zal hebben, zowel voor het principe van het stemrecht als dusdanig als op politiek communautair vlak. Wat dat laatste betreft, betalen de Vlamingen maar liefst vier keer:

door de onvoorwaardelijke invoering van het eurostemrecht zelf, door het negeren van de eisen van het Vlaams Parlement, door de invoering op termijn van het algemeen stemrecht voor vreemdelingen en door de drastische versoepeling van de naturalisatiewetgeving.

Na de goedkeuring van het Verdrag van Maastricht hadden wij ook wel begrepen dat het eurostemrecht er hoe dan ook zou komen. Dat het op deze manier zou worden ingevoerd, namelijk als resultaat van een vulgaire politieke koehandel met één Franstalige politieke familie, die in haar rangen een Vlaamshatende partij als het FDF herbergt, had aanvankelijk niemand voor mogelijk gehouden.

Toch worden wij vandaag geconfronteerd met een tekst die in zijn oorspronkelijke vorm werd ontworpen door FDF-voorman Clerfayt, een man die zich ooit uitriep tot *le Palestinien de la périphérie*, de arme onderdrukte drommel die voor het overige niets liever deed dan het de Vlamingen in de gordel en meer bepaald in Sint-Genesius-Rode met zijn hautaine bourgeoisie mentaliteit zo lastig mogelijk maken.

De heer Vandenberghe (CVP). — Dat kan de heer Van Hauthem toch zelf niet geloven.

De heer Van Hauthem (Vl. Bl.). — De heer Clerfayt wil blijkbaar de indruk wekken dat indien hij zou verhuizen naar pakweg Nieuw-Zeeland, hij als eerste en enige strijdpunt de faciliteiten — voor Franstaligen — op de agenda zou zetten.

Wanneer een regeringsleider zich veroorlooft het voorstel van die bewuste partij als uitgangspunt te nemen in een dermate delicate materie, zet hij zelf de toon en laat hij meteen voelen dat de Vlaamse verzuchtingen terzake hem eigenlijk geen barst kunnen schelen. Hij maakt een bewuste keuze en geeft het duidelijke politieke signaal dat het niet enkel gaat over de omzetting van de internationale verplichting in nationale regelgeving, hij maakt tegelijkertijd ook duidelijk dat het hem niet kan schelen wat de politieke gevolgen van deze ingreep zullen zijn voor de Brusselse Vlamingen en voor de Vlamingen in de rand.

Ik ben niet van plan het debat over het Verdrag van Maastricht over te doen, maar naar het schijnt, zouden we met deze grondwetsherziening gestalte geven aan het Europees burgerschap, zoals gedefinieerd in het Verdrag van Maastricht. Na jaren debatteren over deze materie, is het Europees burgerschap een esoterisch begrip geworden. Ik ben het tot op zekere hoogte eens met het streven naar verbondenheid en samenhangigheid. Hierover gaat het echter niet. Het Europees burgerschap wordt enkel vertaald in het invoeren van het gemeentelijk stemrecht voor alle onderdanen van de Europese Unie. Het gemeentelijk stemrecht wordt dan verondersteld plotseling gestalte te geven aan deze zogenaamde verbondenheid. Geen kat die dat gelooft, maar het Europees burgerschap moet en zal nu eenmaal op die manier worden gerealiseerd.

In de Kamer wordt momenteel een wetsvoorstel besproken dat zogenaamd ondemocratische partijen hun werkingstoelagen kan ontnemen. Ik vertel u geen geheim als ik zeg dat onze partij daarbij uitdrukkelijk wordt gevisieerd. In dat kader wil ik erop wijzen dat de manier waarop dit eurostemrecht wordt ingevoerd alle verbeelding tart.

Ten eerste zegt het arrest van de Raad van State heel duidelijk dat de Grondwet moest worden gewijzigd voor we het Verdrag van Maastricht konden goedkeuren. Zo is het niet gegaan. Met een gewone meerderheid werd het verdrag goedgekeurd dat de Grondwet impliciet wijzigde. De terecht bijzonder omslachtige procedure om de Grondwet te wijzigen werd niet gevolgd.

De regering is zelfs nog een stap verder gegaan. Op het Europese niveau heeft ze een richtlijn goedgekeurd die de Grondwet impliciet wijzigt. De procedure om de Grondwet te wijzigen kunnen we dus weggooien. De Belgische regering heeft blijkbaar besloten dat een Belgisch minister voortaan met een pennentrek op Europees niveau de Grondwet kan wijzigen, ze desnoods aan zijn laars kan lappen. De tijd van Tindemans die vond dat de Grondwet geen vodge papier is, is blijkbaar lang voorbij.

Het heeft meer dan zes jaar geduurd vooraleer de noodzakelijke grondwetswijzigingen werden goedgekeurd. De reden daarvoor is de verstrekkende gevolgen die het onvoorwaardelijk invoeren van het Eurostemrecht met zich brengt voor ons land, en ons land alleen.

We hebben altijd twee discours gehoord wat Europa in het algemeen en het eurostemrecht in het bijzonder betreft.

Aan Vlaamse kant ging het over openheid, over verfijning van de democratie en zo meer. Dat zijn allemaal zeer mooie begrippen. Het discours aan Franstalige kant heeft al die jaren helemaal anders geklonken. Het feit dat we het eurostemrecht moeten invoeren werd misbruikt om andere binnenlandse politieke doeleinden te dienen. Het eurostemrecht wordt misbruikt om in Brussel de Vlamingen politiek van de kaart te vegen en om in de rand rond Brussel de Franstalige positie te versterken.

Ik schud dat niet uit mijn mouw. Verschillende vooraanstaande Franstalige politici en politieke partijen zijn ons dat in de loop van de jaren zelf komen zeggen. Ter staving leg ik u twee citaten voor.

Het eerste citaat komt van de heer Clerfayt en dateert van 1989. Ik citeer: «Wat wij vragen is de erkenning van de werkelijke omvang van de Brusselse tweetalige agglomeratie. Brussel is meer dan de 19 gemeenten, het zijn er misschien 35 of 40. Het is niet omdat bij de staatshervorming van 1988 de grenzen nog eens zijn vastgelegd dat dit definitief is. Dit is een voorbijgaande wet zoals alle wetten. Wij hebben die Vlaamse annexatie van de randgemeenten nooit aanvaard. Vlaanderen heeft hier nooit van doen gehad. Op welke basis heeft Vlaanderen trouwens Sint-Genesius-Rode geannexeerd? De geest van Europa zal er volgens mij toe leiden dat er in elk gemeentehuis vertaling in bijvoorbeeld het Duits, het Engels, het Spaans en natuurlijk het Frans mogelijk wordt. Dit geldt zowel voor de raadszittingen als voor de burger die officiële documenten moet invullen. Ik hoop dat de Europese geest Vlaanderen voldoende zelfvertrouwen bijbrengt om de onverdraagzaamheid weg te werken. Vlaanderen moet zijn door flamingantisme ingegeven opvattingen laten varen om echt Europees te worden. Ik begrijp dat buitenissig protectionisme van de Vlamingen niet. Het EU-stemrecht zal in België toegepast worden zoals overal elders. Het is waar dat hierdoor de minderheidspositie van de Vlamingen in Brussel en in de faciliteitengemeenten nog uitdrukkelijker zal worden. In Vlaamse gemeenten zoals Overijse wordt dan de meerderheid ernstig bedreigd, maar dat is toch democratie.»

Toen mevrouw Lizin nog staatssecretaris van Europese Aangelegenheden was — een staatssecretariaat dat op de Belgische politieke geschiedenis een onuitwisbare indruk heeft nagelaten — zei ze in 1991...

De heer Vandenberghe (CVP). — Dat is lang geleden.

De heer Van Hauthem (VI. Bl.). — Dat is inderdaad lang geleden, maar de woorden van Christus zijn ook al tweeduizend jaar oud. Zijn ze daarom niet meer actueel?

De heer Vandenberghe (CVP). — Gaat u mevrouw Lizin met Christus vergelijken?

De heer Van Hauthem (VI. Bl.). — Neen, maar haar woorden waren toen wel profetisch en nu nog altijd actueel. Ik citeer: «Si l'Europe triomphe, les Flamands auront perdu tous les fruits de leur victoire sur l'État belge.»

Ik kan mij dus voorstellen dat mevrouw Lizin met bijzonder veel genoegen deze grondwetswijziging zal goedkeuren.

Ik zal niet alle cijfers in verband met de situatie in Brussel herhalen. We hebben dat al zo vaak gedaan. Toch geef ik er enkele. Verkiezing na verkiezing gaan wij, Vlamingen erop achteruit. In 1994 hadden we nog 69 Vlaamse verkozenen op het totaal van 651 verkozenen in de 19 gemeenten. Indien de EU-onderdanen zelfs niet op Franstalige lijsten stemmen, maar eigen lijsten samenstellen, dan zouden we in het jaar 2000 nog eens 11 zetels verliezen, zo heeft men berekend. Voor de gewestraadsverkiezingen in 1989 haalden alle Vlaamse lijsten samen 67 000 stemmen. In 1995 was dit al geslonken tot 56 000, tegenover 350 000 Franstalige stemmen.

De heer Vandenberghe (CVP). — Mijnheer Van Hauthem, enkele dagen geleden zijn er studies verschenen waaruit blijkt hoeveel Vlamingen zijn verhuisd naar de arrondissementen Halle-Vilvoorde en Leuven. Zeggen dat de achteruitgang van de Brusselse Vlamingen te wijten is aan andere invloeden, is zeer eenzijdig. Uiteraard moet men, onder andere op het vlak van ruimtelijke ordening, de voorwaarden creëren om de Vlamingen in Brussel te houden, maar indien zij om bepaalde redenen toch vertrekken, moeten we op het terrein nagaan hoe we dat opvangen. Dat heeft echter niets te maken met het stemrecht voor Europese burgers.

De heer Van Hauthem (VI. Bl.). — Mijnheer Vandenberghe, ik ben met u eens dat een deel van de achteruitgang van de Vlamingen in Brussel te wijten is aan het feit dat Nederlandstaligen Brussel verlaten. Men kan zich echter afvragen hoe dat komt. Ook heel wat Franstaligen trekken weg uit Brussel naar Waals-Brabant en zelfs naar Vlaams-Brabant. Wie neemt electoraal hun plaats in? Dat is de vraag. Het onvoorwaardelijk invoeren van het eurostemrecht zal enkel een katalysator zijn in een evolutie die we nu al jaren meemaken.

In de rand is de situatie eigenlijk identiek. De aanwezigheid van de Europese Commissie en het Europees Parlement in Brussel maakt dat daar vooral eurocraten wonen. Voor de Franstaligen zijn zij de objectieve bondgenoten. In Brussel hebben we op het lokale vlak geen enkele macht meer. Hoe kan men vanuit deze nu al machteloze positie een heel nieuw electoraat dat zich per definitie eerder tot de Franstaligen aangetrokken voelt, massaal ervan overtuigen de Vlaams politieke aanwezigheid te versterken? We zullen ons niet per se tegen de Franstaligen keren, maar weten bijzonder goed dat in Brussel de evenwichten verbroken zullen worden, terwijl in het verleden altijd werd verklaard dat Brussel op een gelijkwaardige manier door de twee grote taalgemeenschappen moet worden bestuurd. Vanuit die optiek en die bekommernis debatteert het Vlaams Parlement al jarenlang over deze materie en heeft het ook al verscheidene resoluties goedgekeurd waarin het invoeren van het eurostemrecht aan een aantal voorwaarden wordt gekoppeld.

Vanuit de optiek dat het eurostemrecht het Franstalige electoraat zal vergroten, zodat de Vlaamse politieke aanwezigheid niet enkel in de gemeenten, maar ook in het Brusselse Gewest zal verschrompelen tot nagenoeg nihil, hebben sommigen aan dat eurostemrecht voorwaarden willen verbinden. Deze voorwaarden werden reeds goedgekeurd vóór de Belgische regering de Europese richtlijn had goedgekeurd. Premier Dehaene heeft deze voorwaarden bij wijze van spreken naar de prullenmand verwezen. Hij heeft zelfs niet geantwoord op de brieven terzake van Vlaams minister-president Van den Brande. Van de koppeling die al in 1997 door het Vlaams Parlement werd gevraagd, is niets in huis gekomen. Het Europees stemrecht wordt dus niet gelinkt aan een gewaarborgde vertegenwoordiging van de Brusselse Vlamingen zowel op gemeentelijke als gewestelijke vlak, zoals destijds in het Vlaams Parlement werd gevraagd. In de *Parlementaire Handelingen* van toen lezen we wat de heer Suykerbuyk en mevrouw Grouwels, die toen nog geen minister was, hebben gevraagd. Bij amendement heeft mevrouw Grouwels toen aangehouden op die koppeling. Bij de uitvoering van het Sint-Michielsakkoord is er wel een soortgelijke koppeling gemaakt, waarbij de organieke wetgeving inzake gemeenten en provincies werd overgedragen naar het gewest. Bijgevolg moet vandaag niet worden gezegd dat koppeling onmogelijk is.

Als de politieke wil aanwezig is, kan die koppeling wel.

De heer Vandenberghe (CVP). — Juridisch kan dit niet.

De heer Van Hauthem (VI. Bl.). — Politiek toch wel? Wat was de vraag van het Vlaams Parlement? Dat was toch een politieke eis.

De heer Vandenberghe (CVP). — Het is niet omdat het Vlaams Parlement voorwaarden uitstippelt, dat er noodzakelijk een politieke koppeling moet volgen. Het uitstippelen van voorwaarden en ze politiek realiseren is één zaak, het naleven van een verdragsrechtelijke verbintenis een andere. Waarom zouden de Franstaligen toegevingen moeten doen aan de Nederlandstaligen,

wanneer het gaat om het naleven van een internationale verplichting, die in ieder geval moet worden nagekomen. Dat is een theoretische koppeling zonder concrete waarborgen.

De heer Van Hauthem (VI. Bl.). — Neen, maar die koppeling kan wel politiek worden gemaakt, wanneer een tweederde meerderheid vereist is. Met de eisen van het nagenoeg eenparig Vlaams Parlement werd geen rekening gehouden, wel met die van een Franstalige partij. Nochtans was dit volgens u juridisch niet noodzakelijk. Toch is het gebeurd. U verwijst hier naar de mogelijke grondwetsherziening inzake het gemeentelijk stemrecht voor EU-onderdanen en ook voor niet EU-onderdanen. Dit laatste heeft met internationale verplichtingen niets te maken. Noch het Verdrag van Maastricht, noch enig ander verdrag legt ons de verplichting op stemrecht te verlenen aan niet EU-onderdanen die is ons land verblijven, maar niet onze nationaliteit hebben. Toch is dit gebeurd en heeft men de koppeling gemaakt met een vergaande versoepeling van naturalisaties. Dat was de eis van de PRL-FDF-fractie. Ze werden daarin gevolgd. Dat er in het Vlaams Parlement nagenoeg een unanimité was, laat men echter links liggen alsof dit geen politieke factor van betekenis zou zijn. Dat men daar inderdaad zo over denkt, wordt vandaag bewezen. Erger is de versoepeling van de naturalisaties, die daarmee samenhangt. In feite evolueren we naar een naturalisatie op aanvraag. Dit zal het effect van het eurostemrecht in Brussel nog versterken.

Als we het wetsontwerp over de versoepeling van de naturalisatie erop nalezen, komen we tot de conclusie dat er tussen nu en vijf jaar 193 000 burgers in aanmerking komen om, op eenvoudige aanvraag, de Belgische nationaliteit te bekomen. Nu al zullen de 138 000 EU-burgers bijna allemaal stemrecht krijgen. Door onvoorwaardelijke invoering van het eurostemrecht en de versoepeling van de naturalisaties zal er in Brussel een enorm Franstalig electoraat bij worden gecreëerd. Achttien procent van de naturalisatieaanvragen gebeurt nu immers reeds in het Frans. Tegenover de 193 000 naturalisaties en de 138 000 EU-burgers staan de 56 000 stemmen op de Vlaamse lijsten voor de Brusselse Gewestraad in 1995. De versoepeling van de naturalisatie laat zich nu al voelen. De afgelopen vijf jaar werden er in Brussel 50 000 naturalisaties verleend. Zelfs zonder het eurostemrecht zal het stemresultaat in 1999 een grote verschuiving vertonen. Daarom moeten die waarborgen er nu komen! De Vlamingen kunnen zich toch niet eerst politiek, zowel op lokaal als op gewestelijk vlak, van de kaart laten vegen en nadien in het kader van het gelijkwaardig besturen door de twee taalgemeenschappen van de respectieve taalgemeenschappen in Brussel om een gewaarborgde vertegenwoordiging vragen. Dat kan toch niet. Dat werd trouwens bevestigd door de heer Foret.

Dit is geen doemdenken, maar een realistische vaststelling van de situatie. Wij pogen de CVP-fractie te overtuigen zich niet in de val te laten lokken. Dat doet ze ook niet. Dit heeft niets te maken met naïviteit, zelfs niet meer met partijtucht, dit heeft te maken met «premiertucht».

Niet alleen het Vlaams Blok onderkent de problemen en de dramatische gevolgen voor de Brusselse Vlamingen van het onvoorwaardelijk invoeren van het eurostemrecht. Ook het Vlaams Parlement en zowat alle editorialisten van de Vlaamse kranten hebben op het probleem gewezen. Er werden massa's artikels en zelfs boeken over geschreven. Zelfs professor Senelle, toch geen eng, bekrompen man, ...

De heer Dehaene, eerste minister. — Ha neen zeker!

De heer Van Hauthem (VI. Bl.). — ... schrijft op 22 juli jongstleden in *De Standaard*: «Een bijzondere meerderheid bereiken door toegevingen die voor de Vlamingen, gelet op het door het Vlaams Parlement ingenomen standpunt, onaanvaardbaar zijn kan allesbehalve gelukkig worden genoemd. Immers indien bij de Vlamingen het besef steeds meer ingang vindt dat zogenaamde Belgische belangen op federaal vlak altijd prioritair zijn ten aanzien van officieel verwoorde Vlaamse belangen zal de aanhankelijkheid van Vlaanderen aan het federale België geleidelijk afknappen.» Als dit het resultaat zou zijn van deze grondwetswijziging, zou ik dit ontwerp met volle overtuiging goedkeuren. Ik vrees echter dat dat niet het geval zal zijn.

Met deze grondwetsherziening wordt het doodvonnis getekend van de Brusselse Vlamingen. Het ergste is dat premier Dehaene dit vonnis met voorbedachte rade heeft uitgewerkt, want hij heeft nooit willen luisteren naar een Vlaams Parlement, dat nooit extremistische eisen heeft gesteld, maar enkel beleefd heeft gevraagd om nu eindelijk eens de Staatshervorming verder uit te voeren.

Versta mij goed, de Staatshervorming van de premier, niet de mijne! Ook dat was teveel gevraagd. De premier heeft altijd naar de Franstaligen gelonkt om een tweederde meerderheid te halen.

Gedurende al die jaren en doorheen dit hele debat hebben we de CVP langs haar beste zijde leren kennen. Van de SP zullen we in dit debat best zwijgen.

De heer Vandenberghe (CVP). — Mijnheer Van Hauthem, de christen-democraten hebben voor Vlaanderen veel meer gedaan dan het Vlaams Blok.

De heer Van Hauthem (VI. Bl.). — Dat beweert u, mijnheer Vandenberghe.

De heer Vandenberghe (CVP). — U zou er goed aan doen het boek van professor Wils over Frans Van Cauwelaert te lezen. U zou dan leren dat de Vlaamse beweging in België als politieke beweging is doorgebroken omdat ze de steun had van de christen-democraten. In landen waar een dergelijke beweging niet op zulke steun kon rekenen, wist zij nooit dezelfde politieke successen te behalen. Ik wil altijd lessen in Vlaamsgezindheid geven, terwijl u altijd op een plaats staat waar geen verantwoordelijkheid moet worden opgenomen.

De heer Van Hauthem (VI. Bl.). — Dat is sterk. De CVP legt samen met andere partijen een *cordon sanitaire* aan en dan komt mijnheer Vandenberghe ons verwijten dat wij onze verantwoordelijkheid niet willen opnemen.

Mijnheer Vandenberghe, het is het één of het ander. Ik wil hier best samen met u een heel debat aan de Staatshervorming wijden.

De heer Vandenberghe (CVP). — Mijnheer Van Hauthem, we hebben de taalgrens vastgelegd, we hebben het federalisme ingevoerd en u gooit dat allemaal zomaar weg om een volledig defensief discours te houden waarin u een beeld ophangt van Vlaanderen waarin de publieke opinie zich helemaal niet herkent.

De heer Van Hauthem (VI. Bl.). — Mijnheer de voorzitter, een unaniem Vlaams Parlement heeft blijkbaar een beeld opgehangen van een Vlaanderen dat niet bestaat. Alle Vlaamse editorialisten zijn dan enge, bekrompen mensen die een beeld ophangen van een Vlaanderen dat niet bestaat.

Mijnheer Vandenberghe, dit klopt niet. Mijn benadering is niet defensief. Ik ben gewoonweg realistisch. Ik maak een inschatting van de toestand zoals die werkelijk is. In Brussel en in de Brusselse rand zijn er nog andere, met name Franstalige partijen, die een heel ander doel nastreven dan wat u hier zo nobel wil doen uitschijnen.

Mijnheer de voorzitter, de grootste verantwoordelijke voor deze catastrofe is natuurlijk de eerste minister, die ongetwijfeld veel politiek vernuft en talent tentoonspreidt, dat zal u zelfs mij niet horen ontkennen, maar die bovenal, koste wat het kost, zijn regering op de been moet en wil houden, ook al is dat in het nadeel van de Brusselse Vlamingen. Ook al betekent het politiek akkoord met het PRL-FDF de doodsteek voor de politieke vertegenwoordiging van de Brusselse Vlamingen op het lokale en op het gewestelijk vlak. Ook al zullen de Brusselse Vlamingen daardoor op termijn in de Brusselse Gewestraad een onbeduidende fractie worden, die niet eens meer in staat zal zijn om de schijn hoog te houden dat Brussel op evenwaardige wijze door de twee grote taalgemeenschappen wordt bestuurd. Ook al zullen de Brusselse Vlamingen hierdoor vanuit politiek oogpunt niet eens een beschermde uitstervende diersoort worden. Ook al komt het einddoel van het FDF, namelijk Brussel zuiveren van alles wat Vlaams of Nederlands is, hierdoor met rasse schreden dichterbij. Ook al betekent dit dat wij de faciliteitengemeenten definitief aan de francophone machtshonger overleveren en dat wij zelfs Overijse op het spel zetten. Ook al krijgen de Franstaligen hierdoor een machtig

wapen in de handen gespeeld om het doorbreken van de Brusselse grenzen met volle kracht opnieuw op de politieke agenda te plaatsen. Ook al betekent dit dat in Brussel de fundamentele evenwichten tussen de twee grote cultuurgemeenschappen in dit land op de helling worden gezet. Ook al wordt het hierdoor bijna onvermijdelijk dat ook op het federale niveau, dat is misschien het enige positieve effect, diezelfde fundamentele evenwichten meer en meer op de helling komen te staan.

Collega's van de CVP, uw geloofwaardigheid is naar de knoppen. De jongste twee jaar hebt u een Januskop laten zien. In het Vlaams Parlement hebt u klare, soms zelfs stoere taal gesproken, maar in het federale Parlement gaat u, als puntje bij paaltje komt, door de knieën. Door uw houding in de Kamer en in de Senaat hebt u het Vlaams Parlement eigenlijk gedegradeerd tot de institutionele zandbak van dit land, waarin wat mag worden gespeeld tot de federale premier het einde van de speeltijd heeft gefloten.

Wat te denken van de gemeenschapssenatoren in dit halfroond? Men heeft mij altijd verteld dat zij verondersteld werden de mening te vertolken van de parlementen van waaruit zij naar de Senaat afgevaardigd werden, dat zij in deze ontmoetingsplaats tussen de gemeenschappen de gezanten zijn van hun gemeenschap. Welnu, indien dat het geval zou zijn dan zou de goedkeuring op zich in het Vlaams Parlement van de resolutie van 25 juni 1997 automatisch hebben meegebracht dat er in de Senaat geen tweederde meerderheid meer was. Als deze gemeenschapssenatoren morgen op het knopje drukken, zullen zij toch weer iets totaal anders doen dan wat zij in het Vlaams Parlement hebben verdedigd. Van januskoppen gesproken! Het zijn niet meer dan zielige marionetten die aan de touwtjes hangen waaraan de eerste minister trekt.

De rol van hofnar is hier toebedeeld aan de heer Weyts, die in het VRT-programma *Terzake* beweerde dat geen haar op zijn hoofd eraan dacht artikel 8 onvoorwaardelijk goed te keuren, namelijk indien er geen waarborgen voor de Brusselse Vlamingen zouden worden uitgewerkt, en die 24 uur later alweer plat op zijn buik moest gaan. Er mogen dan nog allerlei vrije tribunes worden volgeschreven om de schijn op te houden, de CVP is trouwens echt meester in het uitsturen van allerlei jokers, als puntje bij paaltje komt blijkt dat er van al die acties, van al die woorden en van al die debatten in de Senaat, maar meer nog in het Vlaams Parlement, niets maar dan ook niets overblijft. Dat zal morgen andermaal duidelijk worden.

Heren van de CVP, kom dan na de verkiezingen ook niet klagen hoe erg het met de Brusselse Vlamingen in Brussel is gesteld. De CVP mist hier een unieke kans om de waarborgen voor de Brusselse Vlamingen veilig te stellen. De stemming van morgen is, samen met de stemming over het wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit wat de nationalisatieprocedure betreft, een zeer ernstige nederlaag, groter nog dan die van het Egmontpact.

U hoeft zich daarvoor niet te schamen, collega's van de CVP. Wij zullen dat wel in uw plaats doen. (*Applaus.*)

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Loones.

De heer Loones (VU). — Mijnheer de voorzitter, vandaag zijn we de eindfase ingetreden van de behandeling van het intussen beruchte artikel 8 van de Grondwet. De eerste minister van dit land zal morgen een gelukkig man zijn. Tijdens het Kamerdebat van 28 oktober jongstleden waarbij hem erop werd gewezen dat er nog iemand anders zeer gelukkig is, namelijk de heer Clerfayt, verklaarde de eerste minister immers: «Met een brede glimlach zal ik tevreden zijn dat wij onze Europese verplichtingen zijn nagekomen.» De zorg voor het herstel van de ravage die morgen wordt aangericht, is voor hem duidelijk een zorg voor overmorgen.

Het debat over het stemrecht van EU-onderdanen wordt al jaren gevoerd. Al jaren dienen allerlei Vlaamse gemeenten, niet alleen uit de rand, maar uit zowat heel Vlaanderen en een hele reeks van geledingen van de Vlaamse beweging, allerlei moties in. Een student politicologie van de Katholieke Universiteit van Leuven presteerde in april 1995 reeds een seminariewerk van 71 bladzijden over het EU-stemrecht onder de titel «Stemrecht

voor EU-burgers: oase of fata morgana?» met als ondertitel «Gemeentestemrecht voor EU-burgers: hoffelijkheid of zelfverloochening?» Er waren ten slotte ook de eerst bezorgde en later verontwaardigde interpellaties in Kamer en Senaat over de plannen van de eerste minister, onder meer over de manier waarop hij de Grondwet opzij wilde schuiven. Op 9 januari 1997 werd daarover een vraag om uitleg gesteld waarop een uitvoerig antwoord werd gegeven door toenmalig minister Vande Lanotte, die toen beweerde dat het nog in het geheel niet vaststond in welke richting de regering zou verdergaan.

De bezorgdheid en later het protest van de overgrote meerderheid in Vlaanderen werd in het Vlaams Parlement ondubbelzinnig verwoord in verschillende moties en resoluties. De belangrijkste resolutie was deze van 25 juni 1997. De huidige regering, voorgestuwd door de eerste minister, heeft dat alles echter naast zich neergelegd. Uiteraard zullen ook de argumenten van vandaag niet worden aanvaard. Wellicht zal er zelfs niet eens worden op geantwoord. Ik denk er dan ook niet aan om het debat van de Kamer in de Senaat nog eens over te doen. Het Kamerdebat was er een van grote woorden, maar ook een van verraad van de eigen principes, van pijnlijke bochten en van partij- en premierdictaten, het verstand op nul en de blik op oneindig. Een leidraad in het hele debat was de verantwoordelijkheid van de CVP, die verpletterend is, wat men ook moge beweren. Wat nu gebeurt, dreigt het statuut van Brussel op de helling te zetten en met het statuut van Brussel komt ook de hele Belgische staatsstructuur in gevaar.

De CVP zal alleszins nooit kunnen beweren dat ze niet verwtigd is geweest. De kritieken kwamen zowel van buitenuit als van uit de eigen CVP-rangen. Zelfs de eigen CVP-ministers trokken aan de alarmbel. Hetzelfde geldt voor de vijf Vlaamse gemeenschapssenatoren, die hier vandaag schitteren door hun afwezigheid, die in het Vlaams Parlement de resolutie omtrent het stemrecht hebben goedgekeurd. We zijn benieuwd welke houding zij morgen zullen aannemen.

De CVP en de Vlaamse gemeenschapssenatoren kunnen onmogelijk zo naïef zijn te geloven dat overmorgen, wanneer de teksten zullen zijn goedgekeurd, de door het Vlaamse Parlement gevraagde noodzakelijke waarborgen nog zullen kunnen worden afgedwongen. Zo naïef zijn zij niet. En dus zijn zij medeplichtig. Wij zullen straks voor de laatste keer ongetwijfeld een ijdele poging doen om de amendementen te verdedigen die de catastrofe voor de Vlamingen, zoals de herziening in de Kamer werd genoemd, kunnen afwenden.

Het staat vast dat Vlaanderen hier een smartelijke nederlaag lijdt en dat de Senaat in een van zijn essentiële taken heeft gefaald.

De nederlaag voor Vlaanderen wordt op treffende wijze beschreven door Mark Grammens in zijn *Journal* van 5 november 1998, onder de titel «Vlaanderen leed een zware nederlaag». Het falen van de Senaat werd op even treffende wijze beschreven in een opiniestuk door Paul Van Grembergen, VU-fractie leider in het Vlaams Parlement, in *De Standaard* van 27 oktober 1998, met als titel «EU-stemrecht, test voor het Belgisch federaal model».

Voor het eerst wordt een communautair geladen grondwetsherziening goedgekeurd zonder dat daarvoor aan Vlaamse zijde een tweederde meerderheid bestaat. Dit verstoort het fragiele Belgische stelsel van evenwichten en balansen en het illustreert vooral de zwakke positie van Vlaanderen in België. De eerste minister beweert wel dat hij niet heeft onderhandeld met de FDF, maar het oorspronkelijke voorstel kwam wel van het uitgesproken Vlaams vijandige FDF, dat thans een alliantie is aangegaan met de PRL, die wel aan de onderhandelingen heeft deelgenomen. Dat maakt de zaak alleen nog erger.

De nederlaag blijkt ook uit het feit dat zomaar werd voorgingegaan aan de specifieke Vlaamse voorwaarden, die bijna eenparig door het Vlaams Parlement naar voren werden geschoven. Als het Vlaams Parlement zo onmachtig is, dan betekent dit meteen een nederlaag voor heel Vlaanderen.

Een derde aspect van de nederlaag bestaat erin dat de herziening van artikel 8 werd gekoppeld aan een aantal andere maatregelen, zoals het stemrecht voor Belgen in het buitenland en de versoepelde naturalisatieprocedure. Dit laatste zal ongetwijfeld een instrument zijn bij de ondermijning van de Vlaamse positie in

Brussel en bij de ondersteuning van het electorale offensief tot verovering van een gedeelte van Vlaams-Brabant. Rationeel gezien moeten we erkennen dat de Vlaamse minderheid in Brussel tot een onwerkzaam percentage dreigt te worden gereduceerd.

Het had nochtans anders gekund. De Belgische regering had bij de Europese instanties voorwaarden voor het EU-stemrecht kunnen bedingen. Ook had ze een andere meerderheid kunnen vinden voor de herziening van artikel 8. De fractieleiders van de CVP en de SP hebben gesteld dat dit politiek niet haalbaar was. Ik kan enkel vaststellen dat de VLD en de VU een andere meerderheid hebben aangeboden, waarbij wel werd tegemoet gekomen aan de Vlaamse eisen en verlangens.

De behandeling van dit ontwerp is meteen ook een test voor het Belgische federale model en het is de lakmoesproef voor de gemeenschapssenatoren die in het Vlaams Parlement de koppeling van voorwaarden aan het EU-stemrecht geodkeurden. In het Belgische federale model zijn er verschillende parlementen en regeringen, die naast elkaar staan, evenwaardig zijn en geen hiërarchie kennen in hun handelingen en besluiten. Op 25 juni 1997 vroegen 110 leden van het Vlaams Parlement om voorwaarden te verbinden aan het EU-stemrecht. Onder deze parlementsleden drie CVP-ers, de heren Delcroix, Olivier en Weyts, en twee SP-ers, de heer Hostekint en mevrouw Maximus, die de opdracht kregen als gemeenschapssenatoren de Vlaamse volksvertegenwoordiging in de Senaat te verdedigen. Heel Vlaanderen zal hun stemgedrag in het bijzonder van nabij volgen en, indien nodig, veroordelen.

De heer Tant, fractieleider van de CVP in de Kamer, stelde dat ieder parlement zijn eigen belangen en prioriteiten heeft en dus in eenzelfde dossier een andere houding kan aannemen. Dit klinkt aannemelijk, maar het is politiek voor sommigen allicht onaanvaardbaar wanneer het gaat om mandatarissen van eenzelfde partij. Nog moeilijker wordt het wanneer de gemeenschapssenatoren ingaan tegen hun constitutionele opdracht.

Er kan weinig twijfel bestaan over wat de opdracht van de gemeenschapssenatoren precies inhoudt. Ik zal een onverdachte bron citeren, aangezien de heer Dehaene professor Senelle reeds als achterhaald en bekrompen beschouwt. Professor Vande Lanotte stelt in zijn «*Overzicht van het publiek recht*»: «Gemeenschapssenatoren moeten worden beschouwd als de vertegenwoordigers van de gemeenschappen in het federale Parlement.»

Rechtstreekse medewerkers van de eerste minister hebben in *Het Sint-Michielsakkoord en zijn achtergronden* uitgelegd waarom dit zo is. Ik vermeld de namen van deze medewerkers, omdat ze verdienstelijk werk hebben geleverd: Jan Clement, Hans D'Hondt, Jan Van Crombrugge en de voormalige kabinetschef mevrouw Vanderveeren. Zij wijzen erop dat de band tussen het federale Parlement en de raden door de afschaffing van het dubbel mandaat in 1993 werd doorgesneden. Het instituut van de gemeenschapssenatoren is een van de onmisbare instrumenten om de stem van gemeenschappen en gewesten in het federale Parlement te laten horen, vooral omdat het federale Parlement wetten goedkeurt die in alle gemeenschappen en gewesten van toepassing zijn. De gemeenschapssenatoren in de Senaat zijn de volmacht dragers van het regionale parlement. In dit geval wordt de constitutionele opdracht van de vijf Vlaamse CVP- en SP- gemeenschapssenatoren bovendien nog eens versterkt door hun eigen jastem bij de preciese en ondubbelzinnige resolutie in het Vlaams Parlement.

Inzake institutionele aangelegenheden moet de federatie de som van de deelgebieden zijn. Een federatie kan niet ongestraft institutionele maatregelen nemen tegen de wil in van een deelgebied, dat in dit geval dan nog het grootste deelgebied is.

We hebben steeds beweerd dat in de Senaat, de ontmoetingskamer van de deelgebieden, deze deelgebieden onvoldoende inspraak hebben, aangezien slechts 21 — dit is minder dan 30 % — van het huidige aantal senatoren gemeenschapssenatoren zijn. De stemming morgen en de houding van de vijf Vlaamse gemeenschapssenatoren hierbij zullen dit op overduidelijke en pijnlijke wijze aantonen. Vlaanderen wordt gedegradeerd tot een schoothondje van het Belgisch belang. Op die manier zal het falen van de Senaat als gemeenschapskamer worden aangetoond.

De heer Vandenberghe (CVP). — Wat een retoriek. Weet de heer Loones wel wat er in Vlaanderen gebeurt en leeft? Welk beeld roept hij met een dergelijke toespraak over Vlaanderen op? De argumenten van heer Loones zijn totaal naast de kwestie; zijn betoog is een aaneenschakeling van sofismen.

De heer Loones (VU). — Ik kan de opwinding van de heer Vandenberghe best begrijpen, vooral omdat de CVP in deze zaak de verantwoordelijkheid draagt. Wat hier is gebeurd, is ongehoord, vooral omdat er andere mogelijkheden waren. De gêne van de CVP in dit dossier is zeker te begrijpen.

De heer Vandenberghe (CVP). — Ik ben helemaal niet geeneerd.

De heer Loones (VU). — Retoriek is in dit geval zeker op zijn plaats.

In dit dossier beleven wij de nederlaag van Vlaanderen. Het is onvoorstelbaar op welke manier het Vlaamse belang wordt genegeerd. Ik ben overigens niet de enige die dit beweert. Ook de heer Suykerbuyk, een collega van de heer Vandenberghe, vraagt zich af wanneer de CVP nu eindelijk het Vlaamse belang boven het Belgische machtsbelang zal plaatsen.

De heer Vandenberghe (CVP). — In het Belgisch Parlement is de jongste honderd jaar heel wat gerealiseerd in het voordeel van de Vlamingen. Ik vermeld in dit verband eerst en vooral de taalwetten. Nochtans bestond toen noch de Volksunie noch het Vlaams Blok. Er was weliswaar een breedgesteunde Vlaamse beweging.

Vlaamse partijen die, enkel omdat ze van mening verschillen met de CVP, op het spreekgestoelte zo'n retoriek tentoonspreiden, kan ik niet begrijpen. Ik zou dit evenmin aanvaarden van een Franstalige spreker. Denkt de heer Loones nu echt dat hij de toekomst van Vlaanderen dient met een dergelijke retoriek tegen zijn medeburgers in Vlaanderen?

De heer Loones (VU). — Het zou er nog maar aan ontbreken dat de belangrijkste politieke partij in Vlaanderen nooit de verdediging van de Vlaamse belangen had opgenomen in het verleden. Ze deed dit dan nog op ogenblikken dat ze niet anders kon, omdat ze in de hoek gedreven werd door de publieke opinie, door de Vlaamse beweging, die haar ertoe verplichtte de eisen van die beweging te steunen of de impuls te geven voor een aantal veranderingen. Ze deed dit trouwens ook steeds onder dreiging van nieuwe politieke stromingen. Het zou nogal sterk zijn, mocht de grootste partij volkomen zijn voorbijgegaan aan de eisen en de gevoelens van de Vlamingen.

De vertontwaardiging over de geleden nederlaag en de vaststelling van het falende federale model, ontslaan ons niet van de plicht strategieën uit te werken voor de toekomst.

De gewaarborgde vertegenwoordiging van de Vlamingen in Brussel moet er uiteraard komen. Als louter defensieve maatregel, kan ze maar een onderdeel zijn van de maatregelen om de Vlaamse belangen te verdedigen. Er moet een democratische grondslag zijn. We kunnen gewaarborgde vertegenwoordigingen niet louter artificieel opbouwen.

Er zal nood zijn aan een offensieve strategie voor Brussel, waarbij de Vlaamse Gemeenschap in nauwe symbiose met de Brusselse Vlamingen het «Brussel-model» helpt dragen.

De Volksunie deelt de betrachtning van hen die voorop stellen dat de Vlamingen ten minste een gedeelte van de vreemde bevolkingsgroepen in Brussel, zowel EU-burgers als andere, moeten overtuigen zich bij ons aan te sluiten. Als er in Brussel kan worden gekozen tussen twee cultuurgemeenschappen, dan kan het toch niet dat enkel de Franstalige gemeenschap voor vreemde medeburgers aantrekkelijk is.

Daarnaast heeft Vlaanderen in zijn geheel de opdracht het beleid inzake Brussel mee te bepalen, onder meer door een aangepast investeringsbeleid. Het economisch gerichte Brussel moet zich bewust zijn van de noodzaak van een nauwe samenwerking met Vlaanderen.

Verder moet er worden gedacht aan creatieve formules waarbij de grote groep Vlamingen die in Brussel werken mee betrokken wordt bij het Brusselse beleid. In Parijs krijgen, bijvoorbeeld, ook niet-inwoners inspraak in het beleid van de stad waar ze werken.

Wij hebben met veel belangstelling geluisterd naar minister-president Picqué, die suggereerde dat wie werkt in Brussel, daar ook een stuk belastingen zou kunnen betalen. We kunnen die redering misschien doortrekken naar andere vormen van participatie, bijvoorbeeld stemrecht. Een stelsel waarbij het stemrecht wordt opgesplitst tussen stemmen waar men woont, en stemmen waar men werkt, is niet eenvoudig, maar er moet ten minste over nagedacht worden.

De massa Vlaamse pendelaars maakt van Brussel een veel Vlaamsere stad dan blijkt uit de bevolkingsstatistieken. Het is volstrekt abnormaal dat de Vlaamse en Waalse pendelaars geen inspraak krijgen in het bestuur van de stad.

Ten slotte moet ook het dossier van de splitsing van het kiesarrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde opnieuw besproken worden. De afspraak uit de Sint-Michielsakkoorden inzake de regionalisering van organieke wetgeving op provincies en gemeenten, moet eindelijk worden ingevoerd.

Mijnheer de voorzitter, het gezond verstand gebiedt eigenlijk dat er één groot institutioneel debat, ook over het EU-stemrecht, werd gevoerd — niet in schijfjes — en dan nog liefst na de verkiezingen van 13 juni 1999.

De meerderheid, vooral haar premier, heeft daarover anders beslist. Uiteraard is het risico op een mislukking van de aanstaande staatsvorming, die vooralsnog ook door de CVP als een absolute must wordt bestempeld, daardoor groter geworden. De Volksunie is ervan overtuigd dat die mislukking zal leiden tot een implosie van het Brusselse model. Zoals genoegzaam bekend is, hangt het Belgische federale bestel helemaal vast aan wat in Brussel gebeurt.

Met het oog op de nakende institutionele onderhandelingen was het — en ik druk mij voorzichtig uit — zeer onverstandig om het wapen van het EU-stemrecht uit handen te geven. De verantwoordelijkheid hiervoor van de huidige premier is levensgroot.

De heer Dehaene, eerste minister. — Ik heb mijn verantwoordelijkheid hiervoor ten volle opgenomen en zal dat ook blijven doen. Maakt u zich niet ongerust, ik ben een gelukkig man, mijnheer Loones.

De heer Loones (VU). — Mijnheer de eerste minister, u kunt zichzelf gelukkig prijzen, maar ik vrees dat u binnenkort ook nog de dankbetuigingen van de steeds talrijker wordende separatisten onder ons in ontvangst zult mogen nemen.

M. le president. — La parole est à M. Jonckheer.

M. Jonckheer (Écolo). — Monsieur le président, dans ce débat où tout a déjà été dit, mes réflexions iront directement à l'essentiel.

Au moment de la négociation et de la ratification du Traité de Maastricht, Écolo s'était réjoui de l'introduction de la notion de citoyenneté européenne. Nous sommes toujours très favorables à cette notion, en particulier parce qu'elle dissocie les droits et les devoirs des citoyens d'un critère de nationalité. Nous n'en sommes pas moins partisans de la simplification des procédures de naturalisation que nous avons d'ailleurs votée à la Chambre et au Sénat, comme nous avons approuvé le droit de vote des Belges à l'étranger.

Le droit européen est assez restrictif concernant la notion de citoyenneté européenne puisqu'en réalité, seuls les nationaux des autres États membres se voient reconnaître cette qualité de citoyen européen. Depuis la création d'Écolo — mes propos ne sont donc pas opportunistes — nous avons toujours affirmé que cette notion de citoyenneté doit être le levier permettant de supprimer toute discrimination entre les nationaux de l'Union européenne et les résidents légaux sur le territoire de l'Union européenne. À cet égard, comme M. Lallemand et le SP, nous avons avancé un délai de cinq ans.

Nous restons évidemment opposés à cette discrimination et si le vote qui interviendra demain est d'importance, il n'y a toutefois pas lieu de s'en réjouir exagérément. En effet, non seulement nous sommes les derniers au sein de l'Union européenne à adapter notre législation mais de plus, comme l'ont rappelé certains collègues, différents pays de l'Union européenne ont depuis longtemps élargi à l'ensemble des résidents sur leur territoire le droit de vote aux élections communales, indépendamment de l'existence d'une directive européenne et du Traité de Maastricht. M. Lallemand a d'ailleurs fait allusion à ces différents pays en citant les dates d'entrée en vigueur de ces dispositions qui sont bien antérieures à l'adoption du Traité de Maastricht.

Plus largement, je voudrais souligner combien on peut se sentir décalé, même en tant qu'homme politique, par rapport au débat politique dans son propre pays. Ayant entendu ce matin certains collègues associer ce vote sur la révision de l'article 8 de la Constitution à une défaite de la Flandre, je me demande dans quel pays je vis. Il est évident que nous participons ici, à travers cette révision de la Constitution, à la construction d'une Europe que nous souhaitons fédérale, d'une Europe qui n'efface ni la réalité des États nationaux ni celle des régions. De ce point de vue-là, le fait de tenter de communautariser un débat qui ne devrait l'être en aucune circonstance constitue une véritable pollution intellectuelle et politique. Si l'on estime qu'il existe des problèmes potentiels, par exemple dans la gestion de Bruxelles, il faut en discuter pour essayer que Bruxelles reste la capitale de la Belgique et de l'Europe et soit une ville bilingue, multilingue et multiculturelle. Il faut éviter, car c'est dangereux pour la démocratie, de mêler des problèmes qui ne doivent pas l'être.

J'en viens à la disposition transitoire du projet qui nous est soumis. Outre le fait que l'on ait soigneusement stipulé «après 2001», cette disposition renvoie évidemment à la prochaine majorité le soin de légiférer ou non. Les non-nationaux de l'Union européenne doivent donc savoir qu'il n'existe actuellement aucune certitude pour eux quant à l'extension du droit de vote.

M. Erdman a fait appel à notre sens du compromis politique.

Je lui dirai tout d'abord que les écologistes, en Allemagne, en France, en Finlande, en Italie, doivent tous les jours faire preuve du sens du compromis, parfois dans le cadre d'un gouvernement de coalition.

Cela dit, nous n'avons pas négocié le compromis politique qui nous est soumis. Il est vrai qu'il présente l'immense avantage de repousser les extrêmes. À titre personnel, même si je désapprouve la disposition transitoire instaurant une discrimination, je voterai l'article en l'état.

En outre, on a indiqué publiquement qu'Écolo ne prendrait pas le risque, au Sénat, de faire capoter le projet. Si un certain nombre de sénateurs de la majorité ne devaient pas le soutenir, les voix des écologistes compenseraient, dans une certaine mesure, ces déflections.

Je tiens à souligner qu'un vote d'abstention peut se justifier, mais uniquement en raison du maintien de la discrimination entérinée par l'article que nous allons voter.

Je crois avoir compris que la majorité et le PRL-FDF voteront le projet. En principe, l'issue ne devrait donc pas poser problème au Sénat. Nous verrons demain ce qu'il en est. J'espère en tout cas que ce projet pourra être voté. (*Applaudissements.*)

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Boutmans.

De heer Boutmans (Agalev). — Mijnheer de voorzitter, reeds vele jaren ben ik actief in allerlei campagnes en acties voor het toekennen van stemrecht, los van de nationaliteit, aan de brede groep mensen die we destijds gastarbeiders en nu allochtonen noemen. Als partij heeft Agalev in die strijd altijd nogal alleen gestaan, hoewel in de regeerakkoorden in de jaren 70, waarbij wij uiteraard niet betrokken waren, hetzelfde principe van stemrecht vanaf vijf jaar verblijf was ingeschreven. Daarna is het punt een hele tijd uit het vertoog van de traditionele partijen verdwenen. Ik kan alleen maar met genoegen en blijdschap constateren dat het debat nu opnieuw wordt gevoerd onder druk van de Europese Unie, die het stemrecht, althans op basis van een Europese nationaliteit en op gemeentelijk niveau, oplegt.

In deze aangelegenheid wordt nu een belangrijke stap voorwaarts gezet en het belangrijke democratische karakter hiervan mogen we niet verwaarlozen. In ons land zijn er verschillende, tamelijk grote groepen buitenlanders aanwezig die door hun verblijf en hun deelname aan de maatschappij en de economie volwaardig deel uitmaken van de Belgische samenleving. De meerderheid van hen zal in ons land blijven, ook al nemen sommigen de individuele beslissing niet in België te blijven, maar kan, alhoewel de aanpassing van de naturalisatiewetgeving in belangrijke mate een oplossing biedt, niet deelnemen aan het politieke leven.

Dat schept een belangrijk democratisch deficit, vooral in de grote steden. Als we ergens behoefte aan hebben, dan is het precies aan een democratische dialoog waarin alle gemeenschappen en groepen van ons land hun stem kunnen laten horen. Dit fundamentele debat over de democratie verstoren, zoals dat in de voorbije maanden is gebeurd, door de eeuwige kleinsteedse discussies over de Belgische communautaire toestanden, vind ik bijzonder betreurenswaardig. Ik ben dan ook blij dat Europa ons tot de orde roept en er ook eens op wijst dat iedere Staat wel een eigenaardigheid heeft op grond waarvan afwijkingen op Europese regels kunnen worden gevraagd, maar dat wie streeft naar een Europese confederatie of federatie, daarvan ook de gevolgen moet dragen.

Ik besef dat het toekennen van gemeentelijk stemrecht aan Europese burgers in een gemeente zoals Brasschaat de bewoners met Nederlandse nationaliteit die daar om fiscale redenen in zeer dure en chique villa's zijn komen wonen, extra gewicht zal geven. Ik ben daar niet zo blij mee, maar het is een marginaal, zij het niet helemaal te verwaarlozen effect. Ik besef dat in Limburg en in de meeste grote steden vooral arbeiders van het toekennen van stemrecht zullen profiteren met daarnaast nogal wat Europese ambtenaren. Ik besef dat in de Voerstreek de talrijke Nederlanders de electorale balans wellicht naar de Nederlandstalige kant zullen doen overhellen. Ik besef ook dat in Brussel en in de randgemeenten zich waarschijnlijk het omgekeerde zal voordoen, vooral als een aantal Vlamingen het als een specialiteit blijven beschouwen die mensen tegen zich in het harnas te jagen.

Het echte democratische probleem moet worden opgelost. Ik betreur dat bij deze grondwetsherziening, die uiteraard een belangrijke stap voorwaarts is, de oplossing voor grote groepen allochtonen in de steden wordt verschoven naar een toch nog altijd onzekere toekomst. Wat de overgangsbepaling betreft, deel ik de opvatting van collega Jonckheer. De overgangsbepaling is onverstandig, omdat ze het democratisch deficit laat bestaan en de discussie onnodig rekt, alhoewel sommigen steeds beweren dat dit probleem zo snel mogelijk moet worden opgelost. Er zijn immers ook populariteitsaspecten aan verbonden. Tijdens de volgende zittingsperiode zullen we in elk geval opnieuw met dit aspect worden geconfronteerd.

Ik strijd vooral voor ideeën en maatschappelijke hervormingen. Als er een meerderheid is om samen met ons een stap in die richting te doen, des te beter. Haalbare voorstellen doen en klaar zijn voor de macht, is nog iets anders dan alles goedkeuren of alles toejuichen dat het pad daartoe kan effenen. De groenen behouden in elk geval het recht hun mening te zeggen en hun stemgedrag in overeenstemming daarmee te bepalen.

De heer Erdman (SP). — Is het niet zeer eenvoudig aan de lijn te blijven staan, wetende dat anderen een meerderheid zullen vormen om een grote stap in de goede richting te zetten, en zich dan te hullen in «een heiligheid nog groter dan die van de paus»?

De heer Boutmans (Agalev). — Ik streef niet naar heiligheid en zeker niet naar pausdom.

De heer Erdman (SP). — U blijft wel aan de lijn staan.

De heer Boutmans (Agalev). — Wat ik tot hiertoe heb gezegd, ligt volkomen in de lijn van wat ik sinds meer dan twintig jaar zeg. Het ligt trouwens ook in de lijn van een regeerakkoord van twintig jaar geleden. De partijen die deel uitmaken van de meerderheid, nemen samen beslissingen. Dat kunnen goede en minder goede beslissingen zijn. Maakt men er geen deel van uit, dan hoeft

men de minder goede beslissingen niet te nemen en krijgt men de goede beslissingen niet cadeau. Dat zijn de regels van het politieke spel.

De kiezer zal uitmaken of de groenen een rol zullen spelen bij de volgende regeringsonderhandelingen, en met welke partners eventueel. Ik heb terzake misschien wel wensen, maar kan niets voorspellen. Indien we bij die onderhandelingen worden betrokken, zal de uitvoeringswet bij de tweede alinea van het voorgestelde artikel alleszins op de agenda staan, zodat dat fundamentele probleem toch tegen de daarop volgende gemeenteraadsverkiezingen kan worden weggewerkt. Als dat punt er niet opstaat, zullen we pogen het erop te zetten. Dat is misschien tergend voor sommigen, maar hopelijk haalbaar.

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Caluwé.

De heer Caluwé (CVP). — Mijnheer de voorzitter, het Verdrag van Maastricht bepaalt dat de Europese medeburgers in de verschillende Europese landen stemrecht moeten krijgen voor de gemeenteraadsverkiezingen. Alvorens dit verdrag hier in het Parlement werd goedgekeurd, stelde de Raad van State dat voorafgaandelijk de Grondwet diende te worden gewijzigd, omdat het Verdrag in strijd is met de Grondwet. Toch hebben de drie klassieke politieke families toen hun verantwoordelijkheid op zich genomen en het Verdrag van Maastricht goedgekeurd. Wat wij hier doen, is in feite notariswerk. We brengen de Grondwet in overeenstemming met de stemming die destijds heeft plaatsgevonden. De fracties die destijds het Verdrag van Maastricht hebben goedgekeurd, kunnen nu niets anders doen dan de consequenties van die stemming dragen.

Ik wil een aantal vragen herhalen die ik tijdens de commissiebespreking heb gesteld. Er kwam toen in ruime mate een bevredigend antwoord op, maar ik vind het toch nuttig ze in plenaire vergadering te herhalen. Iets wat tweemaal gezegd wordt, krijgt immers meer waarde.

Het voorstel tot herziening van artikel 8 van de Grondwet bepaalt dat we met een wet uitvoering kunnen geven aan de internationale overeenkomst waartoe ons land zich verbonden heeft. In de toekomst kan een internationale overeenkomst bepalen dat Europese medeburgers eveneens stemrecht krijgen voor parlementsverkiezingen of voor verkiezingen van gemeenschapsraden en dergelijke meer. Het is belangrijk te weten welke soort wet aan zulke verdragen uitvoering zal geven: een gewone wet, een wet met bijzondere meerderheid, een decreet.

Dit geldt eveneens voor de uitvoeringswet van het tweede lid van het voorstel. Stel dat we na 2001 zo'n wet willen laten van kracht worden, maar dat de gemeentekieswet intussen tot de bevoegdheid van de gewesten behoort. Betekent dit dan dat het toekennen van stemrecht aan niet-Europese medeburgers met een decreet moet worden geregeld? Of met een wet? Graag een duidelijk antwoord op deze twee vragen.

Ik wil ook even spreken over de resolutie van het Vlaams Parlement. Hieraan werd vanochtend reeds ruim aandacht besteed. Deze resolutie koppelde vier voorwaarden aan de goedkeuring van het Europees stemrecht. De eerste voorwaarde had betrekking op de verblijfsduur. De tweede op de verkiesbaarheid van burgemeesters en schepenen. De derde had betrekking op het naleven van de taalwetgeving en de vierde op de gemeentelijke fiscaliteit.

Op de eerste voorwaarde inzake verblijfsduur dringt niemand nog aan. Wanneer we aan Europese medeburgers opleggen dat ze vijf jaar in een gemeente moeten verblijven, dan moeten we dit ook vragen aan Belgen die verhuizen van de ene gemeente naar de andere.

De tweede voorwaarde staat uitdrukkelijk in de uitvoeringswet vermeld. De verkiesbaarheid van de burgemeesters en de schepenen blijft voorbehouden aan Belgen, althans voor de verkiezingen van het jaar 2000.

Door de staatsvorming, kan de Vlaamse toezichhoudende overheid de voorwaarde inzake het naleven van de taalwetgeving in de Brusselse randgemeenten zelf afdwingen. Ze doet dit ook. We kunnen deze eis dus niet op het federale niveau stellen. We kunnen alleen vragen dat de federale overheid zich daarin niet

mengt. Sommige Franstaligen dringen immers bij de eerste minister aan om toch tussenbeide te komen. De eerste minister doet dit niet. Hij respecteert de staatshervorming en laat op dit punt de Vlaamse autonomie zijn volle uitwerking hebben.

De vierde voorwaarde, deze inzake de fiscaliteit, kan niet zomaar over het hoofd worden gezien. Vandaag komen de belastinginkomsten van de gemeenten overwegend uit de volgende twee bronnen: enerzijds de aanvullende personenbelastingen en anderzijds de opcentiemen op de onroerende voorheffing. Sommigen van onze Europese medeburgers betalen geen aanvullende personenbelasting, ook al beschikken zij over een meer dan voldoende inkomen om daarin een belangrijke bijdrage te leveren. Dit betekent niet alleen een vrij grote financiële adering voor gemeenten met veel Europese medeburgers, maar roept ook een discriminatie in het leven nu deze medeburgers stemrecht krijgen en daardoor ook medezeggenschap in de besteding van de belastingen, waartoe zij niet bijdragen.

Het gaat niet over peanuts. Een onverdachte bron, namelijk de studiedienst van de PRL, schatte dat de gemeenten van Brussel en omgeving daardoor anderhalf miljard inkomsten moeten derven. De studiedienst van het ministerie van Financiën raamde de inkomstenderving in 1991 voor Baarle-Hertog op 18%, voor Hoogstraten op 13%, voor Essen, Lanaken, Hamont-Achel en Ravels op 10% en voor de gemeente Voeren op 6%. Die percentages zijn voor deze gemeenten uit de grensstreek met Nederland sindsdien nog toegenomen, aangezien een groot aantal Nederlanders zich de voorbije jaren daar is komen vestigen.

Aan de Duits-Belgische grens noteert deze studie dezelfde of nog hogere cijfers. Het probleem is evenwel het scherpst in de gemeenten aan de Luxemburgse grens, vermits het dubbel belastingverdrag tussen België en Luxemburg geen statuut van grensarbeider inhoudt, waardoor Belgen die in Luxemburg werken maar in België woonachtig zijn, geen belasting betalen op het inkomen dat zij in Luxemburg verwerven. Sommige gemeenten zien daardoor 50% van hun inkomsten verloren gaan. Deze cijfers tonen aan dat de regering dit ernstig probleem dringend moet aanpakken en tot een oplossing brengen.

Een verschuiving van de ene grote bron van belastinginkomsten, de aanvullende personenbelasting, naar de andere, de opcentiemen op de onroerende voorheffing kan geen soelaas bieden, want dat zou immers betekenen dat categorieën die niet elders werken en dus geen extra inkomsten hebben, zoals gepensioneerden, genietters van een vervangingsinkomen of bestaansminimumtrekkers die een eigen huis bewonen, wel meer opcentiemen zullen moeten betalen, maar toch niet kunnen genieten van de verlaging van de aanvullende personenbelasting.

Om de gemeenten in staat te stellen toch een oplossing in die zin uit te werken, heb ik een wetsvoorstel ingediend waardoor zij deze categorieën vrijstelling kunnen verlenen. Dit voorstel is intussen doorgezonden naar de Raad van State, wat ons in staat zal stellen het wetsvoorstel te beoordelen in het volle besef van de juridische samenhang van de verschillende bepalingen van het voorstel.

Toch herhaal ik alvast de vraag die ik indertijd ook aan de vorige minister van Financiën stelde. Minister Maystadt verzekerde mij dat hij het volkomen eens was met mijn voorstel en dat hij dit reeds op de Ministerraad ter sprake had gebracht. Zal de regering dit voorstel steunen, als het ongeschonden terugkomt van de Raad van State en het een meerderheid vindt in het Parlement? In het andere geval moet zij alleszins naar andere oplossingen zoeken om het probleem uit de wereld te helpen.

Naast deze vierde voorwaarde stond in de resolutie van het Vlaams Parlement ook een aantal vragen waarop men zo snel mogelijk een antwoord verwachtte, zonder dit te koppelen aan de stemming over het gemeentelijk stemrecht voor euroburgers.

Ik weet dat sommigen de voorkeur gaven aan een koppeling. Het is echter geen toeval dat deze tekst gewijzigd is en dat deze koppeling niet op dezelfde wijze is geformuleerd als de vier andere voorwaarden. Het is eerder een verzuchting waarvan het Vlaams Parlement wenst dat ze door het federaal niveau zo snel mogelijk zou worden gerealiseerd. Wij moeten echter de intellectuele eer-

lijkheid hebben toe te geven dat deze resolutie in het Vlaams Parlement wellicht niet op zo'n ruime meerderheid had kunnen rekenen wanneer de koppeling er uitdrukkelijk zou hebben ingestaan.

Van deze twee zaken werd gevraagd ze zo snel mogelijk te realiseren, zonder ze te koppelen aan de stemming over het toekennen van het Europees stemrecht aan de Europese medeburgers.

Welke zijn de twee bijkomende vragen?

De eerste betreft regionalisering van de gemeentewet en de gemeentekieswet, zoals voorzien in het Sint-Michielsakkoord. We moeten dezelfde intellectuele eerlijkheid opbrengen om eraan toe te voegen dat het Vlaams Parlement aan het Sint-Michielsakkoord de voorwaarden toevoegde dat de waarborgen voor de Brusselse Vlamingen in de negentien Brusselse gemeenten voorafgaandelijk zouden worden versterkt en dat bij een overheveling van de gemeentewet en de gemeentekieswet wijzigingen daaraan maar mogelijk zijn met een dubbele meerderheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op voorwaarde dat de Vlamingen daarin evenveel zeggenschap hebben als de Franstaligen. Wanneer de huidige tekst van het Sint-Michielsakkoord zou worden uitgevoerd, zouden de gemeentewet en de gemeentekieswet naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden overgeheveld zonder de voorwaarde dat deze gemeentewet en gemeentekieswet niet kunnen worden gewijzigd zonder waarborgen voor de Brusselse Vlamingen.

Integendeel, de enkele waarborgen die thans zijn ingebouwd, zouden kunnen worden geschrapt.

Deze bijkomende vraag moet hoe dan ook aanleiding geven tot een nieuwe onderhandeling, omdat ze een wijziging betekent van de tekst van het Sint-Michielsakkoord. De CVP heeft uitdrukkelijk gevraagd dat hierover onmiddellijk na de volgende verkiezingen wordt onderhandeld. Wij hebben er niet zo sterk op aangedrongen deze waarborg nu al in te bouwen, omdat wij enkele maanden gelden in de Senaat bij de Franstaligen een grote welwillendheid hebben vastgesteld om tegemoet te komen aan de vraag van de Vlamingen om de gemeentewet te wijzigen, teneinde in de grote steden deelgemeenteraden tot stand te brengen. Dit werd een half jaar geleden met een ruime meerderheid in de Senaat goedgekeurd, wat me tevreden stemt. Hetzelfde ontwerp ligt echter al een half jaar in de Kamer en is nog altijd niet aan de agenda van de bevoegde commissie gebracht. Ik vraag de eerste minister bij deze gelegenheid dan ook om in de Kamer aan te dringen op een dringende behandeling, zodat deze verzuchting van de Vlamingen werkelijkheid wordt.

De tweede bijkomende vraag in de Vlaamse resolutie, die gepaard gaat met de vraag tot regionalisering van de gemeentewet en de gemeentekieswet, betreft verbetering van de waarborgen voor de Vlamingen in Brussel. Ik betreur het dat de beleidsmensen in Brussel daar niet zelf voor zorgen. Indien ik, zelfs als Franstalige, enige verantwoordelijkheid zou hebben in het beleid voor Brussel, zou ik mijn uiterste best doen om een open klimaat te scheppen naar de Vlamingen en het Nederlands toe.

We stellen vast dat het Brussels Gewest volgens de Europese statistieken na Hamburg het hoogste bruto nationaal product heeft. Op basis van de statistieken van de inkomens stellen we echter vast dat Brussel tot de armste gewesten behoort, wat uiteraard te wijten is aan het feit dat heel wat mensen in Brussel werken, maar in Vlaanderen en, in mindere mate, in Wallonië wonen. Als de Brusselse beleidvoerders erin zouden slagen om 10% van de 200000 Vlaamse pendelaars, die momenteel dagelijks de file doorstaan, te overtuigen om in Brussel te komen wonen, dan zouden de financiële problemen van het Brussels Gewest opgelost zijn. Men moet zorgen voor een open beleid ten overstaan van de Nederlandstaligen, zodat deze de waarborg hebben dat ze op de verschillende beheersniveaus eigen verantwoordelijken hebben en hun kinderen zonder problemen in het Nederlands kunnen opvoeden. Indien men dit beseft, kan men de problemen in Brussel oplossen.

Als de Brusselaars hier zelf niet voor zorgen, dan moeten we de volgende stap doen en dan moet dit voor een deel worden afgedwongen.

M. le président. — La parole est à M. Jonckheer.

M. Jonckheer (Écolo). — Monsieur le président, comme je suis bruxellois, je voudrais simplement faire remarquer à M. Caluwé qu'il est bon, dans le raisonnement politique, de faire la distinction entre les différentes formations politiques — y compris entre les formations francophones — qui siègent au Parlement bruxellois.

Les écologistes sont très préoccupés par les problèmes de rénovation urbaine et ils ne sont pas les seuls d'ailleurs ! En tant que Bruxellois, je ne vois pas d'inconvénient à ce que davantage de Flamands viennent habiter à Bruxelles, je dirais même : je ne demande pas mieux. Si l'on ne met pas tous les Flamands dans le même sac, il ne faut pas non plus considérer tous les Francophones comme appartenant à un ensemble unique et comme appartenant à un ensemble unique et homogène. Je répète ce que j'ai dit dans mon intervention : si des problèmes existent à Bruxelles en matière de bilinguisme ou de «multiculturalisme», nous devons en discuter entre Bruxellois. Et les élections nous donneront l'occasion de confronter nos points de vues à ce sujet. Quoi qu'il en soit, à Bruxelles, Écolo, Agalev et le SP travaillent déjà dans cette perspective-là.

De heer Caluwé (CVP). — Mijnheer de voorzitter, dit verheugt mij en ik ga er dan ook van uit dat de heer Jonckheer consequent is en zorgt voor een gewaarborgde aanwezigheid van Nederlandstaligen in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de verschillende Brusselse gemeenteraden.

Wij zullen deze garanties misschien moeten afdwingen. Net als de heer Loones heb ik de noodkreet gehoord van minister-president Picqué die oordeelt dat het Brussels Gewest bijkomende financiële middelen nodig heeft, teneinde zijn rol te kunnen blijven vervullen. Hierover kunnen positieve gesprekken worden gevoerd, maar dit houdt in dat werk moet worden gemaakt van de bijkomende waarborgen. Meer dan ooit moet het principe *No taxation without representation* worden toegepast. Als Vlaanderen bereid is om financiële middelen naar Brussel over te hevelen, dan moet Brussel bereid zijn de gevolgen hiervan te dragen.

Dit zal na de verkiezingen van juni 1999 een belangrijkere hefboom zijn dan de discussie over de verruiming van het stemrecht. Ik herinner mij de discussies van 1991. Toen vroegen de Franstaligen in de aanloop naar de verkiezingen om een herfinanciering van het Franstalig onderwijs en de Vlamingen om de uitvoering van de derde fase van de staatsvorming. Ondanks het feit dat de Volksunie deel uitmaakte van de meerderheid, bleken deze twee punten voor de verkiezingen niet haalbaar te zijn. We hebben toen het plan opgevat ze na de verkiezingen te realiseren, maar niemand geloofde dat wij onze belofte zouden nakomen. Na de verkiezingen van 1991 werden de in het vooruitzicht gestelde hervormingen echter effectief gerealiseerd.

Wij kunnen nu dan ook met even veel overtuiging beweren dat wij ons na de verkiezingen van 1999 zullen buigen over de problematiek van de waarborgen. Een van de gewesten, namelijk het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, heeft ook in dit geval een verzoek gedaan om financiering. Deze beide problemen kunnen samen worden onderzocht en opgelost. (*Applaus.*)

M. le président. — La parole est à Mme Delcourt.

Mme Delcourt-Pêtre (PSC). — Monsieur le président, je trouverais lamentable que le débat sur le droit de vote des Européens soit réduit à la volonté des Francophones d'assurer une quelconque suprématie à Bruxelles et d'organiser la défaite de la Flandre, comme cela a été dit dans certaines interventions faites précédemment par des membres du Vlaams Blok et de la Volksunie. Selon moi, c'est interpréter de manière perverse les intentions de la plupart des Francophones de ce pays, qu'ils soient de Wallonie ou de Bruxelles. Heureusement, des arguments plus nobles ont présidé à notre débat; je pense au souci d'affiner l'image de la démocratie par l'octroi du droit de vote aux immigrants.

J'ai souhaité prendre la parole pour exprimer à la fois ma déception et mon espoir. Sous la précédente législature, je me suis beaucoup investie afin qu'une modification soit apportée à l'article 8, ancien article 4 de la Constitution. En 1997, j'avais déposé à

nouveau une proposition visant à supprimer la qualité de Belge comme condition nécessaire à l'exercice des droits politiques. Une proposition de révision de la Constitution était donc ouverte. Aujourd'hui, le texte qui nous est proposé — et là se situe ma déception — établit une distinction entre les étrangers européens et les non-Européens. Même si je peux comprendre les raisons politiques qui ont amené à une telle distinction, je regrette que celle-ci ait trouvé sa place dans une charte fondamentale.

En effet, l'octroi du droit de vote relève non d'une logique de nationalité mais d'une logique de citoyenneté, de droits et de devoirs reconnus à ceux qui résident sur notre territoire et ce, à mon sens, quelle que soit leur identité d'origine. D'ailleurs, le Traité de Maastricht qui prévoit l'exercice du droit de vote pour tout citoyen de la Communauté s'est également basé sur la notion de résidence sur le territoire de la Communauté pour ouvrir un tel droit. Évidemment, le Traité de Maastricht a également établi des limites, puisque les immigrants non communautaires, à savoir les Polonais, les Hongrois, les Turcs ou les Maghrébins, dont certains sont installés chez nous depuis 20 voire 30 ans, ne pourront exercer leur droit de vote lors des prochaines élections communales.

Sans doute, certaines résistances sont-elles profondément enfouies en chacun d'entre nous. Elles sont liées à la peur de l'Autre, un autre qui est différent dans sa culture, dans sa manière de vivre, de pratiquer ou non une religion. Certains n'hésitent pas à exploiter cette peur — cela fut le cas de certains intervenants, ce matin — à des fins racistes et xénophobes. Peut-être faudra-t-il encore du temps pour apprivoiser cette peur et participer, de façon plus volontaire, à la construction d'une société multiculturelle. Le droit de vote peut y contribuer s'il associe, notamment au niveau local, le plus proche du citoyen, les non-Belges au processus décisionnel. Ainsi pourra être instaurée une relation de confiance entre le pouvoir local et le citoyen, dans la rencontre des identités multiples qui ne peuvent qu'enrichir nos propres identités. Tel est mon espoir pour 2006, puisqu'ils nous faudra attendre jusque-là pour voir entrer en application la disposition constitutionnelle accordant les droits électoraux aux non-Européens.

J'ose croire que cette seconde étape pourra être franchie dans ce délai. Elle contribuera, du point de vue de mon parti, à renforcer la démocratie. C'est dans cette conviction que nous voterons en faveur de la révision de l'article 8 de la Constitution. (*Applaudissements.*)

De voorzitter. — Het woord is aan de eerste minister.

De heer Dehaene, eerste minister. — Mijnheer de voorzitter, op het einde van dit debat wil ik even het woord nemen, niet alleen om te antwoorden op een aantal vragen, maar ook omdat ik wil reageren op een aantal verklaringen die niet zonder reactie kunnen blijven.

La révision de l'article 8 de la Constitution s'inscrit dans le cadre de l'exécution d'une obligation du Traité de Maastricht, lequel fut approuvé à une large majorité par le Parlement.

Ce traité déterminait clairement que la transposition en droit national devait être réalisée avant une date déterminée, aujourd'hui largement dépassée. C'est donc à juste titre que la Cour européenne a condamné la Belgique pour non-respect de ses obligations en la matière.

Si je me suis engagé à ce que ce texte de la Constitution soit modifié, de façon à permettre l'adoption de la loi instaurant le droit de vote des Européens pour les prochaines élections communales, c'est parce que je voulais à tout prix éviter que la Belgique soit une seconde fois condamnée sur la scène européenne. Elle ne mérite pas une telle sanction, étant donné l'option européenne qu'elle a toujours défendue.

Het tijdsbestek waarbinnen dit ontwerp wordt behandeld, is niet gebonden aan andere politieke thema's. België moet bepaalde verdragsrechtelijke verplichtingen nakomen en deze bevatten ook bepaalde data. Het verkeerd begrepen pragmatisme op dit vlak moet worden afgeleerd. Wanneer op Europees vlak bepaalde opties worden genomen, dan moeten die worden uitgevoerd.

Ik ben het beu om België in de statistieken voortdurend terug te vinden als een slechte Europese leerling, terwijl we in onze discours de pretentie hebben onszelf als goede leerling voor te stel-

len. Een iets consequentere houding is toch aangewezen. Eigenaardig genoeg voeren de landen die de naam hebben een minder pro-Europese houding aan de dag te leggen, de Europese beslissingen op een correctere wijze uit en liggen ze voorop bij het omzetten van de Europese richtlijnen. Het is mijn ambitie België aan de kop te brengen, niet alleen met betrekking tot Europese overtuiging, maar ook wanneer het erop aankomt de Europese regelgeving in intern recht om te zetten. Tot daar enige toelichting bij de motieven voor dit ontwerp.

Vooraleer meer algemene beschouwingen te formuleren, zal ik op enkele vragen antwoorden.

Wanneer in de Grondwet wordt verwezen naar de « wet », wordt hiermee bedoeld het geheel van wettelijke bepalingen die de bedoelde verkiezingen regelen. Het voorliggend ontwerp regelt het stemrecht voor de Europese onderdanen bij de gemeenteraadsverkiezingen en impliceert dus een wijziging van de gemeentekieswetten.

De formulering van artikel 8 van de Grondwet heeft als het ware een dynamisch karakter. Mocht ons land nieuwe verdragsrechtelijke verplichtingen moeten aangaan — ik wil onmiddellijk beklemtonen dat daarvan op dit ogenblik nog geen sprake is — dan biedt artikel 8 de mogelijkheid om de wetten te wijzigen die de verkiezing voor de bedoelde instantie regelen. In dit verband verwijs ik naar de wet waarmee we de kieswetten voor Kamer en Senaat hebben gewijzigd, teneinde stemrecht te verlenen aan Belgen die in het buitenland verblijven. Omdat deze bevoegdheid volledig bicameraal is, heeft de Senaat haar volle wetgevende verantwoordelijkheid terzake kunnen opnemen. Mocht hetzelfde recht worden verleend voor de verkiezingen van de gewestraden, dan zal een wetswijziging met een bijzondere meerderheid moeten worden goedgekeurd.

Op de vraag van senator Caluwé betreffende de gemeentebelastingen, bevestig ik wat ik in commissie heb verklaard. Krachtens de Europese richtlijnen kunnen geen fiscale verkiesbaarheidsvoorwaarden worden gesteld. Bovendien lijkt het mij niet wenselijk dat te doen. Als ik hem goed begrepen heb, heeft de heer Caluwé dat ook niet bedoeld.

Het fiscaal statuut van vreemdelingen die in België verblijven, kan inderdaad vragen oproepen. Niettemin dienen we deze kwestie op een genuanceerde manier te benaderen. Een grote groep vreemdelingen, al dan niet Europese onderdanen, werken in België en betalen hun belastingen aan de Belgische Staat, wat naar ik vermoed voor de meerderheid van de vreemdelingen het geval is.

Verder zijn degenen die geen personenbelasting in België betalen, onderworpen aan de betaling van een reeks gemeentelijke belastingen, zoals de onroerende voorheffing als ze eigenaar zijn van een huis, en een hele reeks retributies voor diensten die de gemeenten leveren.

In gemeenten waar het grootste deel van de gemeentebelasting bestaat uit opcentiemen op de personenbelasting kan discriminatie ontstaan tussen Belgen en bijvoorbeeld Europese ambtenaren die van een bijzonder statuut genieten, of vreemdelingen die in België wonen, maar hier niet werken.

Dit probleem staat echter volkomen los van het toekennen van het stemrecht voor Europese onderdanen en wordt vooral opgeworpen door burgemeesters van grensgemeenten in zowel het noorden als het zuiden van ons land. De regering onderkent dit probleem en is bereid hiervoor een oplossing te zoeken. De heer Caluwé heeft terzake een wetsvoorstel ingediend dat we bereid zijn te bespreken, ook al hebben we er kritische bemerkingen bij. Het kadastraal inkomen in aanmerking nemen als fiscale aanslagbasis lijkt mij vanuit sociaal oogpunt bedenkelijk voor personen die het huis waarin ze wonen, niet bezitten, maar huren. Zodra de Raad van State advies heeft uitgebracht, wil de regering echter meehelpen aan het uitwerken van een oplossing voor dit probleem. Er wordt aan gedacht deze problematiek op te nemen in de fiscale verdragen met de ons omringende landen. De betrokken landen zouden bijvoorbeeld een compensatievergoeding kunnen betalen, wat trouwens reeds ter sprake kwam bij de onderhandelingen met Duitsland.

De herziening van de Grondwet met betrekking tot de districtsraden was weliswaar een parlementair initiatief, maar heeft de volledige steun gekregen van de regering. Ik zal dan ook contact

opnemen met de Kamer van volksvertegenwoordigers en erop aandringen dat alles in het werk zou worden gesteld, opdat ze operationeel zouden zijn bij de volgende gemeenteraadsverkiezingen.

À ceux qui hésitent à voter l'article 8 au motif qu'il fait la distinction entre les Européens et les non-Européens, je voudrais préciser que cette différence n'est que temporaire. La formulation de l'article 8 étant semblable pour les deux catégories, si l'on donne application à cet article après 2001, la disposition transitoire disparaîtra, effaçant ainsi dans le texte constitutionnel toute distinction entre Européens et non-Européens.

Il faut faire preuve de réalisme dans la poursuite de ses objectifs, j'entends par là qu'il convient de trouver un texte qui puisse recueillir les deux tiers des voix. La disposition soumise à notre examen réunissant cette majorité des deux tiers, il me paraît important de franchir aujourd'hui le pas plutôt que de refuser de le faire sous prétexte que l'on n'a pas tout obtenu en une fois !

Au surplus, en vertu des traités, il existe légalement une citoyenneté européenne. Cette distinction a donc un sens en termes légaux et elle correspond à une réalité.

In het kader van het algemeen debat wil ik drie bedenkingen maken.

Ten eerste zou het verbinden van de invoering van het EU-stemrecht met een element van de Brusselse problematiek de globale problematiek ter sprake brengen. Het is een illusie te denken dat we een element uit het geheel kunnen lichten. Overigens was het de afspraak dit niet te doen tijdens deze legislatuur.

Ten tweede hebben we te maken met een verdragsrechtelijk probleem. Het is een verdragsverplichting die we met zijn alleen hebben onderschreven en die ons dus allemaal bindt. We kunnen dat niet uitwisselen voor iets anders.

Ten derde stel ik zeer duidelijk dat ik achter de overheveling van de gemeentelijke wetgeving naar het gewest sta zoals overeengekomen in het Sint-Michielsakkoord. Daarvoor is echter ook een tweederde meerderheid en dubbele meerderheid nodig. Wie zo bezorgd is om Brussel zou moeten beseffen dat die overheveling niet onvoorwaardelijk kan gebeuren. Bij komende evaluaties van en veranderingen aan de staatsstructuur dringt er zich een discussie over Brussel op. Dat blijkt heel duidelijk uit verschillende verklaringen die uit verschillende hoeken komen. In die discussie is de positie van de Vlamingen in Brussel een belangrijk element, maar dit kadert in de veel ruimere discussie over de rol en de financiering van Brussel als hoofdstedelijk gebied van zowel de gemeenschappen, van België als van Europa. Het huidige financieringssysteem schiet duidelijk te kort. Het is afgestemd op een gewestelijke financiering en niet op de veel ruimere rol die Brussel speelt. Er moet onvermijdelijk over de financiering worden gesproken en onderhandeld, maar ook over het statuut en de organisatie van Brussel.

Ik ga niet akkoord met de voorstelling alsof we hier te maken hebben met een Vlaamse nederlaag of met iets dat werd onderhandeld onder druk van PRL-FDF. Wie dit zo uitdrukt, geeft blijk van wat ik het typisch Vlaamse masochisme noem. Dat geeft Europa de indruk dat we de Europeanen geen keuze bieden, dat we geen onthaal hebben ten opzichte van de Europeanen in ons land. De Europese functie van ons land is van determinerend belang voor onze welvaart, of het nu over Brussel, Wallonië, Vlaanderen of België in zijn geheel gaat. We hebben er alle belang bij vanuit alle gewesten een positieve boodschap uit te dragen. Het tegenovergestelde lijkt mij contra-productief.

In het Vlaams Parlement zijn voorwaarden gekoppeld aan het eurostemrecht. Als die niet in overeenstemming zijn met het Europees verdrag noch met de Europese richtlijnen, dan blijven het onuitvoerbaar wensen.

Ten slotte wil ik duidelijk stellen dat reeds in maart en in mei 1997, lang voor sprake was van onderhandelingen, de CVP geopteerd heeft voor het eurostemrecht met respect van de Europese richtlijnen, voor een open herziening van artikel 8 en voor een versoepeling van de naturalisatiewetgeving. Wanneer deze zaken vandaag worden gerealiseerd, dan realiseert de CVP in feite haar eigen programma zonder enig dictaat te moeten ondergaan. Belangrijk is dat hier een maatschappelijke optie wordt genomen

naar een multiculturele samenleving, zij het gefaseerd, omdat zoiets ook maatschappelijk moet worden gedragen. Belangrijk is ook dit positief te duiden. De keuze die we vandaag maken is geen nederlaag, maar een overwinning voor ons land. (*Applaus.*)

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Loones.

De heer Loones (VU). — Mijnheer de voorzitter, we zijn het erover eens dat deze grondwetswijziging een overwinning is voor premier Dehaene. Ter verduidelijking: geen enkele Vlaamse partij is tegen het Europees stemrecht. Zelfs de meest vergaande zeggen «ja, maar». Dat is intussen een begrip geworden in Vlaanderen. De premier geeft toe dat er in Brussel wel degelijk een probleem is, en voegde er zelfs aan toe dat er een institutioneel debat over de hele Brusselse problematiek moet komen. Onze enige vraag was het debat niet te «saucissonneren» en het euro-stemrecht niet los te koppelen van de andere Brusselse problemen.

Dat een Vlaamse resolutie goedgekeurd door 110 van de 118 Vlaamse volksvertegenwoordigers wordt genegeerd, noemt de premier geen nederlaag. Wat is dan wel een nederlaag?

Een communautair geladen grondwetsartikel wijzigen zonder tweederde meerderheid aan Vlaamse kant, kan enkel worden geïnterpreteerd als een negatie van de Vlaamse realiteit.

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Hauthem.

De heer Van Hauthem (Vl. Bl.). — Mijnheer de voorzitter, de premier zegt dat hij niet wil dat België langer onderaan de lijst bengelt van landen die Europese richtlijnen niet of te laat omzetten in hun nationale regelgeving. Als morgen een Belgisch minister op Europees niveau een richtlijn onderhandelt en mee goedkeurt dan kan dat impliciet meebrengen dat de Grondwet moet worden gewijzigd, dus aangepast aan een Europese verplichting. Ik ben het beu altijd te horen schermen met die Europese verplichtingen, terwijl het de Belgische regering is die die verplichtingen mee oplegt. We kunnen dus zeker niet spreken van een Europees dictaat.

Deze grondwetswijziging heeft alleszins een fundamenteel probleem duidelijk gemaakt, namelijk om het met een boutade te zeggen, dat één Belgisch minister met één pennentrek een grondwetsartikel kan wijzigen.

De voorzitter. — Het woord is aan de eerste minister.

De heer Dehaene, eerste minister. — Mijnheer de voorzitter, ik wil hierbij slechts twee korte bedenkingen maken. Ten eerste heb ik zeer duidelijk gezegd dat de resolutie van het Vlaams Parlement belangrijk is, maar dat ik ze niet kan volgen indien ze onwettelijke suggesties bevat.

Ten tweede, op de opmerking dat deze grondwetswijziging een regeringsbeslissing is, antwoord ik dat het Verdrag van Maastricht pas na goedkeuring door het Parlement van kracht is geworden.

De heer Van Hautem (Vl. Bl.). — Het werd goedgekeurd met een gewone meerderheid, niet met een tweederde meerderheid.

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Loones.

De heer Loones (VU). — Mijnheer de voorzitter, hier moet ik toch even op reageren. Iedereen, ook de CVP, is het erover eens dat minstens de bijzonderste vragen van het Vlaams Parlement moeten worden gerealiseerd. Dat wordt alleen uitgesteld. Het gaat dus niet over onmogelijke of onwettelijke suggesties.

Ten tweede kon voor de goedkeuring van artikel 8 naar een Vlaamse tweederde meerderheid worden gezocht. Bepaalde partijen hebben zich hiervoor uitdrukkelijk aangeboden. De premier heeft alleen voor een andere weg gekozen, die tegen de Vlaamse belangen ingaat.

De voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, is de bespreking gesloten.

Plus personne ne demandant la parole, la discussion est close.

Het enig artikel luidt:

Article unique. L'article 8 de la Constitution est complété par les alinéas suivants:

«Par dérogation à l'alinéa 2, la loi peut organiser le droit de vote des citoyens de l'Union européenne n'ayant pas la nationalité belge, conformément aux obligations internationales et supranationales de la Belgique.

Le droit de vote visé à l'alinéa précédent peut être étendu par la loi aux résidents en Belgique qui ne sont pas des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne, dans les conditions et selon les modalités déterminées par ladite loi.

Disposition transitoire

La loi visée à l'alinéa 4 ne peut pas être adoptée avant le 1^{er} janvier 2001.»

Enig artikel. Artikel 8 van de Grondwet wordt aangevuld met de volgende leden:

«In afwijking van het tweede lid kan de wet het stemrecht regelen van de burgers van de Europese Unie die niet de Belgische nationaliteit hebben, overeenkomstig de internationale en supranationale verplichtingen van België.

Het stemrecht bedoeld in het vorige lid kan door de wet worden uitgebreid tot de in België verblijvende niet-Europese Unie onderdanen, onder de voorwaarden en op de wijze door haar bepaald.

Overgangsbepaling

De wet bedoeld in het vierde lid kan niet worden aangenomen vóór 1 januari 2001.»

Einziger Artikel. Artikel 8 der Verfassung wird durch folgende Absätze ergänzt:

«In Abweichung von Absatz 2 kann das Gesetz das Stimmrecht der Bürger der Europäischen Union, die nicht die belgische Staatsangehörigkeit haben, gemäß den internationalen und überstaatlichen Verpflichtungen Belgiens regeln.

Das im vorangehenden Absatz erwähnte Stimmrecht kann durch das Gesetz unter den Bedingungen und gemäß den Modalitäten, die es festlegt, auf die in Belgien wohnhaften Personen ausgedehnt werden, die nicht Staatsangehörige eines Mitgliedsstaates der Europäischen Union sind.

Übergangsbestimmung

Das in Absatz 4 erwähnte Gesetz kann nicht vor dem 1. Januar 2001 angenommen werden.»

De heer Van Hauthem stelt voor dit artikel te doen vervallen.

M. Van Hauthem propose la suppression de cet article.

De heer Van Hauthem stelt eveneens volgende amendementen voor:

«Telkens het woord «stemrecht» vervangen door de woorden «gemeentelijk stemrecht.»

«Remplacer chaque fois les mots «droit de vote» par les mots «droit de vote au niveau communal.»

«Dit artikel vervangen als volgt:

«De in artikel 128, § 1, bedoelde regel bepaalt welke de vereisten zijn waaraan men moet voldoen om het actief en passief kiesrecht bij gemeenteraadsverkiezingen te kunnen uitoefenen. Deze regel wordt aangenomen met twee derde meerderheid, tenzij het betrokken Parlement met eenzelfde meerderheid anders bepaalt.

Wat het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad betreft, wordt voormeld kiesrecht ingevoerd bij wet. Deze wet dient met twee derde meerderheid te worden goedgekeurd.

Overgangsbepaling:

In afwachting van de in het derde en vierde lid bedoelde regelen, blijft de staat van Belg vereist voor de uitoefening van deze politieke rechten.»

« Remplacer cet article par ce qui suit :

« La règle prévue à l'article 128, § 1^{er}, fixe les conditions nécessaires pour l'exercice du droit de vote et d'éligibilité. Cette règle est adoptée à la majorité des deux tiers, sauf si le parlement concerné en décide autrement à une majorité identique.

Dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, ledit droit de vote est réglé par une loi. Cette loi doit être adoptée à la majorité des deux tiers.

Disposition transitoire :

Dans l'attente de l'entrée en vigueur des règles visées à l'alinéa 3 et à l'alinéa 4, la qualité de Belge est requise pour l'exercice de ces droits politiques. »

« Het ontworpen derde lid vervangen als volgt :

« Het actief en passief kiesrecht op alle niveaus wordt voorbehouden aan personen met de Belgische nationaliteit.

In afwijking van het vorige lid kan aan burgers van lidstaten van de Europese Unie actief en passief stemrecht verleend worden op gemeentelijk vlak, onder de volgende voorwaarden :

— deze personen moeten minimum acht jaar in dit land verblijven en vijf jaar in de gemeente, waar zij dit recht wensen uit te oefenen;

— zij moeten personenbelasting betalen aan de gemeente waar zij wonen;

— zij moeten een actieve kennis van de streektaal kunnen aantonen;

— zij dienen te verzaken aan hun lokaal kiesrecht in hun herkomstland;

— dit stemrecht kan alleen worden toegekend in gemeenten waar minder dan 10 % van de bevolking een andere dan de Belgische nationaliteit heeft;

— deze personen kunnen niet benoemd worden tot een uitvoerend ambt, zoals dat van schepen of burgemeester. Zij kunnen ook geen deel uitmaken van de raad of van een bureau van het OCMW. »

« Remplacer l'alinéa 3 en projet par la disposition suivante :

« Le droit de vote et d'éligibilité est réservé, à tous les niveaux, aux personnes de nationalité belge.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le droit de vote actif et d'éligibilité peut être accordé au niveau communal aux citoyens de l'Union européenne aux conditions suivantes :

— ces personnes doivent résider depuis huit ans au moins en Belgique et depuis cinq ans au moins dans la commune où elles souhaitent exercer ce droit;

— elles doivent payer l'impôt des personnes physiques dans la commune où elles habitent;

— elles doivent prouver une connaissance active de la langue de la région;

— elles doivent renoncer à l'exercice de ce droit au niveau local dans leur pays d'origine;

— ce droit ne peut être accordé que dans des communes où moins de 10 % de la population possède une nationalité autre que la nationalité belge;

— ces personnes ne peuvent pas être nommées à une fonction exécutive telle que celle d'échevin ou de bourgmestre. Elles ne peuvent pas non plus faire partie du conseil de l'aide sociale ou d'un bureau du CPAS. »

« A. In het derde lid de woorden « de wet » vervangen door de woorden « het decreet ».

B. Het derde lid aanvullen als volgt :

« Deze regeling geldt niet voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. »

« A. Au troisième alinéa, remplacer les mots « la loi » par les mots « le décret ».

B. Compléter le 3^o alinéa par ce qui suit :

« Ces dispositions ne s'appliquent pas à la Région de Bruxelles-Capitale. »

« A. In het derde lid de woorden « de wet » vervangen door de woorden « voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de wet en voor het Vlaamse en Waalse Gewest het decreet ».

B. Het derde lid aanvullen met de volgende bepaling :

« Voormelde wet dient met tweederde van de stemmen te worden aangenomen. »

« A. Au 3^e alinéa, remplacer les mots « le décret » par les mots « la loi pour la Région bruxelloise et le décret pour la Région flamande et la Région wallonne. »

B. Compléter le troisième alinéa par la disposition suivante :

« L'adoption de la loi précitée requiert les deux-tiers des voix. »

« In het derde lid van dit artikel de woorden : « overeenkomstig de internationale en supranationale verplichtingen » doen vervallen. »

« Au 3^o alinéa de cet article, supprimer les mots « conformément aux obligations internationales et supranationales de la Belgique. »

« Dit artikel aanvullen met een nieuw lid, luidende :

« In alle Brusselse gemeenten wordt de aanwezigheid van de beide gemeenschappen op het lokale vlak verzekerd. Minstens 40 % van de gemeenteraadsleden moet behoren tot de Vlaamse Gemeenschap en minstens 40 % van de gemeenteraadsleden moet behoren tot de Franse Gemeenschap.

De schepencolleges worden paritair samengesteld, de burgemeester uitgezonderd. »

« Compléter cet article par ce qui suit :

« Dans toutes les communes bruxelloises, la présence des deux communautés est garantie au niveau local. 40 % au moins des conseillers communaux doivent appartenir à la Communauté française et 40 % au moins des conseillers communaux doivent appartenir à la Communauté flamande.

Les collèges échevinaux sont composés de manière paritaire, le bourgmestre excepté. »

« Dit artikel aanvullen met een nieuwe lid, luidende :

« In de zes faciliteitengemeenten rond Brussel en in de Druivenstreek (Overijse, Hoeilaart en Tervuren) is het derde lid niet van toepassing. Het gemeentelijk stemrecht wordt er voorbehouden aan de inwoners met Belgische nationaliteit. »

« Compléter cet article par un alinéa nouveau, libellé comme suit :

« L'alinéa 3 n'est pas applicable dans les six communes à facilités de la périphérie bruxelloise ni dans la 'Druivenstreek' (Overijse, Hoeilaart et Tervuren). Le droit de vote aux élections communales y est réservé aux habitants ayant la nationalité belge. »

« A. Het voorgestelde tweede lid doen vervallen.

B. De overgangsbepaling doen vervallen. »

« A. Supprimer l'alinéa 2 proposé.

B. Supprimer la disposition transitoire. »

« De overgangsbepaling aanvullen met een nieuw lid, luidende :

« De wet bedoeld in het derde en in het vierde lid kan niet worden aangenomen vooraleer aan de taalgroepen in de Raad van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, zoals bedoeld in artikel 136 van de Grondwet, een minimale vertegenwoordiging in bedoelde Raad wordt gegarandeerd. »

« Compléter la disposition transitoire par un alinéa nouveau, libellé comme suit :

« La loi visée aux alinéas 3 et 4 ne peut être adoptée avant qu'une représentation minimum n'ait été garantie aux deux groupes linguistiques du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, visés à l'article 136 de la Constitution. »

«De overgangsbepaling aanvullen met een nieuw lid, luidende :

«De wet bedoeld in het derde en het vierde lid kan niet worden aangenomen vooraleer in alle gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest een minimumaanwezigheid van beide taalgemeenschappen in de gemeenteraden en de colleges van burgemeesters en schepenen is gerealiseerd.»

«Compléter la disposition transitoire par un alinéa nouveau, libellé comme suit :

«La loi visée aux alinéas 3 et 4 ne peut être adoptée avant qu'une présence minimum des deux communautés linguistiques n'ait été réalisée dans les conseils communaux et les collèges des bourgmestres et échevins de toutes les communes de la Région de Bruxelles-Capitale.»

«De overgangsbepaling aanvullen met een nieuw lid, luidende :

«De wet bedoeld in het derde en het vierde lid kan niet worden aangenomen vooraleer de kieswetgeving met betrekking tot de verkiezingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de Senaat en het Europees Parlement in een gelijkwaardige behandeling voorziet tussen de provincies Vlaams-Brabant en Waals-Brabant, meer bepaald wat betreft de invoering van een afzonderlijke kieskring Halle-Vilvoorde voor voormelde verkiezingen.»

«Compléter la disposition transitoire par un alinéa nouveau, libellé comme suit :

«La loi visée aux alinéas 3 et 4 ne peut pas être adoptée avant que la législation électorale relative aux élections pour la Chambre des représentants, le Sénat et le Parlement européen ne prévoient un traitement identique pour les provinces du Brabant flamand et du Brabant wallon, en particulier en ce qui concerne l'instauration d'une circonscription électorale distincte de Hal-Vilvorde pour les élections précitées.»

Het woord is aan de heer Van Hauthem.

De heer Van Hauthem (Vl. Bl.). — Mijnheer de voorzitter, ik heb mijn amendementen reeds grotendeels toegelicht. Een aantal amendementen die ik in de commissie reeds heb ingediend, heb ik hernomen. Daarnaast zijn er een aantal nieuwe. Daarvan wil ik de amendementen 129, 130 en 131 ten behoeve van de collega's toch even toelichten.

Met de amendementen 129 en 130 willen we de overgangsbepaling aanvullen met de clause dat een minimale vertegenwoordiging van de beide taalgroepen in de Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gegarandeerd moet zijn alvorens de wet waarnaar in het derde en vierde lid wordt verwezen, kan worden goedgekeurd. Dezelfde minimumvertegenwoordiging moet gegarandeerd zijn alvorens de uitvoeringswet voor gemeenteraden en colleges van burgemeester en schepenen kan worden aangenomen.

Bovendien willen we de term «stemrecht» vervangen door de term «gemeentelijk stemrecht». In het ontwerp tot wijziging van artikel 8 van de Grondwet wordt uitdrukkelijk verwezen naar de internationale verplichtingen. De huidige internationale verplichting houdt alleen gemeentelijk stemrecht in geen stemrecht in het algemeen. Wij willen dus graag de term «gemeentelijk stemrecht» hanteren, tenzij de premier verklaart dat het niet zal worden uitgebreid tot stemrecht voor Kamer, Senaat en deelparlementen, behalve indien wij internationaal daartoe verplicht zouden worden. Ik ga er dus vanuit dat stemrecht voor Kamer, Senaat en deelparlementen pas aan vreemdelingen — al dan niet Europeaan — kan worden toegekend, nadat artikel 8 opnieuw wordt gewijzigd.

De heer Dehaene, eerste minister. — Dat lijkt mij evident vanuit de lectuur van het artikel.

De heer Van Hauthem (Vl. Bl.). — Goed, dan is dat al duidelijk.

Mijn amendement nummer 131 heeft betrekking op de problematiek van de kieskringen en meer bepaald die van Brussel-Halle-Vilvoorde. Door de versoepeling van de naturalisatieprocedure

en door het feit dat de meeste kiezers van vreemde afkomst in Brussel kiezen voor de procedure in het Frans en het Franstalig electoraat bijgevolg enorm uitbreiding neemt, blijft de huidige kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde een enorm probleem. Dat geldt niet alleen voor de verkiezingen voor de Kamer, maar ook voor die van de Senaat en van het Europees Parlement. Natuurlijk is daarvoor wel een politieke reden, maar het is toch volslagen onlogisch dat men zowel voor Europa als voor de Senaat twee kieskringen heeft, namelijk enerzijds het Vlaams Gewest plus Brussel en anderzijds het Waals Gewest plus Brussel, plus Halle-Vilvoorde.

Dat betekent dus dat zowel voor het Europees Parlement als voor de Senaat Waalse kandidaten tot in Galmaarden Vlaamse stemmen kunnen binnenhalen, terwijl Vlaamse kandidaten dat bijvoorbeeld niet kunnen doen in Nijvel. Er is geen enkele logica. Het zou nog logisch zijn als de twee kieskringen elkaar maar overlappen in het tweetalig gebied Brussel, maar dat is niet het geval. De Vlaamse kieskring omvat het eentalig gebied Vlaanderen plus het tweetalig gebied Brussel, terwijl de Waalse kieskring het eentalig gebied Wallonië omvat, plus het tweetalig gebied Brussel, plus een gedeelte van het eentalig gebied Vlaanderen. Dat probleem moet worden opgelost. Daarom willen we de overgangsbepaling aanvullen met de tekst van ons amendement nummer 131.

De voorzitter. — De heer Loones stelt volgende amendementen voor :

«Dit artikel vervangen door de volgende bepaling :

«Enig artikel. Artikel 8 van de Grondwet wordt vervangen door de volgende bepaling :

«Art. 8. § 1. De staat van Belg wordt verkregen, behouden en verloren volgens de regels bij de burgerlijke wet gesteld.

§ 2. Deze Grondwet en de overige wetten en decreten op de politieke rechten welke de vereisten zijn waaraan men moet voldoen, benevens de staat van Belg, om die rechten te kunnen uitoefenen.

Bij de in artikel 134 bedoelde regel, kan het gewest de uitoefening van het kiesrecht bij de rechtstreekse verkiezing van de leden van de gemeenteraden uitzonderen van de vereiste de staat van Belg te hebben en de vereisten bepalen waaraan men moet voldoen om het actief en passief kiesrecht uit te oefenen.

In het Brussels Hoofdstedelijke Gewest moet de in artikel 134 bedoelde regel worden aangenomen met een volstreekte meerderheid van de stemmen in elke taalgroep in de Brussels Hoofdstedelijke Raad. De in het vorige lid bedoelde regel voorziet in elke geval in een gewaarborgde vertegenwoordiging van een derde en in een medebeslissingsrecht van de minst talrijke taalgroep in alle organen en instellingen van de gemeenten in het betrokken gebied.

Overgangsbepaling

Artikel 8, § 2, tweede lid en de regelen, aangenomen in uitvoering van artikel 8, § 2, tweede lid, treden in werking bij de eerstvolgende rechtstreekse verkiezing van de leden van de gemeenteraden.»

«Remplacer cet article par la disposition suivante :

«Article unique. L'article 8 de la Constitution est remplacé par la disposition suivante :

«Art. 8. § 1^{er}. La qualité de Belge s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par la loi civile.

§ 2. La présente Constitution et les autres lois et décrets relatifs aux droits politiques déterminent quelles sont les conditions, autres que la qualité de Belge, nécessaires pour l'exercice de ces droits.

Par la règle visée à l'article 134, la région peut, en ce qui concerne l'exercice du droit de vote lors de l'élection directe des membres des conseils communaux, prévoir des exceptions à l'obligation d'avoir la qualité de Belge et fixer les conditions nécessaires pour l'exercice du droit de vote et du droit d'éligibilité.

Dans la Région de Bruxelles-Capitale, la règle visée à l'article 134 doit être adoptée à la majorité absolue des suffrages dans chaque groupe linguistique du Conseil de la Région de

Bruxelles-Capitale. La règle visée à l'alinéa précédent prévoit en tout cas, pour le groupe linguistique le moins nombreux, une représentation garantie d'un tiers et l'octroi d'un droit de codécision dans tous les organes et institutions des communes de la région concernée.

Disposition transitoire

L'article 8, § 2, alinéa 2, et les règles adoptées en exécution de l'article 8, § 2, alinéa 2, entreront en vigueur lors de la prochaine élection directe des membres des conseils communaux.»

«In de voorgestelde tekst de woorden «de wet» vervangen door de woorden «een wet aangenomen door beide Kamers.»

«Dans le texte proposé, remplacer les mots «la loi» par les mots «, une loi adoptée par les deux Chambres.»

«Dit artikel laten voorafgaan door wat volgt:

«In artikel 8, tweede lid, van de Grondwet, tussen de woorden «benevens de staat van Belg» en de woorden «, om die rechten te kunnen uitoefenen» worden de woorden «en het belastingplichtig zijn in de personenbelasting» ingevoegd.»

«Faire précéder cet article par ce qui suit:

«À l'article 8, alinéa 2, de la Constitution, entre les mots «outre cette qualité» et les mots «, les conditions nécessaires», insérer les mots «et celle d'assujéti à l'impôt des personnes physiques.»

«De voorgestelde leden vervangen door wat volgt:

«Stemrecht aan anderen dan degenen die de staat van Belg bezitten, kan enkel toegekend worden indien ook het stemrecht wordt hersteld van diegenen die de staat van Belg bezitten, doch ingevolge veroordelingen (correctionele straffen, criminele straffen, opgelopen wegens misdrijven gepleegd tijdens de periode van 1 september 1939 tot 31 december 1945) tijdens de repressieperiode uit hun politieke rechten werden ontzet en thans nog steeds niet werden hersteld in die rechten.»

«Remplacer les alinéas proposés par ce qui suit:

«Le droit de vote ne peut être accordé à d'autres citoyens que ceux qui ont la qualité de Belge que s'il est également restitué aux citoyens qui ont la qualité de Belge, mais qui ont été déchus de leurs droits politiques par suite de condamnations à des peines correctionnelles et à des peines criminelles, encourues au cours de la période de répression pour des infractions commises au cours de la période du 1^{er} septembre 1939 au 31 décembre 1945, et n'ont toujours pas été réhabilités.»

«De voorgestelde tekst vervangen door wat volgt:

«Stemrecht aan Europese burgers kan slechts worden toegekend, voor zover zij niet uit hun politieke rechten zijn ontzet in hun land van herkomst.»

«Remplacer le texte proposé par ce qui suit:

«Le droit de vote ne peut être accordé aux citoyens européens que s'ils ne sont pas déchus de leurs droits politiques dans leur pays d'origine.»

Het woord is aan de heer Loones.

De heer Loones (VU). — Mijnheer de voorzitter, ik wens een korte toelichting te geven bij mijn amendement nummer 132, dat overeenstemt met ons voorstel tot herziening van artikel 8 van de Grondwet dat ook in de commissie is besproken en waarvan de kenmerken worden beschreven op pagina 3 en 90 van het verslag.

Ons voorstel is verbonden met artikel 162 van de Grondwet en impliceert een overheveling van de bevoegdheden inzake de kieswetgeving voor de gemeenten en de provincies naar de gewesten.

Amendement nummer 133 heeft betrekking op de bevoegdheid van de wetgever inzake de uitvoeringswetgeving van artikel 8. Volgens de verklaring van de premier zouden bepaalde van die wetten alleen in de Kamer moeten worden behandeld en zou de Senaat slechts een advocatierecht hebben. De Volksunie vindt dat

in deze aangelegenheid de gemeenschapssenatoren moeten kunnen worden betrokken. Wij stellen daarom voor de uitvoeringswetgeving door beide Kamers te laten behandelen.

Amendement nummer 134 slaat op de belastingplicht, een voorwaarde die we uitdrukkelijk opgelegd willen zien.

Met onze amendementen nummers 135 en 136 willen we een discriminatie wegwerken. Europese burgers die in België wonen en die ingevolge veroordelingen ontzet zijn uit hun politieke rechten in hun land van herkomst zouden stemrecht krijgen, terwijl Belgen die tijdens de repressieperiode uit hun politieke rechten werden ontzet, dat niet krijgen.

De voorzitter. — De heren Boutmans en Jonckheer stellen volgend amendement voor:

«De ontworpen overgangsbepaling weglaten.»

«Supprimer la disposition transitoire en projet.»

Het woord is aan de heer Boutmans.

De heer Boutmans (Agalev). — Mijnheer de voorzitter, sommige willen het eurostemrecht koppelen aan de belangen van de Vlamingen in Brussel en in de rand. Die belangen zijn legitiem, maar maken deel uit van het Belgisch compromis. De kwaliteit van het compromis is bepalend voor het statuut van de Vlamingen in Brussel, maar dat is een zaak voor de volgende ronde in de staatshervorming. Dat moeten we goed in het achterhoofd houden, want ik hoor daarover wel eens rare theorieën verkondigen die zeker niet goed zijn voor de Vlamingen in Brussel. Overigens zijn wij gekant tegen de overgangsbepaling die een onderscheid maakt tussen niet- en wel Europese onderdanen.

M. le président. — En conséquence, tous les amendements sont réservés.

De amendementen worden aangehouden.

Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés et au vote sur l'ensemble de la disposition à la majorité prévue par l'article 195, dernier alinéa, de la Constitution.

Wij stemmen later over de bepaling met de meerderheid overeenkomstig artikel 195, laatste lid, van de Grondwet over de aangehouden amendementen en over het geheel van het ontwerp tot herziening.

DOTATION DU SÉNAT. — DÉPENSES DE L'EXERCICE 1997, BUDGET POUR L'EXERCICE 1998 ET PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE 1999

Discussion

DOTATIE VAN DE SENAAT. — UITGAVEN VAN HET DIENSTJAAR 1997, BEGROTING VOOR HET DIENSTJAAR 1998 EN BEGROTINGSRAMINGEN VOOR HET DIENSTJAAR 1999

Bespreking

M. le président. — L'ordre du jour appelle la discussion de la dotation du Sénat.

Aan de orde is de bespreking van de dotatie van de Senaat.

La discussion est ouverte.

De bespreking is geopend.

Het woord is aan de heer Boutmans.

De heer Boutmans (Agalev). — Mijnheer de voorzitter, ik wil slechts twee opmerkingen formuleren bij het document over de dotatie van de Senaat.

De eerste gaat over een vrij ongelukkige vertaling naar het Nederlands over een zaak die uw kantoor betreft. Ik veronderstel toch dat u niet een nieuw behangselpapier hebt gekregen, maar wel een nieuwe «tapisserie» zijnde een wandtapijt. De

Nederlandse en de Franse tekst zijn alleszins niet eensluidend. Ik weet het, dit is een detail, maar om alle verwarring uit te sluiten zou men best voor gelijklopende teksten zorgen.

Ten tweede wil ik de quaestoren een vraag stellen die zij liefst nu, maar desnoods later kunnen beantwoorden. De aanleiding voor deze vraag is een klein incident in de commissie voor de Institutionele Aangelegenheden vorige week. Daar bleek de enige mogelijkheid om de te hoge temperatuur naar beneden te krijgen erin te bestaan de koeling aan te zetten. Verwarming uitschakelen kon namelijk niet. Mijn vraag is dat dit wordt nagekeken en ook dat men in heel het beheer van dit huis probeert een bijdrage te leveren tot energiebesparing en tot interne milieuzorg. Ik ben ervan overtuigd dat er op dit vlak reeds heel wat gebeurt, ook al zegt het verslag daarover weinig of niets. Zou het niet goed zijn dat de quaestoren hierover een plan opmaken? De Senaat produceert namelijk heel wat afval, vooral in de vorm van papier, en verbruikt of verspilt heel wat energie voor de verwarming van zijn lokalen. Dat moet voldoende aandacht krijgen van de quaestuur, wat in het verslag over het beheer van het huis tot uiting moet komen.

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Loones.

De heer Loones (VU). — Mijnheer de voorzitter, ik wil bij deze gelegenheid nogmaals aanklagen dat er nog steeds twee soorten senatoren bestaan, die van de erkende en die van de niet-erkende fracties, en meteen ook twee soorten fracties. Wij blijven dit spijtig vinden, ook voor de goede werking van de Senaat. Dat kan allicht niet meer tijdens deze zittingsperiode worden gewijzigd, maar voor de volgende vraag de Volksunie-fractie dat wordt gezocht naar meer creatieve formules om dat probleem op te lossen.

M. le président. — La parole est à M. Bock.

M. Bock (PRL-FDF), président du collège des questeurs. — Monsieur le président, M. Boutmans a évoqué la question des tapisseries murales de la présidence. À ce propos, il convient de se remémorer que le président du Sénat est le second personnage du Royaume... Par ailleurs, le président n'a personnellement demandé à ce sujet et ne peut donc être mis en cause quant à la réfection des tapisseries de la salle de réception et de la salle à manger. Ces travaux coûteront 930 000 francs, étalés sur une période de trente ans, soit 30 000 par an.

De heer Boutmans (Agalev). — Mijn opmerking was dat «tapisserie» slecht vertaald was door «behang».

M. Bock (PRL-FDF), président du collège des questeurs. — Monsieur le président, nous avons pris cette décision dans un esprit d'harmonie. Ces travaux se doivent d'être bien réalisés et, comme Rockefeller, je pense que nous ne sommes pas assez riches pour acheter bon marché. Je suis dès lors persuadé que votre remarque ne portait que sur la traduction.

Quant à la salle de commission, elle s'est avérée invivable en été, de sorte que nous avons pris la décision d'effectuer des travaux de climatisation. Les questeurs sont évidemment sensibles au problème mentionné par M. Boutmans. Ils interrogeront les services techniques afin de s'enquérir des possibilités d'y remédier.

En ce qui concerne la critique émise par M. Loones, je dirai simplement que le rôle de la questure consiste à exécuter les décisions du Sénat. La questure se borne à appliquer un système qu'il ne lui appartient pas de modifier. Les questeurs se sont efforcés dans ce cadre de trouver une solution — certes imparfaite — de manière que personne ne se sente négligé. Si je me trouvais à votre place, monsieur Loones, sans doute ferais-je les mêmes remarques!

Par ailleurs, je ne dévoilerai pas un secret en disant que le président lui-même, dont nous avons récemment fêté les dix ans de présidence, a toujours tenté de promouvoir une bonne entente entre tous les sénateurs. Je puis vous assurer de la considération que manifeste la questure à votre égard. Cependant, je répète qu'elle ne peut modifier le Règlement du Sénat auquel elle est la première à être soumise.

M. le président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion, je la déclare close.

Daar niemand meer het woord vraagt in de bespreking, verklaar ik ze voor gesloten.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur la dotation du Sénat.

We stemmen later over de dotatie van de Senaat.

Mesdames, messieurs, l'ordre du jour de ce matin est ainsi épuisé.

Onze agenda voor vanochtend is afgewerkt.

Le Sénat se réunira cet après-midi à 14 h 30.

De Senaat vergadert opnieuw deze namiddag om 14.30 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 13 h 05.)

(De vergadering wordt gesloten om 13.05 uur.)

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI — NAMIDDAGVERGADERING

PRÉSIDENCE DE M. SWAELEN, PRÉSIDENT VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 40.
De vergadering wordt geopend om 14.40 uur.

EXCUSÉS — VERONTSCHULDIGD

MM. Foret, pour devoirs professionnels; Hazette, pour d'autres devoirs, et Urbain, pour raison de santé, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Foret, wegens ambtsplichten; Hazette, wegens andere plichten, en Urbain, om gezondheidsredenen.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

WETSONTWERP TOT WIJZIGING VAN HET WETBOEK VAN DE BELGISCHE NATIONALITEIT WAT DE NATU- RALISATIEPROCEDURE BETREFT (EVOCATIE)

Algemene bespreking

Artikelsgewijze bespreking

(Artikel 60 van het Reglement)

PROJET DE LOI MODIFIANT LE CODE DE LA NATI- ONALITÉ BELGE EN CE QUI CONCERNE LA PROCÉDURE DE NATURALISATION (ÉVOCATION)

Discussion générale

Discussion des articles

(Article 60 du Règlement)

De voorzitter. — We vatten de bespreking aan van het wetsontwerp.

Nous abordons l'examen du projet de loi.

Ann. parl. Sénat de Belgique - Session ordinaire 1998-1999
Parlem. Hand. Belgische Senaat - Gewone zitting 1998-1999

Volgens het Reglement geldt de door de commissie aangenomen tekst als basis voor de bespreking. *(Zie gedrukt stuk nr. 1-1130/4 van de commissie voor de Justitie van de Senaat. Zitting 1998/1999.)*

Conformément à notre Règlement, le texte adopté par la commission servira de base à notre discussion. *(Voir document n° 1-1130/4 de la commission de la Justice du Sénat. Session 1998/1999.)*

De algemene bespreking is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Vandenberghe (CVP), rapporteur. — Mijnheer de voorzitter, voorliggend wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit wat de naturalisatieprocedure betreft werd op 29 oktober 1998 door de Kamer van volksvertegenwoordigers goedgekeurd en nadien door de Senaat geëvoceerd. Op 27 november jongstleden werd het besproken in de commissie voor de Justitie.

De minister van Justitie verduidelijkte dat het wetsontwerp tot doel heeft de wetgeving inzake verkrijging van de nationaliteit bij te sturen, niet wat de grondvoorwaarden betreft, maar wel wat betreft de procedures die meer op elkaar dienen te worden afgesteld.

Het « één-loketprincipe » wordt ingevoerd. Dat betekent dat alle aanvragen tot verkrijging van de Belgische nationaliteit dienen te worden ingediend bij de ambtenaren van de burgerlijke stand van de plaats waar de betrokkene zijn hoofdverblijf heeft. Het zal evenwel nog mogelijk blijven zijn verzoek rechtstreeks in te dienen bij de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Een ander gevolg van het ontwerp is dat de werklast van de rechtbanken zal afnemen. Voortaan zullen ze zich enkel nog moeten uitspreken wanneer er een negatief advies is van de procureur des Konings bij een nationaliteitsverklaring en een nationaliteitskeuze. Bovendien zal de verzoekende uitdrukkelijk te kennen moeten geven dat hij wenst dat de rechtbank zich uitspreekt over

zijn nationaliteitskeuze of zijn nationaliteitsverklaring. Wanneer hij dit niet doet zal zijn verzoek omgezet worden in een verzoek tot naturalisatie. De betrokkene kan dan vervolgens nog opmerkingen maken over het negatief advies van de procureur des Konings. De Kamer zal deze opmerkingen grondig kunnen onderzoeken.

Wat de eigenlijke naturalisatieprocedure betreft, verklaarde de minister dat de betrokkene voortaan een plechtige verklaring zal moeten afleggen die enerzijds een verbintenis inhoudt en die anderzijds zijn integratiewil ondersteunt. Voorts wordt de werkwijze van de commissie voor de Naturalisaties van de Kamer wettelijk geregeld.

Ten slotte haalt de minister nog aan dat hij na het advies van het College van procureurs-generaal bindende richtlijnen zal kunnen vastleggen met het oog op het uniformiseren van de wijze waarop in de verschillende procedures door het parket dient te worden geadviseerd. Een lid van de commissie voor de Justitie gaf aan dat de evocatie van het ontwerp ingegeven werd door de gedachte dat het in een federale Staat een evident gegeven is dat een federale kamer waarin de gemeenschappen en de gewesten zijn vertegenwoordigd, zich uitspreekt over een wijziging van de nationaliteitswetgeving.

Een ander lid vroeg zich af waarom de grondwetgever van deze materie dan geen bicamerale aangelegenheid heeft gemaakt.

Inzake de inhoud van het ontwerp benadrukten verschillende leden dat de wil tot integratie als voorwaarde voor het verkrijgen van de nationaliteit moet worden behouden. Een lid was zelfs de mening toegedaan dat bepaalde inburgeringsvereisten in de wet moeten worden ingeschreven. De betrokkene zou meer bepaald moeten aantonen dat hij arbeidsbereid is, dat hij kennis heeft van de taal van het gebied waar hij zijn hoofdverblijfplaats heeft en dat hij inzicht heeft in de democratische rechten en vrijheden die kenmerkend zijn voor de rechtsstaat. Het bewijs van de arbeidsbereidheid zou kunnen worden geleverd door een attest van de RVA of de VDAB. Het bewijs van de kennis van de taal en het inzicht in de democratische rechten en vrijheden kan worden geleverd door een test in de gemeente waar de aanvrager zijn hoofdverblijfplaats heeft. Amendementen in die zin werden ingediend.

Voor de inburgeringsvoorwaarden zal een vragenlijst worden gebruikt op basis waarvan de wil tot integratie wordt getoetst door de commissie voor de Naturalisaties van de Kamer van volksvertegenwoordigers. Via een richtlijn zal het gebruik van deze lijst opgelegd worden aan de procureur des Konings. Wat de amendementen in verband met de arbeidsbereidheid betreft, wees de minister erop dat het leveren van het bewijs van arbeidsbereidheid het gevaar inhoudt dat bepaalde mensen zullen worden uitgesloten omdat zij weinig kansen hebben op de arbeidsmarkt, bijvoorbeeld door hun hoge leeftijd. Bovendien houdt de commissie voor de Naturalisaties op het ogenblik reeds rekening met de arbeidsbereidheid. Iemand wees erop dat de eis tot werkbereidheid in diverse sociale wetgevingen is opgenomen. Het is dan ook overbodig om deze eis naar aanleiding van een naturalisatie nogmaals te stellen.

De minister stelde dat de test aangaande de kennis van de taal en het inzicht in de democratische rechten en vrijheden, die door de gemeente wordt gehouden, tot een te grote diversiteit leidt. Tevens werd opgemerkt dat veel immigranten bij hun aankomst in België slechts over een minimale scholing beschikken of zelfs analfabeet zijn zodat redelijkerwijze niet kan worden geëist dat ze een strenge test afleggen. De amendementen in die zin werden dan ook verworpen.

Een ander punt was de vraag of het parket wel in staat zou zijn om de onderzoeken noodzakelijk voor het verlenen van een advies behoorlijk te voeren. De minister gaf aan dat de parketten nu reeds in 95 tot 98% van de gevallen een onderzoek doen. Op de vraag of er een gevaar is voor een verschillende aanpak door diverse parketten antwoordde de minister dat het inschrijven in de wet van de mogelijkheid tot uitvaardiging van dwingende richtlijnen, juist tot doel heeft om de adviezen van de parketten beter op elkaar af te stemmen.

Verder werd de vraag gesteld of de logistieke diensten van de Kamer niet verder moeten worden uitgebouwd met het oog op een efficiënt verloop van de naturalisatieprocedure. De minister

verwees in dit verband naar het verslag van de kamercommissie waar geen discussie was ontstaan over de uitbreiding van deze logistieke diensten. Op de vraag wat de termijn is voor de behandeling van een naturalisatiedossier in de Kamer, antwoordde de minister dat die ongeveer één jaar bedraagt.

Ten slotte wens ik nog op te merken dat de verschillende procedures voor de verkrijging van de nationaliteit worden samengevoegd. Er werd concreet gevraagd welke voorwaarden zouden gelden ingeval van een omzetting van de nationaliteitskeuze of -verklaring in een verzoek tot naturalisatie, namelijk de voorwaarden van de keuze, van de verklaring of van de naturalisatie. Indien het die voor een nationaliteitskeuze of -verklaring zijn, ontstaat er een concurrerende bevoegdheid tussen de rechterlijke en de wetgevende macht. Beide machten zullen zich dan, naar gelang van de keuze van de betrokkene, over hetzelfde kunnen uitspreken, wat aanleiding kan geven tot een schending van het gelijkheidsbeginsel wanneer beide instanties andere criteria hanteren voor de beoordeling van de aanvraag. Ook rijst dan de vraag naar het beginsel van de scheiding van de machten.

De minister antwoordde hierop dat de betrokkene wanneer hij in aanmerking wil komen voor een omzetting van de nationaliteitskeuze of -verklaring in een naturalisatieaanvraag aan de voorwaarden voor naturalisatie moet voldoen. Dit betekent dus dat de omzetting voor een aantal betrokkenen niet mogelijk zal zijn. Volgens de minister gaat het hier evenwel om een zeer kleine minderheid daar de grondvoorwaarden voor de verschillende procedures elkaar grotendeels overlappen.

Het wetsontwerp werd uiteindelijk door de commissie voor de Justitie ongewijzigd aangenomen met zes stemmen tegen één bij één onthouding. Wel werden enkele tekstcorrecties aangebracht die u op het einde van het verslag kunt vinden.

Mijnheer de voorzitter, namens onze fractie gaf ik bij de bespreking tot herziening van artikel 8 van de Grondwet reeds te kennen dat de CVP van oordeel is dat de verwerving van de Belgische nationaliteit de meest aangewezen weg is om stemrecht te verkrijgen, vooral met het oog op de politieke participatie van niet-EU-onderdanen. Door het verwerven van de Belgische nationaliteit krijgen de niet-Europese migranten dezelfde rechten en plichten als de andere landgenoten. Hun wil tot integratie wordt trouwens aan een toets onderworpen. Hierdoor zullen zij op alle politieke niveaus volwaardig kunnen functioneren. Als Belgische burgers zijn zij meteen ook Europese burgers, wat politieke participatie en een vrije toegang tot alle landen van de Europese Unie inhoudt.

De evocatie van het wetsontwerp is vanzelfsprekend, gelet op de functie van de Senaat als ontmoetingskamer tussen de federale overheid en de gewesten. Het verkrijgen van de Belgische nationaliteit is immers een evidente materie, die ook de gemeenschappen en de gewesten aanbelangt. De politieke participatie waarover ik zojuist sprak, zal eveneens op dat niveau een uitwerking hebben.

Uit het verslag blijkt dat de evocatie zinvol is geweest omdat een aantal punten werden verduidelijkt, bijvoorbeeld met betrekking tot het advies van de procureur des Konings, of wat betreft de omzetting van een nationaliteitskeuze of een nationaliteitsverklaring in een verzoek tot naturalisatie.

Ik herinner eraan dat het ontwerp geen enkele grondvoorwaarde voor de naturalisatie wijzigt. Het geniet de volle steun van de CVP-fractie. (*Applaus.*)

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Coveliers.

De heer Coveliers (VLD). — Mijnheer de voorzitter, bij de bespreking van de grondwetswijziging heb ik opgemerkt dat de VLD niet erg gelukkig is met de voorgestelde wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit. We hebben dan ook amendementen ingediend.

De politieke achtergrond van het ontwerp is duidelijk. Een van de partijen die de tweederde meerderheid levert, heeft aangedrongen op een versoepeling van de wetgeving. Met de wetten van 13 juni 1991, 6 augustus 1993 en 13 april 1995, werd de naturalisatieprocedure en of de nationaliteitswetgeving nochtans reeds in aanzienlijke mate versoepeld, vereenvoudigd en verbeterd.

De thans voorgestelde wijziging is op een verkeerd principe gebaseerd. De rapporteur heeft de discussie in de commissie zeer correct weergegeven. Er wordt van uitgegaan dat het verlenen van de Belgische nationaliteit de integratie zal bevorderen. Hierbij rijzen echter vragen. Integratie is immers een dynamisch gegeven. Mevrouw D'Hondt heeft daar duidelijk op gewezen in een van haar eerste verslagen. Enerzijds betekent integratie dat de maatschappij waarin men zich wil integreren, daartoe de mogelijkheden biedt. Anderzijds veronderstelt dit ook dat degene die wil integreren, bereid is de waarden van de maatschappij te aanvaarden en dat hij duidelijk tot die maatschappij wil behoren. Iedereen weet dat de nationaliteitsoptie, die vaak in het buitenland bij een diplomatiek ambtenaar plaatsvindt, eigenlijk niet veel te maken heeft met de wil tot integratie in een gemeenschap, maar met de voordelen die aan een bepaalde nationaliteit zijn verbonden. Teneinde de bestaande normoverschrijdingen enigszins te beheersen, moeten wij de handel en wandel van de personen die zonder enige toelating naar ons land komen, onder controle houden.

Het probleem in de wetgeving is de toetsing van de integratiewil. Dit is in alle systemen een probleem. Er zijn landen zoals de Verenigde Staten en Australië die een contingentering toepassen. Een vastgesteld aantal kandidaten uit een bepaald land mag de Verenigde Staten of Australië binnen en komt enkele jaren later in aanmerking voor naturalisatie. In bijna al de landen wordt er getoetst of er wel degelijk een integratiewil is. We wilden die toetsing in de wet omschrijven omdat zou worden vermeden dat ze zou verschillen van arrondissement tot arrondissement of dat ze zou afhangen van het individueel enthousiasme van bepaalde magistraten of ambtenaren.

Het is toch ook niet zo moeilijk om een bevoegde overheid of een instelling die daartoe bevoegd zou worden, een bewijs van arbeidsbereidheid te laten afleveren. We vragen geen bewijs van tewerkstelling, maar van de bereidheid arbeid op te nemen. Daardoor kan worden aangetoond dat er een integratiewil is, dat de wil er is om een bestaan op te bouwen en niet af te hangen van de sociale zekerheid of de openbare onderstand. De malafide personen laat ik buiten beschouwing. Dat is toch niet zo een grote voorwaarde als bewijs dat de betrokkene wil integreren?

De kennis van een van de talen is ook een essentieel element. Er zijn weinig landen waar de nationaliteit kan worden bekomen zonder te bewijzen dat men de taal spreekt van het land. Ook in de Verenigde Staten, moet de aanvrager, zij het een summier kennis van het Engels hebben voor hij de eed mag afleggen om het staatsburgerschap te krijgen. Ook in een land als Zweden, dat toch niet als conservatief doorgaat, moet men bewijzen dat men de taal kent. Toch is het Zweeds ook geen gemakkelijke taal. Hoe kan men zich integreren in een gemeenschap, hoe kan men de wil hebben om tot een gemeenschap te behoren als men niet in staat is de officiële berichten te begrijpen of een krant te lezen? Het argument dat vooral onderontwikkelden naar hier komen, gaat niet op. Sommige zijn wel analfabeet, maar de meeste inwijkelingen kunnen met behulp van cursussen toch Nederlands, Frans of Duits leren zodat ze zich verstaanbaar kunnen maken. Ook om werk te vinden moet men de taal kennen. Als men tot een gemeenschap wil behoren, en er ook een stem wil uitbrengen, is het toch evident dat men aan de democratie participeert, dat men minstens verstaat wat er wordt gezegd.

Dat de hoofdverblijfplaats zich in het betrokken gebied moet bevinden, is eveneens een evidente voorwaarde.

In de commissie werd zeer uitgebreid van gedachten gewisseld over het probleem van het inzicht in de democratische rechten en vrijheden. We stellen immers vast — en dit stemt tot nadenken — dat heel wat mensen die blijkbaar bereid zijn zich te integreren of alleszins de Belgische nationaliteit wensen te bekomen, geen inzicht hebben in een aantal fundamentele rechten. Zo denk ik, bijvoorbeeld, aan het recht op vrije meningsuiting. Sommige kandidaat-Belgen weten niet wat dat recht inhoudt, kennen het bestaan van dat recht niet en hebben geen besef van het belang dat onze gemeenschap aan dit recht hecht. Het zou goed zijn dat zij dit inzicht verwerven. Dit zou vrij gemakkelijk kunnen gebeuren via de inhoud van de taalcursussen die deze mensen wellicht willen volgen.

Precies omdat deze fundamentele rechten niet gekend zijn en evenmin worden aangevoeld aangezien ze in de gemeenschap van herkomst gewoonweg niet bestaan, komen de opvattingen van deze al dan niet genaturaliseerde inwijkelingen in botsing met onze waarden. Dat geeft aanleiding tot spanningen. Erger wordt het wanneer de betrokkenen onze basisrechten niet aanvaarden. In de naturalisatieprocedure moet de aanvaarding van deze fundamentele rechten en van de plichten die eruit voortvloeien, worden getoetst. Dit is mijns inziens essentieel voor het samenleven en voor het tegengaan van het opkomend racisme.

Om al deze redenen, heeft onze fractie bij monde van de heer Goris, alle amendementen die in de commissie werden ingediend, hier opnieuw ingediend. De bepalingen van deze amendementen zijn zo vanzelfsprekend voor het waarborgen van een harmonieuze en niet-discriminatoire ontwikkeling van onze samenleving, dat we er het volste vertrouwen in hebben dat deze Hoge Vergadering ze zal aanvaarden. Mocht dit niet het geval zijn dan zal onze fractie de basistekst uiteraard verwerpen. (*Applaus.*)

M. le président. — La parole est à M. Desmedt.

M. Desmedt (PRL-FDF). — Monsieur le président, le projet de loi sur la naturalisation est évoqué dans notre assemblée à la demande de deux groupes, le CVP et le VLD. Je dois avouer qu'aujourd'hui encore, je ne comprends pas pourquoi le CVP, parti de la majorité, demande à évoquer ce projet totalement soutenu par le gouvernement. Ce groupe n'a déposé aucun amendement et j'ai l'impression que cette demande a été introduite sur un mouvement d'humeur, lequel a d'ailleurs été réprimé par le gouvernement.

Tant en commission qu'en séance publique, le porte-parole du CVP a justifié l'évocation par deux éléments. Tout d'abord, il nous a dit que l'importance du sujet, à savoir l'acquisition de la nationalité, justifiait l'intervention du Sénat en sa qualité de Chambre fédérale de rencontre des communautés et des régions.

Cet argument me paraît tout à fait étonnant de la part de ceux qui ont fixé les compétences actuelles du Sénat durant l'actuelle législature. Si l'on estime — et on peut certainement le faire — que les modes d'acquisition de la nationalité relèvent d'une compétence bicamérale, cette précision devait être apportée dans la Constitution. Je comprends mal qu'il ait été décidé de parler ici de compétence exclusive de la Chambre et que l'on demande par la suite une évocation, en estimant cette démarche tout à fait normale.

Le deuxième élément avancé pour justifier l'évocation est l'obtention d'éclaircissements supplémentaires de la part du gouvernement. Je reste encore sur ma faim dans la mesure où le rapport de la Chambre est complet et où le ministre a répondu à toutes les questions. Dans le rapport du Sénat, je n'ai pas trouvé d'éléments nouveaux.

Dès lors, je le répète, j'ai le sentiment que cette évocation a été demandée de façon quelque peu épidermique et qu'on a ensuite tenté de justifier la démarche sans rien apporter de neuf au débat.

Cela dit, puisque nous sommes tout de même saisis du projet, je souhaite faire part du point de vue de notre groupe à cet égard.

Tout d'abord, comme le gouvernement l'a rappelé, le projet ne touche en rien aux conditions de fond mises à l'acquisition de la nationalité belge. Ce sont uniquement des problèmes de procédure qui sont abordés. Plus particulièrement, la condition de cinq ans de résidence dans notre pays est maintenue.

Un élément positif pouvant paraître un peu formel est la déclaration que devra signer le requérant sur son adhésion à la Constitution et aux lois du peuple belge et donc à tous les principes qui y figurent.

Le projet apporte certaines nouveautés de procédure. En matière d'option de patrie et de déclaration d'acquisition de la nationalité, en cas d'opposition du parquet, deux voies sont ouvertes au requérant: tout d'abord celui-ci pourra faire appel devant le tribunal de première instance en maintenant la demande initiale d'acquisition de la nationalité ou d'option de patrie: c'est la voie judiciaire classique. Le requérant pourra aussi demander que son dossier soit directement transmis à la Chambre et, dès

lors, sa demande aura pour objet la naturalisation. Cette façon de simplifier et de clarifier les procédures et, dans une certaine mesure, d'alléger le rôle des tribunaux me paraît bonne.

La procédure de naturalisation elle-même subit également quelques modifications. La requête pourra être déposée, soit — comme c'est le cas actuellement — au greffe de la Chambre des représentants, soit devant l'officier de l'état civil. Son traitement reste le même; l'officier de l'état civil aura l'obligation de la transmettre à la Chambre des représentants qui devra l'examiner et solliciter l'avis d'un certain nombre d'organismes dont le parquet qui devra rendre son avis dans les quatre mois, faute de quoi, l'avis sera considéré comme favorable, ce qui en soi n'est pas un élément nouveau.

Par contre, ce qui est nouveau, c'est que le ministre pourra, par des directives concertées avec le Collège des procureurs généraux, uniformiser les critères d'appréciation des différents parquets du pays pour les demandes de naturalisation. C'est également un élément positif, il serait anormal que le point de vue du parquet puisse dépendre de la conception subjective d'un magistrat qui ne serait pas la même d'un arrondissement à l'autre. Cette possibilité donnée au ministre nous semble améliorer la procédure, rendue plus souple et plus transparente sans que les critères de fond n'aient été touchés. Ce projet cohérent bénéficie de notre appui.

J'aimerais aborder un élément longuement évoqué dans les débats, notamment par mon prédécesseur à la tribune, M. Coveliers; il s'agit de l'aspect linguistique comme élément d'intégration. La volonté d'intégration résulte de divers éléments et la connaissance de la langue du milieu dans lequel on vit est l'un d'entre eux. Le contester serait absurde. La langue est donc un élément qui doit intervenir comme critère d'intégration, ou, à tout le moins, de la volonté d'intégration du requérant. D'ailleurs, le formulaire employé par la Chambre et reproduit dans son rapport mentionne la connaissance d'une langue nationale comme élément d'appréciation de l'intégration.

Cependant, il serait excessif de donner à cet élément une valeur presque obsessionnelle et d'en faire un enjeu politique. Il n'est pas utile d'imposer de véritables épreuves ou contrôles, notamment organisé par les communes — comme le propose le VLD; il faut laisser à la commission de la Chambre un large pouvoir d'appréciation sur la base du dossier pour se prononcer sur l'intégration globale de la personne qui sollicite la nationalité belge.

Ne perdons pas de vue qu'une personne qui demande la nationalité belge accomplit un acte qui est, déjà en soi, un élément d'intégration. Si nous y ajoutons la condition de résidence de cinq ans, laquelle sera rencontrée dans la majorité des cas, les demandeurs de la nationalité belge possèdent, à ce moment-là, une connaissance suffisante du milieu dans lequel ils vivent.

Pour conclure, monsieur le président, je répète, au nom de notre groupe, que cette évocation ne nous semblait pas indispensable. Les débats en commission ont été succincts, il en a été de même ici. Aucun élément nouveau n'a été apporté par rapport aux débats à la Chambre. Néanmoins, dans la mesure où nous devons nous prononcer, le groupe PRL-FDF donne son appui total à ce projet qui clarifie et simplifie les procédures sans modifier les conditions de fond de l'acquisition de la nationalité.

M. le président. — La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand (PS). — Monsieur le président, j'ai déjà souligné, ce matin, l'importance que nous attachons à la réforme du Code de la nationalité. Elle consacre une nouvelle conception de la nationalité. C'est la raison pour laquelle je me suis exprimé globalement ce matin sur ce sujet et sur la révision de l'article 8 de la Constitution. Je serai donc particulièrement bref.

J'avais déposé, avec d'autres, une proposition de loi dont l'objet était identique et permettait, dans certaines conditions, d'acquiescer la nationalité par simple déclaration, selon une procédure déjà existante mais réservée aux étrangers nés en Belgique et qui y ont résidé jusqu'à l'âge de 18 ans.

La proposition postulait trois conditions objectives: avoir été autorisé à s'établir sur le territoire, y résider un temps minimum d'au moins cinq ans, faire une déclaration de la volonté d'être belge. Je rejoins sur ce point M. Desmedt: la volonté d'intégration est un des facteurs de sa réussite.

La solution que j'avais proposée avec d'autres, reste praticable; elle est peut-être plus souhaitable pour l'intégration politique. Néanmoins, nous nous rallions à la proposition de compromis qui a été dérogée.

J'en viens à une deuxième considération. Les procédures d'acquisition de la nationalité ont été assouplies. Il s'agit de toutes les procédures et non pas, comme le laisse entendre l'intitulé du projet, de la seule procédure de naturalisation. Le projet vise aussi bien cette dernière que l'acquisition par déclaration, par option ou par l'effet du mariage. La loi crée d'ailleurs des passerelles entre les procédures administratives ou judiciaires et la procédure politique devant la Chambre des représentants.

En tout cas, l'assouplissement des procédures, s'il n'a pas l'effet symbolique qu'aurait eu la généralisation de la simple déclaration, est néanmoins de nature à détacher le concept de nationalité des conceptions culturelles, ethniques, linguistiques qui l'entourent encore. La réforme permettra donc de dédramatiser, d'alléger la démarche parfois difficile de ceux qui entendent changer de nationalité.

Ce projet est louable; il favorisera l'appartenance à une communauté politique, à une communauté de destin, comme on l'a dit. La communauté nationale est la préfiguration d'une communauté européenne, intégratrice des immigrations qui la composent, communauté qui doit transcender les appartenances ethniques, culturelles, linguistiques, religieuses, partisans, etc.

Toutes ces raisons indiquent que, malgré ses limites, nous voterons cette réforme avec détermination.

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Ceder.

De heer Ceder (Vl. Bl.) — Mijnheer de voorzitter, de Fransen hebben een mooi spreekwoord: *La nationalité, ça s'hérite ou ça se mérite*. In het Nederlands wordt dat: «Nationaliteit erft men of verdient men.» Sinds de triomf van het nationalisme als idee in de negentiende en twintigste eeuw, wordt aangenomen dat er een rechtstreeks verband bestaat tussen Staten en volkeren. Dit werd recentelijk nog ten overvloede aangetoond bij de ontbinding van de Sovjetunie, Joegoeslavië en van Tsjechoslovakije. Ook de dekolonisatie, al vergeet men dat ter linkerzijde wel eens graag, is het gevolg van het aanvaarden van het zelfbeschikkingsrecht van de volkeren en van het nationalisme.

Uit dat principe van het zelfbeschikkingsrecht, dat trouwens in het Handvest van de Verenigde Naties is opgenomen, volgt dat het lidmaatschap van een bepaalde staat verband houdt met het lidmaatschap van een bepaald volk. Daarom zijn beide automatisch het gevolg van de afstamming, van de erfenis. Uitzonderingen zijn steeds mogelijk geweest en moeten dat voor ons ook blijven. Wie een bijzondere bijdrage tot een staat heeft geleverd, kan de nationaliteit van die staat verdienen, al is hij er niet van afkomstig. Dit is ons uitgangspunt.

Vandaag durven sommigen het nationalisme in een perverse redenering wel eens te associëren met antidemocratische tendensen. Nochtans zijn nationalisme en de opkomst van nationale staten, aan de ene zijde, en democratie, aan de andere zijde, steeds hand in hand gegaan. Ook dit bleek na de val van het Oost-Europese communisme. Nationalistische tendensen hielpen het communistisch carcan te doorbreken. Het wegvallen van de dictatuur deed lang onderdrukte volksnationale gevoelens herleven. Nationalisme en democratie gaan hand in hand omdat een democratie enkel kan gedijen bij een minimum aan consensus tussen haar deelnemers. Het is trouwens al voldoende bewezen dat de permanente spanning tussen Walen en Vlamingen in deze staat een normaal beleid belemmeren, zelfs verhinderen.

Nationalisme en het principe van zelfbeschikkingsrecht der volkeren maken evenveel deel uit van de grondvesten van de Westerse democratie als de rechtsstaat en de mensenrechten. Ze zijn er zelfs een voorwaarde voor.

Vandaag trekt het politiek correcte denken deze principes van gezond verstand in twijfel. De moderne catechismus doceert dat nationale staten achterhaald zijn en bevindt zich daarmee in het dubieuze gezelschap van de multinationals. Staatsgrenzen zouden onnodig zijn. Volksgemeenschappen zouden een oppervlakkige en achterhaalde opdeling van voor het overige volstrekt gelijke mensen zijn.

De ontmanteling van de nationaliteitswet kadert in dit nefaste patroon. De grenzen moeten worden opengesteld voor iedereen. Iedereen die hier geraakt moet papieren krijgen. Wie papieren krijgt, moet op gewone aanvraag de Belgische nationaliteit verkrijgen.

Wat hier voorligt, is geen vereenvoudiging of harmonisering van procedures voor het verkrijgen van de Belgische nationaliteit, maar een afschaffing van de voorwaarden tot het bekomen van de Belgische nationaliteit. Wat betekent immers in de praktijk dat de aanvrager «voldoende integratiewil» moet tonen? De vragenlijst om die integratiewil te testen blijft bestaan, maar het is nu voldoende dat de aanvrager op één van de vragen, die perfect op voorhand instudeerbaar zijn, positief antwoordt om de nationaliteit te verkrijgen.

De *Financieel Economische Tijd* van 5 september schrijft: «Enkel als op alle vragen negatief wordt geantwoord, ontbreekt de wil tot integratie en kan men geen Belg worden. Op één vraag antwoorden volstaat. Zo is het voldoende naar een Europese tv-zender te kijken of naar de radio te luisteren, ongeacht of men ook een Belgische taal machtig is. Daarover hebben PRL-voorzitter Michel en premier Dehaene een akkoord bereikt, waardoor het dossier over het gemeentelijk EU-stemrecht is gedeblokkeerd.»

De betrokken journalist wenste zekerheid omtrent deze stelling en contacteerde de woordvoerders. Hij vervolgt: «De procureur des Konings kan een negatief advies geven om twee redenen: als de betrokkene zich schuldig heeft gemaakt aan erge persoonlijke feiten of als de kandidaat op alle vragen een negatief antwoord heeft gegeven. Dit laatste bevestigde ons zowel de woordvoerder van Dehaene als de PRL-zegsman.»

Dit is het akkoord tussen Dehaene en de PRL om het al even noodlottige EU-stemrecht erdoor te krijgen. Het verwerven van de Belgische nationaliteit wordt een pure formaliteit. Wie de moeite doet die nationaliteit te vragen, bewijst meteen al zijn integratiewil. Het is niet nodig de arbeidswil te bewijzen. Taalkennis is geen absolute voorwaarde. Zelfs een minimumkennis van de rechten en vrijheden, zoals de VLD suggereert, wordt niet gevraagd.

De verbetering van de PRL kan verbazing wekken. In het verleden had deze partij niet bepaald de reputatie dat ze de nationaliteit als een vodje papier beschouwde. Zoals in bijna elk moeilijk politiek dossier is de achtergrond ook hier echter van communautaire aard. PRL en FDF hebben communautaire motieven om de nationaliteit op aanvraag in te voeren. Zo'n 99% van alle nationaliteitsaanvragen in Brussel gebeuren in het Frans. Van deze nieuwe Belgen mag dan ook redelijkerwijze worden verondersteld, meer nog dan van de EU-burgers, dat ze voor Franstalige partijen zullen stemmen. Het effect op de positie van de Vlamingen in Brussel zal catastrofaal zijn. Hun positie evolueert nu al allerminst gunstig. Sinds 1995 zijn er in Brussel 56 000 nieuwe Belgen bijgekomen. Dat is precies evenveel als het aantal mensen dat bij de gewestverkiezingen op een Vlaamse lijst heeft gestemd. Met deze wet komen in Brussel nog eens drie tot vier keer zoveel mensen voor naturalisatie in aanmerking. Hiermee is het gevaar voor de Vlamingen onmiddellijk duidelijk.

Vergeet daarbij ook niet dat ondanks de sterke aangroei van buitenlanders, met of zonder een buitenlandse identiteitskaart, de huidige Brusselse bevolking van 900 000 zielen jaarlijks met 30 000 vermindert. In een reportage over dit fenomeen kwam de VRT tot het besluit dat Brussel over 30 jaar geen inwoners meer zal hebben, indien deze trend aanhoudt. Dit is echter een verkeerde conclusie, want het aantal vreemdelingen in de stad neemt toe en de overgrote meerderheid van de «stadsvluchtelingen» zijn autochtonen, Vlamingen op kop. Over 15 jaar zal de hoofdstad dan ook vrij zijn van elke autochtone smet. Pater Leman kan tevreden zijn met deze etnische zuivering.

De Franstaligen hebben hun slag thuis gehaald. De Vlamingen hebben geen enkele gewaarborgde vertegenwoordiging in Brussel en zullen door het EU-stemrecht en de naturalisatie à la carte politiek worden weggeveegd.

Laten we nog eens in herinnering brengen hoe het zo ver is kunnen komen. Voor de invoering van het EU-stemrecht had Dehaene een tweederde meerderheid nodig. Hij kon daarvoor de hulp inroepen van de VLD, die een aantal gematigde waarborgen

voor de Vlamingen eiste, of van de PRL, die een bocht van 180° nam en de versoepeling van de naturalisatieprocedure eiste met het oog op de uitbreiding van het Franstalige electoraat. Wie de geschiedenis van dit land een beetje kent, kon voorspellen hoe het ging aflopen. De CVP boog voor de Franstaligen en de Vlamingen in Brussel en de rand krijgen naast de dolksteek van het EU-stemrecht ook het nekschot van de nationaliteitsverwerping op eenvoudige aanvraag.

Alleen al om communautaire redenen verwerpen wij deze wet. Bovendien zijn we gehecht aan het zeer democratisch principe dat nationaliteit enkel door afstamming of na bijzondere verdienste wordt verworven. Deze wet gaat rechtstreeks in tegen het gezond verstand en vooral tegen de wil van het volk. Dat alle pleitbezorgers van het referendum maar eens een volksraadpleging over een versoepeling van de naturalisatieprocedure organiseren. De nationaliteit was al zwak beschermd. Vandaag wordt de samenleving meer dan ooit tevoren belast met een erfenis waarvan de nefaste gevolgen in de toekomst moeilijk uit te wissen zullen zijn. Een toevallige meerderheid van vandaag, die op dit punt overigens lijnrecht tegen de mening van het volk ingaat, geeft de Belgische nationaliteit cadeau. Een andere meerderheid zal dit in de toekomst niet zomaar ongedaan kunnen maken. Dit maakt deze wet des te misdadiger en het verraad van de CVP des te onvergeeflijker. (*Applaus.*)

M. le président. — La parole est à Mme Delcourt.

Mme Delcourt-Pêtre (PSC). — Monsieur le président, nous nous disposons à voter un projet de loi qui devrait déboucher sur une procédure plus objective d'acquisition de la nationalité. Certes, la loi du 13 avril 1995 avait déjà largement raccourci les délais de la procédure. Elle a prouvé son efficacité puisque plus de 11 000 dossiers de demandes de naturalisation ont été traités au cours de cette législature.

Toutefois, elle comportait de graves lacunes puisque l'enquête relative à la volonté d'intégration laissait souvent place à l'arbitraire et portait parfois atteinte à la vie privée.

Par cette loi, nous visons les trois méthodes principales d'acquisition de la nationalité, à savoir la déclaration de nationalité selon l'article 12bis du code, la déclaration d'option et la naturalisation selon l'article 21 du Code.

L'innovation du texte en matière de déclaration de nationalité repose sur le fait qu'en cas d'avis négatif et motivé du procureur du Roi, le dossier sera transmis à la Chambre des représentants. Cette transmission du dossier vaudra demande de naturalisation sauf si l'intéressé préfère que son dossier soit analysé par le tribunal de première instance malgré l'avis négatif.

Cette procédure particulière de renvoi devant la Chambre des représentants a également été choisie en ce qui concerne la procédure d'acquisition de la nationalité par la voie de l'option.

Ce système me paraît adéquat puisqu'en cas d'avis négatif du parquet, la décision finale revient à la Chambre des représentants.

Pour ce qui concerne la procédure de naturalisation, il est heureux que l'on ait permis aux intéressés de s'adresser tant à la Chambre qu'à l'officier de l'état civil de leur résidence principale. Je considère en effet qu'il faut faire preuve d'un maximum de souplesse pour toutes les mesures purement administratives.

Je relève enfin avec intérêt qu'un nouveau questionnaire relatif à l'enquête sera utilisé et que celui-ci sera élaboré avec l'appui du Centre pour l'égalité des chances. De même, je considère que le ministre doit mettre en œuvre des lignes politiques claires de telle sorte que le Collège des procureurs généraux veille à une application uniforme de la législation sur l'ensemble du territoire du Royaume.

La simplification de la procédure de naturalisation qui nous est soumise répond aux exigences de la participation à la société dans un État démocratique. Elle fonde essentiellement la volonté d'intégration sur la notion de temps, puisque la durée de présence sur notre territoire pendant cinq ans sera le critère qui déclenche la possibilité d'introduire une demande de naturalisation.

Le temps est en effet un élément intégrateur essentiel. Il faut du temps pour nouer des liens sociaux de voisinage, des liens d'appartenance à la communauté locale. Il faut du temps pour

découvrir d'autres identités, d'autres cultures, à travers la scolarisation des enfants, la participation à des activités sportives ou culturelles. Il faut du temps pour apprendre une autre langue, alors que souvent, on n'a pas la maîtrise de sa langue maternelle.

Toutefois, la simplification de la procédure de naturalisation laisse ouverte la question de la relation entre citoyenneté et nationalité. L'acquisition de la nationalité ouvre l'exercice des droits civils et politiques. Elle ne contribue pas en soi à la construction d'une société multiculturelle. Elle ignore l'identité d'origine, ainsi que les identités multiples que les individus portent en eux en raison de leur histoire personnelle et collective. En ce sens, elle doit être distinguée de l'octroi du droit de vote aux immigrés qui respecte l'identité d'origine tout en ouvrant l'accès aux droits civils et politiques.

En conclusion, il faut se réjouir que les deux démarches, simplification de la procédure de naturalisation et exercice du droit de vote, aient été enfin enclenchées. Il y a une symbolique à ce qu'elles aient été traitées toutes les deux aujourd'hui. Les deux démarches contribuent à une véritable politique d'intégration qui est le meilleur rempart aux attitudes racistes et xénophobes. C'est dans cet esprit que le PSC votera favorablement ce texte. (*Applaudissements.*)

De voorzitter. — Het woord is aan minister Van Parys.

De heer Van Parys, minister van Justitie. — Mijnheer de voorzitter, ik kan zeer kort zijn, want het essentiële werd reeds gezegd in de commissies voor de Justitie, zowel in de Kamer als in de Senaat. De grondvoorwaarden van de wet worden niet gewijzigd, maar het is wel de bedoeling de procedures op elkaar af te stemmen. Een nieuw gegeven is dat men nu voor elke nationaliteitsaanvraag bij de ambtenaar van de burgerlijke stand terecht kan. Indien de procureur des Konings een negatief advies geeft, dan oordeelt de Kamer over de nationaliteitsaanvraag, tenzij de betrokkene toch de behandeling van zijn verzoek voor de rechtbank wenst.

Je suis entièrement d'accord avec Mme Delcourt qui a insisté pour que des directives claires soient données aux parquets en vue d'assurer une application uniforme de la législation dans tout le pays. Je serai donc attentif à la clarté des textes devant permettre la mise en œuvre du projet de loi qui, je l'espère, sera voté dans les jours à venir.

Op de opmerking van de heer Coveliers kan ik repliceren dat de kennis van een landstaal een gegeven blijft bij de toetsing van de integratiewil. Er is in de nodige garanties voorzien. Ze zullen trouwens worden geüniformiseerd in bindende richtlijnen na het advies van het College van procureurs-generaal.

De procedures tot verwerving van de nationaliteit worden dus gestroomlijnd, maar de grondvoorwaarden worden niet gewijzigd.

De voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt is de algemene bespreking gesloten. We gaan nu over tot de bespreking van de artikelen waarbij amendementen werden ingediend.

Plus personne ne demandant la parole, la discussion générale est close et nous passons à l'examen des articles auxquels des amendements ont été déposés.

L'article 2 est ainsi rédigé :

Art. 2. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 12bis du Code de la nationalité belge, inséré par la loi du 13 juin 1991 :

1^o au § 2, alinéa 1^{er}, première phrase, les mots « pour avis » sont insérés entre les mots « communiquée » et « par l'officier de l'état civil » ;

2^o au § 2, les alinéas 2, 3 et 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Dans un délai de deux mois à compter de l'accusé de réception, le procureur du Roi peut émettre un avis négatif sur l'acquisition de la nationalité belge lorsqu'il y a un empêchement résultant de faits personnels graves.

Lorsqu'il estime ne pas devoir émettre d'avis négatif, il envoie une attestation à l'officier de l'état civil, signifiant l'absence d'avis négatif. La déclaration est immédiatement inscrite et mentionnée conformément à l'article 22, § 4.

À l'expiration du délai de deux mois et à défaut d'avis négatif ou de transmission d'une attestation signifiant l'absence d'avis négatif, la déclaration est inscrite d'office et mentionnée conformément à l'article 22, § 4.

Notification de l'inscription est faite à l'intéressé par l'officier de l'état civil.

La déclaration a effet à compter de l'inscription. » ;

3^o les §§ 3 et 4 sont remplacés comme suit :

« § 3. L'avis négatif doit être motivé. Il est notifié à l'officier de l'état civil et, par lettre recommandée à la poste, à l'intéressé par les soins du procureur du Roi.

Le procureur du Roi communique à l'intéressé que, sauf si celui-ci demande la saisine du tribunal conformément au § 4, l'officier de l'état civil transmettra son dossier à la Chambre des représentants, de sorte que l'intéressé puisse déposer un mémoire en réponse au greffe de la Chambre des représentants, dans un délai d'un mois.

L'officier de l'état civil communique le dossier de l'intéressé ainsi que l'avis négatif du procureur du Roi à la Chambre des représentants ou, en application du § 4, au tribunal de première instance. La communication à la Chambre des représentants tient lieu de demande de naturalisation, sur laquelle la Chambre des représentants statue conformément à l'article 21, § 4.

§ 4. Dans les quinze jours suivant la date de réception de l'avis négatif visé au § 3, l'intéressé peut inviter l'officier de l'état civil, par lettre recommandée à la poste, à transmettre son dossier au tribunal de première instance.

Après avoir entendu ou appelé l'intéressé, le tribunal de première instance statue sur le bien-fondé de l'avis négatif. La décision doit être motivée.

La décision est notifiée à l'intéressé par les soins du procureur du Roi. Dans les quinze jours de la notification, l'intéressé et le procureur du Roi peuvent interjeter appel de la décision, par requête adressée à la cour d'appel.

Celle-ci statue, après avis du procureur général, et après avoir entendu ou appelé l'intéressé.

Les citations ou notifications se font par la voie administrative.

Le dispositif de la décision définitive d'abrogation de l'avis négatif est envoyé à l'officier de l'état civil par les soins du ministère public. La déclaration est immédiatement inscrite et mentionnée conformément aux dispositions de l'article 22.

§ 4. Le § 2, alinéas 5 et 6, est également d'application. » ;

4^o le § 5 est abrogé.

Art. 2. In artikel 12bis van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, ingevoegd bij de wet van 13 juni 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 2, eerste lid, eerste zin, worden tussen de woorden « onmiddellijk » en « overgezonden » de woorden « voor advies » ingevoegd ;

2^o in § 2 worden het tweede, derde en vierde lid vervangen door de volgende bepalingen :

« De procureur des Konings kan, binnen twee maanden te rekenen vanaf de ontvangstmelding, een negatief advies uitbrengen inzake de verkrijging van de Belgische nationaliteit wanneer er een beletsel is wegens gewichtige feiten, eigen aan de persoon.

Indien hij meent geen negatief advies te moeten uitbrengen, zendt hij een attest dat er geen negatief advies wordt uitgebracht aan de ambtenaar van de burgerlijke stand. De verklaring wordt onmiddellijk ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4.

Bij het verstrijken van de termijn van twee maanden en bij ontstentenis van een negatief advies of overzending van een attest dat er geen negatief advies wordt uitgebracht, wordt de verklaring

ambtshalve ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4. Van de inschrijving wordt door de ambtenaar van de burgerlijke stand kennis gegeven aan de belanghebbende.

De verklaring heeft gevolg vanaf de inschrijving.»;

3^o de §§ 3 en 4 worden vervangen als volgt:

«§ 3. Het negatieve advies moet met redenen zijn omkleed. Het wordt aan de ambtenaar van de burgerlijke stand en, bij een ter post aangetekende brief, aan de belanghebbende betekend door toedoen van de procureur des Konings.

De procureur des Konings deelt aan de belanghebbende mee, tenzij deze de aanhangigmaking bij de rechtbank vraagt overeenkomstig § 4, dat zijn dossier door de ambtenaar van de burgerlijke stand zal worden overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, zodat de belanghebbende bij de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers een memorie van antwoord kan indienen binnen een maand.

De ambtenaar van de burgerlijke stand zendt het dossier van de belanghebbende, alsook het negatieve advies van de procureur des Konings, over aan de Kamer van volksvertegenwoordigers of, bij toepassing van § 4, aan de rechtbank van eerste aanleg. De verzending aan de Kamer van volksvertegenwoordigers geldt als naturalisatieaanvraag waarover de Kamer van volksvertegenwoordigers beslist overeenkomstig artikel 21, § 4.

§ 4. Binnen vijftien dagen na de ontvangst van het negatieve advies bedoeld in § 3, kan de belanghebbende bij een ter post aangetekende brief aan de ambtenaar van de burgerlijke stand vragen zijn dossier over te zenden aan de rechtbank van eerste aanleg.

De rechtbank van eerste aanleg doet, na de belanghebbende te hebben gehoord of opgeroepen, uitspraak over de gegrondheid van het negatieve advies. De beslissing wordt met redenen omkleed.

De beslissing wordt aan de belanghebbende ter kennis gebracht door toedoen van de procureur des Konings. De belanghebbende en de procureur des Konings kunnen binnen vijftien dagen na de kennisgeving hoger beroep instellen tegen de beslissing, bij een aan het hof van beroep gericht verzoekschrift.

Dit hof doet uitspraak na het advies van de procureur-generaal te hebben ingewonnen en de belanghebbende te hebben gehoord of opgeroepen.

De dagvaardingen en kennisgevingen geschieden langs administratieve weg.

Het beschikkend gedeelte van de onherroepelijke beslissing waarbij het negatieve advies wordt opgeheven, wordt door toedoen van het openbaar ministerie aan de ambtenaar van de burgerlijke stand gezonden. De verklaring wordt onmiddellijk ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22.

§ 4. Paragraaf 2, vijfde en zesde lid is eveneens van toepassing.»

4^o paragraaf 5 wordt opgeheven.

De heer Goris stelt volgend amendement voor:

«Dit artikel vervangen als volgt:

«In artikel 14 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

A) het eerste lid wordt aangevuld als volgt:

«4^o houder zijn van een door een bevoegde overheid of een daartoe door de overheid erkende instelling uitgereikt bewijs waaruit de arbeidsbereidheid, de kennis van de taal of één van de talen van het gebied waar de belanghebbende zijn hoofdverblijf heeft en het inzicht in de democratische rechten en vrijheden blijken.»;

B) in het tweede lid, gewijzigd bij de wet van 6 augustus 1993, worden de woorden «die laatste voorwaarde» vervangen door de woorden «de in het eerste lid, 3^o, omschreven voorwaarde»;

C) het artikel wordt aangevuld met de volgende leden:

«De Koning bepaalt, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, de wijze waarop het bewijs van de in het eerste lid, 4^o, bedoelde arbeidsbereidheid wordt geleverd.

Het bewijs van de elementaire taalkennis en het inzicht in de democratische rechten en vrijheden wordt geleverd door te slagen voor een proef die wordt georganiseerd door de gemeente. De Koning bepaalt de nadere regels betreffende de organisatie en de inhoud van de proef, alsook betreffende de eventuele vrijstellingen.»

«Remplacer cet article par ce qui suit:

«À l'article 14 du Code de la nationalité belge, sont apportées les modifications suivantes:

A) l'alinéa 1^{er} est complété comme suit:

«4^o être porteur d'une attestation délivrée par une autorité compétente ou par une institution agréée à cet effet par les pouvoirs publics et constatant sa volonté de travailler, sa connaissance de la langue ou d'une des langues de la région où il a sa résidence principale ainsi que sa connaissance des droits et libertés démocratiques.»;

B) dans l'alinéa 2, modifié par la loi du 6 août 1993, les mots «Cette dernière condition» sont remplacés par les mots «La condition visée à l'alinéa 1^{er}, 3^o»;

C) l'article est complété par les alinéas suivants:

«Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la manière dont est fournie la preuve de la volonté de travailler visée à l'alinéa 1^{er}, 4^o.

La preuve des connaissances linguistiques élémentaires et de la connaissance des droits et libertés démocratiques est fournie en réussissant un examen organisé par la commune. Le Roi précise les règles relatives à l'organisation et au contenu de l'examen, ainsi que celles concernant les éventuelles dispenses.»

Het woord is aan de heer Coveliers.

De heer Coveliers (VLD). — Mijnheer de voorzitter, ik heb de amendementen van de heer Goris in de algemene bespreking toegelicht. Ze zijn in de commissie trouwens langdurig besproken en de argumentatie is dus voldoende bekend.

M. le président. — L'article 3 est ainsi rédigé:

Art. 3. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 15 du même Code:

1^o le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé comme suit:

«La déclaration d'option est faite devant l'officier de l'état civil du lieu de la résidence principale du déclarant; une copie de la déclaration est communiquée pour avis par l'officier de l'état civil au parquet du tribunal de première instance du ressort.»;

2^o au § 1^{er}, alinéa 2, les mots «pour avis» sont insérés entre les mots «communiqué» et les mots «au parquet»;

3^o le § 1^{er}, alinéa 3, est remplacé comme suit:

«Le procureur du Roi transmet sans délai un accusé de réception.»

4^o les §§ 2 et 3 sont remplacés comme suit:

«§ 2. Dans les quatre mois à compter de la date de l'accusé de réception, le procureur du Roi peut émettre un avis négatif sur l'agrément de l'option, lorsqu'il y a un empêchement résultant de faits personnels graves, qu'il doit préciser dans les motifs de son avis, ou s'il y a des raisons, qu'il doit également préciser, d'estimer que la volonté d'intégration du déclarant est insuffisante, ou que les conditions de base, qu'il doit indiquer, ne sont pas remplies.

Lorsqu'il estime ne pas devoir émettre d'avis négatif, il envoie une attestation à l'officier de l'état civil, signifiant l'absence d'avis négatif. La déclaration d'option est immédiatement inscrite et mentionnée conformément aux dispositions de l'article 22, § 4.

À l'expiration du délai de quatre mois et à défaut d'avis négatif ou de communication d'une attestation signifiant l'absence d'avis négatif, la déclaration d'option est inscrite d'office et mentionnée conformément aux dispositions de l'article 22, § 4.

Notification de l'inscription est faite à l'intéressé par l'officier de l'état civil.

La déclaration a effet à compter de l'inscription.

§ 3. L'avis négatif doit être motivé. Il est notifié à l'officier de l'état civil et, par lettre recommandée à la poste, au déclarant par les soins du procureur du Roi.

Le procureur du Roi communique au déclarant que l'officier de l'état civil transmettra son dossier à la Chambre des représentants, de sorte que le déclarant puisse déposer un mémoire en réponse au greffe de la Chambre des représentants, dans le délai d'un mois, à moins qu'il ne demande la saisine du tribunal conformément à l'article 12bis, § 4.

L'officier de l'état civil communique le dossier ainsi que l'avis négatif du procureur du Roi à la Chambre des représentants ou, en application de l'article 12bis, § 4, au tribunal de première instance. La communication à la Chambre des représentants tient lieu de demande de naturalisation sur laquelle la Chambre des représentants statue conformément à l'article 21, § 4.»

Art. 3. In artikel 15 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt:

«De verklaring van nationaliteitskeuze wordt aangelegd voor de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar de belanghebbende zijn hoofdverblijfplaats heeft; een afschrift van de verklaring wordt door de ambtenaar van de burgerlijke stand voor advies overgezonden aan het parket van de rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied.»

2^o in § 1, tweede lid, worden tussen de woorden «haar» en «over aan het parket» de woorden «voor advies» ingevoegd;

3^o paragraaf 1, derde lid, wordt vervangen als volgt:

«De procureur des Konings geeft hiervan onverwijld ontvangstmelding.»

4^o de §§ 2 en 3 worden vervangen als volgt:

«§ 2. De procureur des Konings kan binnen vier maanden te rekenen vanaf de ontvangstmelding, een negatief advies uitbrengen inzake de inwilliging van de nationaliteitskeuze wanneer er een beletsel is wegens gewichtige feiten, eigen aan de persoon, die hij in de motivering van zijn advies dient te omschrijven, of als er redenen zijn, die hij eveneens dient te omschrijven, om te oordelen dat de integratiewil van de belanghebbende onvoldoende is, of als de grondvoorwaarden, die hij moet aanduiden, niet vervuld zijn.

Indien hij meent geen negatief advies te moeten uitbrengen, zendt hij een attest dat er geen negatief advies wordt uitgebracht aan de ambtenaar van de burgerlijke stand. De verklaring van nationaliteitskeuze wordt onmiddellijk ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4.

Bij het verstrijken van de termijn van vier maanden en bij ontstentenis van een negatief advies of overzending van een attest dat er geen negatief advies wordt uitgebracht, wordt de verklaring van nationaliteitskeuze ambtshalve ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4.

Van de inschrijving wordt door de ambtenaar van de burgerlijke stand kennis gegeven aan de belanghebbende.

De verklaring heeft gevolg vanaf de inschrijving.

§ 3. Het negatieve advies moet met redenen zijn omkleed. Het wordt aan de ambtenaar van de burgerlijke stand en bij een ter post aangetekende brief aan de belanghebbende betekend door toedoen van de procureur des Konings.

De procureur des Konings deelt aan de belanghebbende mee dat, tenzij de belanghebbende de aanhangigmaking bij de rechtbank vraagt overeenkomstig artikel 12bis, § 4, zijn dossier door de ambtenaar van de burgerlijke stand zal worden overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, zodat de belanghebbende bij de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers een memorie van antwoord kan indienen binnen een maand.

De ambtenaar van de burgerlijke stand zendt het dossier van de belanghebbende alsook het negatieve advies van de procureur des Konings over aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, of, met toepassing van artikel 12bis, § 4, aan de rechtbank van eerste aanleg. De overzending aan de Kamer van volksvertegenwoordigers geldt als naturalisatieaanvraag, waarover de Kamer van volksvertegenwoordigers beslist overeenkomstig artikel 21, § 4.»

De heer Goris stelt volgend amendement voor:

«Dit artikel vervangen als volgt:

«In artikel 15, § 2, eerste lid, van hetzelfde wetboek worden de woorden «als er redenen zijn, die zij eveneens dient te omschrijven, om te oordelen dat de integratiewil van de belanghebbende onvoldoende is» vervangen door «als het in artikel 14, eerste lid, 4^o, bedoelde bewijs ontbreekt.»

«Remplacer cet article par ce qui suit:

«À l'article 15, § 2, alinéa 1^{er}, du même code, les mots «s'il y a des raisons, qu'il doit également préciser, d'estimer que la volonté d'intégration du déclarant est insuffisante» sont remplacés par les mots «si l'attestation visée à l'article 14, alinéa 1^{er}, 4^o, fait défaut.»

L'article 4 est ainsi rédigé:

Art. 4. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 21 du même Code, remplacé par la loi du 13 avril 1995:

1^o le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé comme suit:

«La demande de naturalisation est adressée à l'officier de l'état civil du lieu où l'intéressé a sa résidence principale ou à la Chambre des représentants.»;

2^o le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant:

«Le formulaire de demande est signé par le demandeur qui fera précéder sa signature de la mention manuscrite «Je déclare vouloir acquérir la nationalité belge et me soumettre à la Constitution et aux lois du peuple belge.»;

3^o les §§ 3 et 4 sont remplacés comme suit:

«§ 3. Si la demande de naturalisation est adressée à l'officier de l'état civil, celui-ci transmet la demande de naturalisation ainsi que les pièces visées au § 1^{er}, alinéa 3, qui lui ont été communiquées, à la Chambre des représentants dans le délai de quinze jours suivant la réception de la demande de naturalisation.

Lorsque le dossier du demandeur est complet, la Chambre des représentants transmet la demande de naturalisation au parquet du tribunal de première instance de la résidence principale du demandeur, à l'Office des étrangers et au service de Sûreté de l'État, pour avis à fournir dans un délai de quatre mois, sur les critères prévus à l'article 19 et les conditions et circonstances prévues à l'article 15, § 2, ainsi que sur tout autre élément dont la Chambre souhaite être informée. Si l'intéressé a sa résidence principale à l'étranger, la demande d'avis est adressée au parquet près le tribunal de première instance de Bruxelles.

Les instances visées à l'alinéa 2 transmettent sans délai un accusé de réception.

À défaut d'observations dans les quatre mois suivant la date des accusés de réception, l'avis est réputé favorable.

La Chambre des représentants statue sur l'octroi de la naturalisation selon les modalités déterminées dans son règlement.

§ 4. Lorsque le demandeur a fait, conformément aux articles 12bis et 15, une déclaration de nationalité faisant l'objet d'un avis négatif du procureur du Roi, la Chambre des représentants statue sur l'octroi de la naturalisation.

La Chambre des représentants peut inviter le demandeur, s'il ne l'a pas fait d'office, à déposer un mémoire en réponse à l'avis négatif. Dans ce cas, la Chambre des représentants peut charger les instances visées au § 3 de procéder dans les deux mois à une enquête complémentaire sur les motifs qui ont fondé l'avis négatif et sur les éléments invoqués par le demandeur dans son mémoire en réponse. À l'expiration du délai de deux mois ou lorsque le demandeur n'a pas déposé de mémoire en réponse dans ce délai, la procédure se poursuit.»

Art. 4. In artikel 21 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 13 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt:

«Het verzoek om naturalisatie wordt gericht aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar de belanghebbende zijn hoofdverblijfplaats heeft of aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.»;

2^o paragraaf 1 wordt aangevuld met het volgende lid:

«Het aanvraagformulier wordt door de aanvrager ondertekend. De handtekening wordt voorafgegaan door de volgende, door de aanvrager met de hand geschreven vermelding «Ik verklaar Belgisch staatsburger te willen worden en de Grondwet en de wetten van het Belgische volk te zullen naleven.»;

3^o de §§ 3 en 4 worden vervangen als volgt:

«§ 3. Indien het verzoek tot naturalisatie gericht is aan de ambtenaar van de burgerlijke stand, zendt deze het verzoek tot naturalisatie, alsook de stukken, bedoeld in § 1, derde lid, die hem zijn toegezonden, over aan de Kamer van volksvertegenwoordigers binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de ontvangst van het verzoek tot naturalisatie.

Indien het dossier van de belanghebbende volledig is, zendt de Kamer van volksvertegenwoordigers het verzoek tot naturalisatie over aan het parket van de rechtbank van eerste aanleg waar de verzoeker zijn hoofdverblijfplaats heeft, aan de dienst Vreemdelingenzaken en aan de dienst Veiligheid van de Staat, om een advies te verstrekken binnen een termijn van vier maanden, met betrekking tot de in artikel 19 gestelde vereisten en de in artikel 15, § 2, bedoelde voorwaarden en omstandigheden alsook met betrekking tot ieder gegeven waarover de Kamer wenst te worden ingelicht. Heeft de belanghebbende zijn hoofdverblijfplaats in het buitenland, dan wordt het verzoek om advies gericht aan het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

De in het tweede lid bedoelde instanties geven hiervan onverwijld ontvangstmelding.

Zijn er geen opmerkingen binnen vier maanden vanaf de ontvangstmeldingen, dan wordt het advies geacht gunstig te zijn.

De Kamer van volksvertegenwoordigers beslist over het verlenen van de naturalisatie op de wijze bepaald in haar reglement.

§ 4. Heeft de aanvrager overeenkomstig de artikelen 12bis en 15 een nationaliteitsverklaring afgelegd waarover de procureur des Konings een negatief advies heeft gegeven, dan beslist de Kamer van volksvertegenwoordigers over het verlenen van de naturalisatie.

De Kamer van volksvertegenwoordigers kan de aanvrager verzoeken een memorie van antwoord op het negatieve advies in te dienen, zo hij dat al niet ambtshalve heeft gedaan. In dit geval kan de Kamer van volksvertegenwoordigers door de in § 3 bedoelde instanties een verder onderzoek laten uitvoeren binnen een termijn van twee maanden betreffende de redenen waarop het negatieve advies steunt en over de gegevens die de aanvrager in zijn memorie van antwoord heeft aangevoerd. Bij het verstrijken van de termijn van twee maanden of indien de aanvrager binnen dezelfde termijn geen memorie van antwoord heeft ingediend, wordt de procedure voortgezet.»

De heer Goris stelt volgend amendement voor:

«Dit artikel vervangen als volgt:

«Art. 4. In artikel 16, § 2, 1^o en 2^o, van hetzelfde wetboek, vervangen bij de wet van 6 augustus 1993, worden tussen de woorden «samenleven,» en «door» telkens de woorden «mits het bezit van het in artikel 14, eerste lid, 4^o, bedoelde bewijs,» ingevoegd.»

«Remplacer cet article par ce qui suit:

«Art. 4. Dans l'article 16, § 2, 1^o et 2^o, du même code, remplacé par la loi du 6 août 1993, les mots «à condition de disposer de l'attestation visée à l'article 14, alinéa 1^{er}, 4^o,» sont insérés chaque fois entre le mot «, peut,» et les mots «si les époux.»

L'article 5 est ainsi rédigé:

Art. 5. L'article 24, alinéa 2, du même Code est remplacé comme suit:

«Si cette dernière condition n'est pas remplie ou si la perte de la nationalité belge procède d'une renonciation, le procureur du Roi peut néanmoins juger ne pas devoir émettre d'avis négatif, après

avoir apprécié les circonstances dans lesquelles le déclarant a perdu la nationalité belge, ainsi que les raisons pour lesquelles il veut la recouvrer.»

Art. 5. Artikel 24, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

«Indien deze laatste voorwaarde niet is vervuld of indien het verlies van de Belgische nationaliteit het gevolg is van afstand, kan de procureur des Konings toch menen geen negatief advies te moeten uitbrengen, nadat hij de omstandigheden heeft beoordeeld waarin de belanghebbende de Belgische nationaliteit heeft verloren, alsmede de redenen waarom hij die wil herkrijgen.»

De heer Goris stelt volgend amendement voor:

«Dit artikel vervangen als volgt:

«Art. 5. In artikel 19, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 augustus 1993, worden tussen de woorden «oud zijn» en «en sedert» de woorden «, houder zijn van het in artikel 14, eerste lid, 4^o, bedoelde bewijs» ingevoegd.»

«Remplacer cet article par ce qui suit:

«Art. 5. Dans l'article 19, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 6 août 1993, les mots «, être porteur de l'attestation visée à l'article 14, alinéa 1^{er}, 4^o» sont insérés entre les mots «dix-huit ans accomplis» et les mots «et avoir fixé sa résidence.»

Deze amendementen worden aangehouden.

Tous ces amendements sont réservés.

De aangehouden stemmingen en de stemming over het geheel van het wetsontwerp hebben later plaats.

Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés ainsi qu'au vote sur l'ensemble du projet de loi.

WETSVOORSTEL TOT WIJZIGING VAN ARTIKEL 620 VAN HET GERECHTELIJK WETBOEK

Algemene bespreking

Artikelsgewijze bespreking

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE 620 DU CODE JUDICIAIRE

Discussion générale

Discussion des articles

De voorzitter. — We vatten de bespreking aan van het wetsvoorstel.

Nous abordons l'examen de la proposition de loi.

Volgens het Reglement geldt de door de commissie aangenomen tekst als basis voor de bespreking. (Zie gedrukt stuk nr. 1-575/4 van de commissie voor de Justitie van de Senaat. Zitting 1998/1999.)

Conformément à notre Règlement, le texte adopté par la commission servira de base à notre discussion. (Voir document n^o 1-575/4 de la commission de la Justice du Sénat. Session 1998/1999.)

De algemene bespreking is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Bourgeois (CVP), rapporteur. — Mijnheer de voorzitter, dit wetsvoorstel werd ingediend door collega Vandenberghe. Eens te meer bespreken we dus een parlementair initiatief. Het houdt een beperkte wijziging van artikel 620 van het Gerechtelijk Wetboek in, maar zal toch belangrijke gevolgen hebben.

Artikel 617 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat vonnissen in laatste aanleg worden gewezen door de rechtbank van eerste aanleg en door de rechtbank van koophandel wanneer het gaat om vorderingen van minder dan 75 000 frank, en door het vredegerecht en of de politierechtbank wanneer het gaat om vorderingen van maximum 50 000 frank.

Artikel 620 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat voor het berekenen van deze bedragen, en dus voor het bepalen van de aanleg de bedragen van de hoofdvordering en van de tegenvorderingen moeten worden samengevoegd. Artikel 620 heeft het alleen over de hoofd- en tegenvorderingen, maar spreekt op geen enkele manier over de tussenvorderingen. Het bedrag van deze tussenvorderingen kan dus niet bij de bedragen van de andere vorderingen worden gevoegd. Dit volgt uit de interpretatie van artikel 621 van het Gerechtelijk Wetboek door het Hof van Cassatie, die op deze wijze de individualiteit van de tussenvordering beklemtoont en wil behouden.

Het Arbitragehof is het hiermee echter niet eens. In een vijftal arresten die het sedert 1997 velde, zegt dit hof dat de artikelen 620 en 621 van het Gerechtelijk Wetboek de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden, omdat ze verbieden dat het bedrag van de hoofdvordering wordt samengevoegd met het bedrag van de vordering tot tussenkomst. Volgen het Arbitragehof leidt deze toepassing, die door het Hof van Cassatie wordt verdedigd, tot discriminatie.

Het voorstel wil artikel 620 derhalve aanpassen aan de rechtspraak van het Arbitragehof. Het werd door de commissie voor de Justitie bij eenparigheid van stemmen aangenomen. Ik vraag de plenaire vergadering hetzelfde te doen.

De voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene bespreking gesloten en vatten we de artikelsgewijze bespreking aan.

Plus personne ne demandant la parole, la discussion générale est close et nous passons à l'examen des articles.

L'article premier est ainsi libellé :

Article premier. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. L'article 620 du Code judiciaire est modifié comme suit :

«Art. 620. Lorsque la demande reconventionnelle et la demande en intervention, tendant à la prononciation d'une condamnation, dérivent soit du contrat ou du fait qui sert de fondement à l'action originaire, ou lorsque la demande reconventionnelle dérive soit du caractère vexatoire ou téméraire de cette demande, le ressort se détermine en cumulant le montant de la demande principale et le montant de la demande reconventionnelle et de la demande en intervention.»

Art. 2. Artikel 620 van het Gerechtelijk Wetboek wordt gewijzigd als volgt:

«Art. 620. Wanneer de tegenvordering en de vordering tot tussenkomst, strekkende tot het uitspreken van een veroordeling, ontstaan uit het contract of het feit dat aan de oorspronkelijke rechtsvordering ten grondslag ligt, of wanneer de tegenvordering ontstaat uit de tergende of roekeloze aard van deze vordering, wordt de aanleg bepaald door samenvoeging van het bedrag van de hoofdvordering en het bedrag van de tegenvordering en de vordering tot tussenkomst.»

— Adopté.

Aangenomen.

De voorzitter. — We stemmen later over het geheel van het wetsvoorstel.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble de la proposition de loi.

WETSVOORSTEL TOT INVOERING VAN EEN ARTIKEL 217BIS IN HET WETBOEK VAN STRAFVORDERING EN TOT AANVULLING VAN ARTIKEL 5 VAN DE WET VAN 15 FEBRUARI 1993 TOT OPRICHTING VAN EEN CENTRUM VOOR GELIJKHEID VAN KANSEN EN VOOR RACISMEBESTRIJDING

Algemene bespreking

Artikelsgewijze bespreking

PROPOSITION DE LOI INSÉRANT UN ARTICLE 217BIS DANS LE CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE ET COMPLÉTANT L'ARTICLE 5 DE LA LOI DU 15 FÉVRIER 1993 CRÉANT UN CENTRE POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME

Discussion générale

Discussion des articles

De voorzitter. — We vatten de bespreking aan van het wetsvoorstel.

Nous abordons l'examen de la proposition de loi.

Volgens het Reglement geldt de door de commissie aangenomen tekst als basis voor de bespreking. (*Zie gedrukt stuk nr. 1111/5 van de commissie voor de Justitie van de Senaat. Zitting 1998/1999.*)

Conformément à notre Règlement, le texte adopté par la commission servira de base à notre discussion. (*Voir document n° 1-1111/5 de la commission de la Justice du Sénat. Session 1998/1999.*)

De algemene bespreking is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Coveliers (VLD), rapporteur. — Mijnheer de voorzitter, net als de vorige spreker kan ik over dit wetsvoorstel zeggen dat de indiener ervan garant staat voor de inhoudelijke kwaliteit. Het kwam tot stand op initiatief van senator Erdman.

De indiener kadert zijn voorstel in de context van de strijd tegen racisme en xenofobie. Die neemt volgens hem een aanvang in de opvoeding en het onderwijs en is verder een kwestie van voorlichting door de media. De strafwet kan uiteindelijk maar als een correctief functioneren op het einde van dit proces. Het is precies hieraan dat de indiener wil sleutelen.

De wet van 30 juli 1981 heeft immers wel een aantal daden strafbaar gesteld, maar de modus operandi van deze daden is meestal het geschreven woord. Daarbij botst men steeds op een aantal grondwettelijke vrijheden, zoals de vrijheid van meningsuiting van artikel 19, de vrijheid van drukpers van artikel 25 en de bepalingen van artikel 150 inzake de bevoegdheid van het assisenhof, meer bepaald van de jury. Door de proceduremoeilijkheden en de kostprijs van de procedure ontstaat er een feitelijke depenalisering van het aanzetten tot racisme en vreemdelingenhaat in geschriften.

Daarom werd aanvankelijk een poging gedaan om de assisenprocedure te hervormen. We probeerden hiervoor een definitie te vinden, en kozen, niet smalend, voor «assisen light». De Raad van State had echter onvoldoende zin voor humor om deze omschrijving te laten passeren en was van oordeel dat men hiermee een discriminatie invoert. Het is niet mogelijk voor bepaalde persdelicten de gewone assisenprocedure te volgen en voor andere, zij het dan met betrekking tot racisme of xenofobie, een andere procedure in te voeren. Bovendien vond de Raad van State een argument in de term «de jury» van artikel 150. Hij concludeerde dat er maar één jury is en dat een andere werkwijze niet mogelijk is.

Na kennisname van deze kritiek van de Raad van State werd een nieuw wetsvoorstel ingediend. Dit voorstel regelt de strafprocedure voor alles, en dus niet alleen voor de delicten waarvoor de tekst oorspronkelijk was bedoeld. De procedure die nu ter stem-

ming wordt voorgelegd, wordt in het Wetboek van strafvordering voorzien. Wanneer de Raadkamer de zaak heeft verzonden naar de procureur-generaal kan deze, op dit ogenblik, op basis van zijn eigen toetsing beslissen of hij de zaak al dan niet voor de Kamer van inbeschuldigingstelling kan brengen. Hij kan op dat niveau dus nog seponeren. Dat kan nog altijd, maar de burgerlijke partij waarvan de ernst blijkt, kan de zaak nu zelf door de Kamer van inbeschuldigingstelling laten vaststellen binnen de termijnen die in de tekst zijn vermeld. De KI kan nadien oordelen of er voldoende elementen zijn om te verwijzen naar het hof van assisen.

Waarom is de term «de burgerlijke partij die ernstig blijkt» zo belangrijk? In het voorstel is immers bepaald dat de KI de ernst van de burgerlijke partij kan toetsen, behalve voor het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding. De ernst van deze burgerlijke partij is per definitie vastgelegd in de wet, waarvoor de organieke wet op het centrum trouwens werd gewijzigd.

Het wetsvoorstel werd door de negen aanwezige leden eenparig aangenomen. (*Applaus.*)

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Verreycken.

De heer Verreycken (VI. Bl.). — Mijnheer de voorzitter, ik heb een vraag voor de rapporteur. Ik lees in de voorlaatste paragraaf op pagina 4, van het rapport: «Elle a pour unique effet de bloquer l'affaire», terwijl in het Nederlands wordt vermeld: «De zaak wordt enkel gedeblokkeerd.» Gaat het over hetzelfde? Ik neem aan dat de Franse versie de juiste is en dat de zaak wordt geblokkeerd.

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Coveliers.

De heer Coveliers (VLD), rapporteur. — Mijnheer de voorzitter, ik dank de heer Verreycken voor deze opmerking. De Nederlandstalige versie is natuurlijk de juiste. In de Franse tekst moet er «débloquent» staan.

De voorzitter. — De veronderstelling dat de Franse tekst de juiste is, is dus fout.

Het woord is aan de heer Erdman.

De heer Erdman (SP). — Mijnheer de voorzitter, de rapporteur heeft bij dit wetsvoorstel reeds heel wat toelichting gegeven, zodat ik mijn uiteenzetting kan beperken. Ik dank de leden van de commissie in elk geval voor de bijzondere aandacht die zij voor dit voorstel hebben gehad. Het wetsvoorstel sluit aan bij de bekommernis van de minister om de benadering van het slachtoffer in het strafproces, de erkenning van bepaalde rechten van de burgerlijke partijen en het openbaar ministerie, dat soms veel te lang wacht om zichzelf te «toetsen», dynamischer te maken. Tegelijkertijd wordt het gerechtelijk apparaat een antwoord geboden op de concrete vragen naar aanleiding van klachten en burgerlijke partijstellingen.

Ik heb de vingerwijzingen van de Raad van State goed begrepen. De voorganger van de minister heeft zich door mijn suggestie voor een «assisen light» laten inspireren bij zijn voorstel om de gehele assisenprocedure te hervormen. Deze hervorming was trouwens opgenomen in de regeringsverklaring en zal naar alle waarschijnlijkheid ook in de volgende regeringsverklaringen staan, aangezien er nog onvoldoende tijd overblijft om een dergelijk fundamenteel probleem op te lossen.

Het voorstel vloeit voort uit vaststellingen op het terrein. De rapporteur heeft terecht gewezen op de procedure in artikel 217. Zodra de procedure voor de raadkamer is afgesloten, worden de documenten overgezonden naar de procureur-generaal. Een beetje archaïsch bepaalt artikel 217 dat de procureur-generaal over een termijn van vijf dagen beschikt om de zaak te bestuderen. Binnen deze termijn moet hij een verslag overhandigen aan de Kamer van Inbeschuldigingstelling, wat in de praktijk echter nooit gebeurt. Overigens wordt ook niet in een sanctie voorzien in geval deze termijn wordt overschreden.

Essentieel in dit wetsvoorstel is de bepaling dat de zaak op het niveau van de procureur-generaal niet kan worden geblokkeerd. Geen enkele partij beschikt immers over de mogelijkheid om de procedure voort te zetten. Het wetsvoorstel heeft de bedoeling de burgerlijke partijen een mogelijkheid te geven om de zaak te deblokken. Hierbij moet echter worden opgemerkt dat het moet gaan om burgerlijke partijen die op dat ogenblik reeds partij zijn in het geding. Men kan zich niet burgerlijke partij stellen voor de Kamer van Inbeschuldigingstelling, aangezien men als gewone benadeelde partij daartoe geen toegang heeft.

Ik ben er steeds van uitgegaan dat de burgerlijke partijen de mogelijkheid zouden moeten krijgen om te interveniëren, zodra de termijnen bepaald in artikel 217 zijn verlopen. Terecht werd gevraagd of geen reflectietijd moet worden ingebouwd en of de procureur-generaal niet over een bepaalde termijn moet kunnen beschikken waarin hij zich kan beraden over het dossier. De commissie voor de Justitie oordeelde na discussie dat een termijn van een maand moest worden ingelast. Een eerste optie was dat de burgerlijke partij een maand zou moeten wachten, wat echter niet logisch was, gelet op het feit dat de termijn in artikel 217 vijf plus vijf dagen bedraagt. Uiteindelijk is men ingegaan op het tweede amendement van mevrouw Jeanmoye, waarin wordt gesteld dat de procureur-generaal een maand krijgt om zich te beraden en vervolgens krachtens artikel 217 vijf dagen om verslag uit te brengen. Na verloop van die termijn krijgt de burgerlijke partij de mogelijkheid om te ageren.

Vervolgens zal de Kamer van Inbeschuldigingstelling de ernst van de vraag van de burgerlijke partij onderzoeken door de ernst van de burgerlijke partij te toetsen. Deze regeling wijkt misschien af van de huidige procedure, maar sluit aan bij de wet-Franchimont.

Het is onaanvaardbaar dat iemand zich burgerlijke partij stelt en nadien van dat recht gebruik maakt om de procedure op gang te brengen. De beoordeling van de ernst van de burgerlijke partij wordt ingebouwd op het niveau van de Kamer van Inbeschuldigingstelling. Deze hoedanigheid wordt — binnen de perken van de opdracht — erkend in hoofde van een wettelijk opgericht orgaan, namelijk het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding.

Zodra de Kamer van Inbeschuldigingstelling te maken krijgt met een dossier, zijn er verschillende mogelijkheden. Ze wordt geconfronteerd met een dossier in de staat waarin het zich bevindt. De Kamer van Inbeschuldigingstelling behoudt haar volledige bevoegdheid. Indien ze oordeelt dat het dossier onvolledig is, kan ze het terugzenden voor aanvulling en voor het verrichten van nieuwe onderzoeksdaden. Ze kan vaststellen dat er geen grond is tot verzending omdat de kwalificaties niet voorhanden zijn. Indien het dossier volledig is, kan ze het verzenden.

In deze omstandigheden beschikt de burgerlijke partij over een hefboom om in het kader van deze procedure een actieve rol te spelen. In sommige dossiers kan immers geen actie worden vastgesteld.

Ik hoop hiermee een bijdrage te hebben geleverd op het vlak van de erkenning van de rechten van de betrokken partijen — slachtoffers die zich burgerlijke partij hebben gesteld — en inzake het deblokken van dossiers die, zoals de heer Coveliers in zijn uitstekend verslag heeft onderstreept, een aanleiding zijn om bepaalde misdrijven die op dit ogenblik onder de bevoegdheid van het hof van assisen vallen, niet te vervolgen.

Ik heb nog een laatste bedenking omdat dit debat door de feiten wordt achterhaald. Ik ben mij ervan bewust dat opvattingen evolueren. Ik heb indertijd herhaaldelijk gezegd dat ik het er niet helemaal mee eens ben dat men in het kader van een mogelijke herziening van artikel 150 zou oordelen dat bepaalde categorieën van misdrijven moeten worden «gecorrectionaliseerd». Het advies van de Raad van State over mijn eerste voorstel bevat zeer lovenswaardige en juridisch onderbouwde argumenten. Bovendien waren er de reacties van de organisaties die de pers vertegenwoordigen. Ondanks de recente uitlatingen en toelichtingen die ik als indiener van dit voorstel in de commissie heb gegeven, stel ik vast dat de geesten evolueren en dat de politieke wil bestaat om in het kader van een herziening van artikel 150 sommige misdrijven te correctionaliseren.

Deze vaststelling op politiek vlak moet juridisch worden onderbouwd. Bovendien moeten de verschillende voorstellen op elkaar worden afgestemd.

Het voorstel dat wij vandaag bespreken, biedt het voordeel dat men niet verzeilt in een constitutioneel debat. Het heeft een algemene draagwijdte, is operationeel en bevordert de samenwerking tussen de gerechtelijke instellingen, zowel op het vlak van het openbaar ministerie, dat een enorme verantwoordelijkheid heeft, als op het vlak van de burgerlijke partij, die rechtstreeks betrokken is. De Kamer van Inbeschuldigingstelling kan uiteraard nog steeds een objectieve en neutrale beoordeling van het dossier formuleren.

Ik dank de commissie voor het vertrouwen in dit voorstel, dat eenparig door de aanwezige leden werd goedgekeurd. Ik hoop dat de Senaat dit voorbeeld zal volgen. (*Applaus.*)

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Verreycken.

De heer Verreycken (Vl. Bl.). — Mijnheer de voorzitter, vandaag blokletterde *Het Nieuwsblad* dat de criminaliteit stijgt. Deze stijgt niet subjectief, maar objectief. De politici pakken echter de boodschapper die hier al jaren voor waarschuwt.

In dezelfde krant wijst de Antwerpse commissaris Dyck op een reden voor die stijging. Uit voorzichtigheid citeer ik hem letterlijk: «Laten we er geen doekjes om winden. De enorme toevloed van asielzoekers, vooral uit Joegoslavië, heeft zijn weerslag op de cijfers. Die mensen hebben gewoon een heel ander normbesef dan wij.»

Indien dit wetsvoorstel wet is geworden en ik identiek dezelfde uitspraak zou doen, maar Joegoslavië vervang door Marokko, dan zal het inquisitiecentrum van pater Leman mij aanklagen.

Met dit wetsvoorstel krijgt dat inquisitiecentrum de mogelijkheid om een zaak voor de kamer van inbeschuldigingstelling te brengen, zelfs wanneer de procureur-generaal meent dat de aanklacht te licht weegt of enkel een partijpolitiek doel dient.

De heer Moens, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Dit alles is het gevolg van een doorzichtige heksenjacht op mijn partij. Deze heksenjacht was overigens ook de aanleiding tot het voorstel, waarin een verkorte assisenprocedure werd vooropgesteld.

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Coveliers.

De heer Coveliers (VLD), rapporteur. — Mijnheer de voorzitter, de tekst die de heer Verreycken citeert, is geen uiting van racisme, ook al verandert men Joegoslavië in Marokko of Algerije. Het is immers een vaststelling. Hieruit evenwel afleiden dat alle Joegoslaven, Marokkanen of Afrikanen criminelen zijn, is racisme.

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Verreycken.

De heer Verreycken (Vl. Bl.). — Mijnheer de voorzitter, de indieners van dit wetsvoorstel zouden moeten ophouden met het tegen elkaar opbieden om aan te tonen wie de grootste antiracist is. Vandaag kreeg ik het wetsvoorstel in handen dat op 8 december door een lid van de meerderheid werd ingediend in de Kamer, waarin expliciet wordt verwezen naar artikel 444 van het Strafwetboek, waar radio en televisie niet nominatief in opgesomd zijn. Het is de bedoeling dat ook tegen elke uitspraak in die media kan worden gereageerd, wat enkel dient om aan te tonen dat de indiener nog meer antiracistisch is dan de anderen. Denk in dit verband maar aan de heer Eerdekens en nu ook aan de heer Lefevre.

Het openen van die deur is waanzinig gevaarlijk voor iedereen die ooit politiek incorrect is. Vandaag ben ik dat, morgen kan dat de heer Coveliers zijn. Iedereen kan ooit politiek incorrect worden bevonden, indien het oordeel daarover wordt overgelaten aan andere politici die uiteraard betrokken partij zijn.

Wie bepaalt of een drukpersmisdrijf al dan niet politiek correct is? Niet de burger noch de kiezer of degene die door criminaliteit wordt geteisterd en al evenmin de lezer van de gewraakte teksten of de doelgroep van de schrijver beoordelen dat, maar de politici die een inquisitiecentrum subsidiëren en «sturen».

De Raad van State liet aan duidelijkheid niets te wensen over; hij verwees het eerste voorstel naar de prullenmand. Hij adviseerde om ofwel de Grondwet te wijzigen om de hele assisenprocedure te herzien, ofwel te zwijgen. De Raad van State stelde zijn vernietigend advies enkel op de beginlijnen van het voorstel in de volgende bewoordingen: «Gelet op het vorenstaande heeft de Raad van State zijn onderzoek niet voortgezet. Het stilzwijgen van de Raad van State over andere kwesties dan de onderzochte, mag niet worden uitgelegd als een vermoeden van overeenstemming of niet-overeenstemming van het voorstel van wet met onze rechtsordening.»

De indieners van het wetsvoorstel hebben deze passus blijkbaar niet gelezen en enkel de door de Raad van State besproken punten in hun voorstel aangepast, zonder het nieuwe voorstel, ditmaal in zijn geheel, te laten toetsen door de Raad van State.

Gezien deze opmerkingen en de passus die ik uit het advies van de Raad van State heb voorgelezen, zie ik me formeel verplicht aan de senaatsvoorzitter te vragen om dit voorstel voor advies aan de Raad van State over te zenden, ditmaal voor beoordeling van het geheel, en niet alleen van de eerste regels.

De Raad van State heeft naar eigen zeggen de tekst nog niet volledig onderzocht wat mijns inziens toch noodzakelijk is.

Mijn vraag is ook gestoeld op de noodzaak van een vrije pers, die door dit voorstel echter wordt onderworpen aan de inquisitie van pater Leman. Bij toepassing van het voorstel moet dit centrum zelfs niet aantonen dat zijn burgerlijke partijstelling gegrond is. Het verslag vermeldt hierover: «De gerechtelijke overheden moeten de mogelijkheid hebben om de ontvankelijkheid van de burgerlijke partijstelling te beoordelen.» Dat is logisch, maar voor het centrum wordt hierop een uitzondering gemaakt. De burgerlijke partijstelling van het centrum is kennelijk impliciet ontvankelijk.

Als ik dit lees, dan begrijp ik de tegenzin van de indieners om de Raad van State nogmaals te raadplegen. Zij vrezen immers dat een dergelijke ongelijke behandeling van de burgerlijke partijen, zoals in tekst en verslag verweven, onmiddellijk zal worden weggelachen.

Het centrum kan beschikken over een miljoenennotatie van de overheid. In 1994 betaalde het centrum nauwelijks 51 000 frank aan erelonen voor advocaten; in 1997 beliep dat bedrag reeds 680 888 frank, zoals blijkt uit het antwoord op een schriftelijke vraag. Het centrum is boven alle verdenking verheven en moet niet aantonen dat het terzake ook maar enig belang heeft: zijn burgerlijke partijstelling is sowieso ontvankelijk.

Geen enkele gewone burgerlijke partij kan dergelijke honoraria ophoesten. Op kosten van de belastingbetaler kan het centrum echter wel investeren in dergelijke procedures. Deze flagrante ongelijkheid zal door de Raad van State worden weggelachen.

Op kosten van de belastingbetaler ontpopt zich dit politiek geïnspireerd centrum — zich gesteund wetend door de indieners van dit voorstel — tot een echte gedachtepolitie zoals blijkt uit een artikel van Paul Geudens in *Gazet van Antwerpen* van 7 december jongstleden: «Tenslotte deed pater Leman nog zijn duit in het zakje. Hij vroeg zich af waarom de media per se de nationaliteit van de dertienjarige jongen uit Schaarbeek moesten onthullen. Volgens Leman is dat niet relevant. Gaat het centrum dan binnenkort uitmaken wat relevant is en wat niet? Dat kan niet. De bestaansreden van de pers ligt er juist in te informeren. Niet om te verzwijgen.»

Pater Leman treedt op als inquisiteur, als gedachtepolitie op kosten van de belastingbetaler. Met dit voorstel krijgt hij een vrijbrief waardoor hij niet langer moet aantonen dat hij belang heeft bij een dagvaarding. De gedrevenheid van de pater kennende zal hij het echter niet nalaten de pers te dagvaarden.

Een van de basisvrijheden van een democratisch bestel, de vrijheid van pers, moet vandaag wijken voor de strijd tegen één politieke partij. Tegelijkertijd worden de vrijheid van meningsui-

ting en de vrijheid van spreken afgeschaft. Wie dergelijke aantasting van vrijheden nog democratisch noemt, spiegelt zich ongetwijfeld aan de zegeningen van de voormalige DDR, maar heeft geen notie van waarachtige vrijheid, van waarachtige democratie.

Een laatste aandachtspunt is de bevoegdheid van de procureur-generaal. De juristen, die op dit ogenblik in de zaal in de meerderheid zijn, weten dat door de verticale integratie van het openbaar ministerie alle zaken in beroep zullen worden behandeld door de procureur die zich er in eerste aanleg over boog. Dit is de bedoeling. De procureur-generaal behoudt enkel nog in assisenzaken zijn bevoegdheid. Nu komt ook daar zijn onpartijdigheid in het gedrang, omdat hij zich niet zal willen laten passeren door een burgerlijke partij. Wanneer de procureur-generaal meent niet te moeten verwijzen naar de kamer van inbeschuldigingstelling, zal hij toch overwegen om dit te doen uit vrees dat anders het inquisitiecentrum van Leman hem hiertoe zal verplichten. Hij zal zijn oorspronkelijk oordeel, dat een oordeel was na rijp beraad, moeten overlaten aan de kamer van inbeschuldigingstelling.

De minister merkte in de commissie op dat de opportuïteitscontrole niet langer wordt toegewezen aan de procureur-generaal, maar aan de burgerlijke partij. Ik citeer de minister: «De filter van het openbaar ministerie zal niet meer aanwezig zijn en de burgerlijke partij zal misschien niet de noodzakelijke afstand kunnen bewaren om de opportuïteitscontrole te kunnen doen.»

De kamer van inbeschuldigingstelling zal dus alleen oordelen over bevoegdheden en over het al dan niet sprake zijn van een misdrijf, maar het zal het inquisitiecentrum zijn dat, niet gehinderd door enige democratische beweging, zal oordelen over de opportuïteit.

De indiener van het voorstel is trouwens duidelijk. Geen enkele juridische opmerking, geen enkel beroep op democratische vrijheden, niets kan hem stoppen het Vlaams Blok met alle middelen te bestrijden. Ik citeer uit het verslag: «Indien de parketten exemplatief ...» — de indiener meent ongetwijfeld dat voorbeeldfunctie niet belangrijk genoeg klinkt — «... hadden gebracht, was het voorstel niet noodzakelijk.» Ook de draagwijdte van de assisenprocedure is «exemplatief». Die domme parketten, die domme magistraten begrepen blijkbaar niet dat politieke belangen, politieke zetels moesten worden verdedigd en dat daarvoor grondwettelijke vrijheden moeten sneuvelen. Zelfs na oproepen van de indiener en van het centrum Leman in de media, seponneerden zij sommige klachten. Dergelijke wandaden van de magistratuur moeten uiteraard worden afgestraft. Daarom werd dit voorstel ingediend.

Samengevat. De Raad van State verwierp het eerste voorstel op grond van de inleidende zin ervan, maar stelde meteen in zijn advies dat het daarmee geen vrijbrief gaf voor de andere oogmerken van het voorstel. De Raad van State was zeer duidelijk. De indiener wijzigde enkel de eerste regels, de enige regels die de Raad van State had beoordeeld. Hij maakte een soort programmatiek door twee wetsvoorstellen in één te bundelen en aan ons oordeel voor te leggen. Ik meen dat een nieuw advies van de Raad van State over dit voorstel nodig is. Tevens meen ik dat noch de persvrijheid, noch de vrijheid van meningsuiting en de vrijheid van spreken mogen worden aangetast. Na de inwerkingtreding van dit voorstel kan iedereen deze vrijheden viseren en worden de media gecontroleerd door de «gedachtenpolitie» van Leman.

De hoofdredacteur van een krant die normaal niet de mijne is, namelijk *De Morgen*, schreef vandaag in zijn opinie-artikel over het Parlement: «Sluit de tent.» Dit doet ongetwijfeld denken aan de stroming die in Italië tijdens het interbellum opgang maakte met de slogan «weg met de politiek». Niet wij zijn de oorzaak van dit artikel, maar wel de beknotters van de democratische vrijheden die vandaag opnieuw het Parlement misbruiken om partijpolitieke spelletjes te spelen, terwijl de gemeenschap verder wordt aangetast door datgene wat het Vlaams Blok, de vermaledijde boodschapper, zal blijven aanklagen. Want zoveel zal intussen wel duidelijk zijn: wij zullen niet zwijgen, niet voor de vloek van Toetanchamon, niet voor de vloek van de SP en Erdman, niet voor de vloek van pater Leman. Wij zullen voor niemand zwijgen. (*Applaus.*)

De voorzitter. — Mijnheer Verreycken, het antwoord op uw vraag om de Raad van State te raadplegen, is zeer eenvoudig: ofwel schaarft u voldoende senatoren achter u om deze vraag dwingend te maken, ofwel maakt de voorzitter van de Senaat van zijn bevoegdheid gebruik om deze vraag aan de Raad van State te stellen. Ik zal voorzitter Swaelen uw verzoek voorleggen. Hij zal u morgen een antwoord geven.

De heer Verreycken (Vl. Bl.). — Mijnheer de voorzitter, ik heb in mijn uiteenzetting inderdaad gezegd dat ik de voorzitter van de Senaat vraag de Raad van State te raadplegen. Ik ga geen handtekeningen verzamelen. Ik vraag expliciet dat de voorzitter de ernst van de zaak inziet, ingaat op de opmerkingen van de Raad van State bij het eerste voorstel en daaruit met mij afleidt dat een nieuw advies noodzakelijk is.

De voorzitter. — Mijnheer Verreycken, om elk misverstand te vermijden wou ik uw verzoek voorleggen aan voorzitter Swaelen. Hij zal u morgen mededelen welk gevolg aan uw verzoek kan worden gegeven.

Het woord is aan de heer Boutmans.

De heer Boutmans (Agalev). — Mijnheer de voorzitter, ons land heeft er zeer lang mee gewacht, maar intussen is het toch al meer dan tien jaar geleden dat het Parlement het UNO-Verdrag tot uitbanning van alle vormen van rassenhaat en rassendiscriminatie heeft goedgekeurd en geratificeerd. Dat verdrag verplicht ons niet alleen de racistische organisaties te bestrijden en buiten de wet te stellen, maar ook effectief de strijd tegen het racisme op het terrein zo nodig strafrechtelijk aan te gaan.

In de praktijk stellen we vast dat voor het aanzetten tot rassenhaat en rassendiscriminatie — zoals dat in de aard ervan ligt — vaak wordt gebruikgemaakt van de drukpers in de grondwettelijke zin van het woord. Niet juridisch, maar wel in de feiten belet dit de vervolging ervan en dus de naleving van onze volkenrechtelijke verplichting. Het is dus logisch dat we naar oplossingen zoeken en eerlijk gezegd kan ik het advies van de Raad van State op dit punt niet volgen. Ik zal de polemiek hierover niet aangaan, maar ik ben van mening dat de Raad van State te weinig rekening houdt met het feit dat het om een volkenrechtelijke verbintenis gaat.

Ik kan akkoord gaan met wat collega Erdman heeft gezegd in verband met de oplossing die in onderhavig wetsvoorstel wordt gegeven en zal zijn argumenten dan ook niet herhalen. In elk geval scheidt het voorstel meer mogelijkheid om tot effectieve vervolging over te gaan, indien men vermoedt dat er werkelijk een delict met de drukpers is gepleegd. Omdat het voorstel een algemene draagwijdte heeft, versterkt het eveneens de positie van het slachtoffer in het Belgisch strafrecht. Het is immers eveneens van toepassing op andere zaken die niet onder de wet op de bestrijding van rassenhaat en rassendiscriminatie valt.

Persoonlijk blijf ik er voorstander van om specifiek voor misdrijven waarvan de bestraffing een volkenrechtelijke verbintenis is, toch niet het hof van assisen in te schakelen, omdat dit een loodzware en dus bijzonder weinig effectieve procedure blijft. Ik hoop dan ook dat artikel 151 van de Grondwet in die zin kan worden gewijzigd. Het aanvaarden van dit voorstel betekent niet dat we de andere weg afsluiten.

Aangezien de minister samen met het College van procureurs-generaal het strafrechtelijk beleid bepaalt, is het misschien aangegeven een richtlijn uit te vaardigen over de vervolging van dit soort delicten. Bij de parketten wordt immers systematisch, om opportuïteitsredenen, geen vervolging ingesteld. In een aantal gevallen zal die opportuïteitsregel nu minder spelen. De kamer van inbeschuldigingstelling zal nu, volgens de normale toepassing van de Belgische wet, niet over de opportuïteit, maar over het bestaan van voldoende bezwaren oordelen. Ik hoop alleen dat de blokkade zich niet op het niveau van eerste aanleg zal blijven afspelen. Dat is een reden te meer om toch eens aan zo een richtlijn te denken. (*Applaus.*)

De voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene bespreking gesloten en vatten we de artikelsgewijze bespreking aan.

Plus personne ne demandant la parole, la discussion générale est close et nous passons à l'examen des articles.

L'article premier est ainsi libellé :

Article premier. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. Dans le livre II, titre II, chapitre premier, du Code d'instruction criminelle, l'alinéa premier de l'article 217 est remplacé par ce qui suit :

«Le procureur général près la cour d'appel sera tenu de mettre l'affaire en état dans le mois de la réception des pièces qui lui auront été transmises en exécution de l'article 133 ou de l'article 135, et de faire son rapport dans les cinq jours suivants au plus tard.»

Art. 2. In boek II, titel II, hoofdstuk I, van het Wetboek van strafvordering, wordt het eerste lid van artikel 217 vervangen als volgt :

«De procureur-generaal bij het hof van beroep is gehouden de zaak in gereedheid te brengen binnen een maand na ontvangst van de stukken die hem zijn toegezonden ter voldoening aan artikel 133 of aan artikel 135, en uiterlijk binnen de volgende vijf dagen verslag te doen.»

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Erdman.

De heer Erdman (SP). — Mijnheer de voorzitter, ik wens toch een opmerking te formuleren bij artikel 2. Het gaat hier om een wijziging van het huidige artikel 217 van het Wetboek van strafvordering. Bij de bespreking van de verticale integratie van het openbaar ministerie heeft de regering een verbintenis aangegaan. Als die wet van kracht wordt, zal de Raad van State de wetgeving moeten coordineren. Het is dus totaal ongerijmd met betrekking tot de functie van procureur-generaal nu al vooruit te lopen op een wetgeving die nog moet worden gecoördineerd als ze van toepassing wordt.

De voorzitter. — Ik breng artikel 2 in stemming.

Je mets aux voix l'article 2.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le président. — L'article 3 est ainsi libellé :

Art. 3. Dans le livre II, titre II, chapitre premier, du Code d'instruction criminelle est inséré un article 217bis, qui est rédigé comme suit :

«Art. 217bis. Lorsque le procureur général n'a pas saisi la chambre des mises en accusation de l'affaire suivant les conditions et dans les délais définis à l'article précédent, toute partie civile peut demander, par une requête déposée au greffe de la cour d'appel, à la chambre des mises en accusation, de procéder à la fixation de l'affaire devant elle dans le mois de la transmission des pièces par le procureur général en application de l'article 133. À moins que la constitution de partie civile ne semble manifestement irrecevable, la chambre des mises en accusation continuera à examiner, conformément aux dispositions du présent chapitre, l'affaire qui lui est soumise.»

Art. 3. In boek II, titel II, hoofdstuk I, van het Wetboek van strafvordering wordt een artikel 217bis ingevoegd, luidende :

«Art. 217bis. Wanneer de procureur-generaal de zaak niet voor de kamer van inbeschuldigingstelling aanhangig heeft gemaakt binnen de voorwaarden en termijnen bepaald in het vorige artikel, kan elke burgerlijke partij in een verzoekschrift neergelegd ter griffie van het hof van beroep, de kamer van inbeschuldigingstelling verzoeken over te gaan tot dagstelling van de zaak voor de kamer van inbeschuldigingstelling binnen de maand

na de overhandiging van de stukken door de procureur-generaal overeenkomstig artikel 133. Behoudens indien de burgerlijke partijstelling kennelijk onontvankelijk lijkt, zal de kamer van inbeschuldigingstelling de aldus voor haar aanhangig gemaakte zaak verder behandelen overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. L'article 3, deuxième alinéa, 5°, de la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme est complété par la disposition suivante :

«; pour ce faire, le centre peut se constituer partie civile.»

Art. 4. Artikel 3, tweede lid, 5°, van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding wordt aangevuld met de volgende bepaling :

«; hiertoe kan het centrum zich burgerlijke partij stellen.»

— Adopté.

Aangenomen.

De voorzitter. — De commissie stelt volgend nieuw opschrift voor: wetsvoorstel tot wijziging van artikel 217 en tot invoeging van een artikel 217bis in het Wetboek van strafvordering, en tot aanvulling van artikel 5 van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding.

La commission propose un nouvel intitulé ainsi libellé : proposition de loi modifiant l'article 217 et insérant un article 217bis dans le Code d'instruction criminelle, et complétant l'article 5 de la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

Is de Senaat het eens met die tekst ?

Ce texte rencontre-t-il l'accord du Sénat ? (*Assentiment.*)

Het nieuw opschrift is goedgekeurd.

Le nouvel intitulé est approuvé.

We stemmen later over het geheel van het wetsvoorstel.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble de la proposition de loi.

PROJET DE LOI MODIFIANT LE TITRE PRÉLIMINAIRE DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, EN CE QUI CONCERNE LA PRESCRIPTION DE L'ACTION PUBLIQUE (ÉVOCATION)

Discussion générale

(Article 60 du Règlement)

WETSONTWERP TOT WIJZIGING, WAT DE VERJARING VAN DE STRAFVORDERING BETREFT, VAN DE VOORAFGAANDE TITEL VAN HET WETBOEK VAN STRAFVORDERING (EVOCATIE)

Algemene bespreking

(Artikel 60 van het Reglement)

M. le président. — Nous abordons l'examen du projet de loi.

We vatten de bespreking aan van het wetsontwerp.

Conformément à notre Règlement, le texte adopté par la commission servira de base à notre discussion. (*Voir document n° 1-1177/3 de la commission de la Justice du Sénat. Session 1998/1999.*)

Volgens het Reglement geldt de door de commissie aangenomen tekst als basis voor de bespreking. (*Zie gedrukt stuk nr. 1-1177/3 van de commissie voor de Justitie van de Senaat. Zitting 1998/1999.*)

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

La parole est à la rapporteuse pour un rapport oral.

Mme Delcourt-Pêtre (PSC), rapporteuse. — Monsieur le président, la commission de la Justice a examiné ce projet de loi lors de sa réunion du 8 décembre 1998.

Dans son exposé introductif, le ministre a insisté sur le fait que le projet institue le principe suivant lequel la prescription de l'action publique est suspendue à l'égard de toutes les parties à partir du jour de l'audience où l'action publique est introduite devant la juridiction de jugement, selon les modalités fixées par la loi. Quatre exceptions ont toutefois été prévues corrigeant le système, afin d'éviter tout laxisme dans le chef de la magistrature.

La première exception vise le cas où la juridiction de jugement décide, d'office ou sur requête du ministère public, de reporter l'examen de l'affaire pour une durée indéterminée. Pareille décision est le plus souvent fondée sur la constatation que l'affaire n'est pas en état. Cette situation, qui peut résulter d'un manquement du ministère public dans la préparation de l'affaire, ne devrait pas pouvoir porter préjudice au prévenu. Dans ce cas, la prescription de l'action publique recommence à courir à partir du jour de la prise de cette décision par la juridiction de jugement et jusqu'au jour où celle-ci reprend l'examen de l'affaire.

La deuxième exception se fonde sur le même raisonnement. Lorsque la juridiction de jugement décide, d'office ou sur requête du ministère public, de reporter l'examen de l'affaire en vue de l'accomplissement d'actes d'instruction complémentaires concernant le fait mis à charge, la prescription recommence à courir à partir du jour de la décision prise par la juridiction de jugement et jusqu'au jour où celle-ci reprend l'examen de l'affaire.

La troisième exception concerne le cas dans lequel le seul ministère public interjette appel. La décision d'interjeter appel qui émanerait exclusivement de l'instance qui poursuit ne peut, du moins en ce qui concerne la prescription, avoir de conséquences néfastes pour l'inculpé: la suspension sera interrompue et la prescription recommencera à courir à partir de la signification de l'appel jusqu'au jour où la juridiction de jugement en degré d'appel connaîtra de l'affaire selon les modalités fixées par la loi.

La quatrième exception prévoit que la nouvelle cause de prescription ne peut engendrer d'imprescriptibilité de facto de l'action publique. Aussi prévoit-elle que la juridiction de jugement doit statuer sur l'action publique dans un certain délai. Une fois celui-ci dépassé, la suspension sera interrompue et la prescription courra jusqu'au jour du jugement statuant sur l'action publique. Ce délai est fixé à un an, tant pour la juridiction de jugement en première instance que pour la juridiction de jugement en degré d'appel.

Le ministre est d'avis que le projet est bien structuré: les droits de la défense sont bel et bien respectés, le projet incite à une diligence des autorités judiciaires. Le texte apporte une solution aux problèmes fondamentaux liés à la prescription de l'action publique et constitue une approche intéressante dans l'incitation à la diligence des autorités judiciaires.

Dans la discussion générale, un membre observe que le texte apporte une solution valable aux problèmes qui peuvent se poser lors du traitement d'une affaire. Le texte présente une approche analogue à celle de la procédure civile: la suspension de la prescription dès la saisine de la juridiction de fond. Cette solution est simple et tient compte des droits de la défense. Selon le même membre, dans le cas des exceptions prévues aux deux premiers tirets de l'article 24, 1^o, proposé, il devrait être précisé que lorsque c'est la défense qui demande le report de l'affaire ou des actes d'instruction complémentaires, qui lui sont accordés, la prescription ne recommence pas à courir. Lorsque, par contre, ces mesures ont été prescrites d'office ou sur requête du ministère public et avec l'accord de la victime, elles ne peuvent aucunement empêcher la prescription de courir.

En ce qui concerne le calcul du délai, il faudrait que le ministre demande, par circulaire, au ministère public de joindre au dossier un aperçu des éléments interruptifs de la prescription déjà survenus, de manière telle qu'à l'introduction de l'affaire, on ait une vision claire des délais de prescription restants.

Un autre membre a estimé qu'adopter les règles de la prescription dans le but de répondre à des problèmes circonstanciels sur le terrain ne constitue pas une bonne méthode légistique. En fait, le principe de la suspension de la prescription est introduit pour éviter que le sentiment d'impunité s'empare de l'opinion publique parce que la justice ne serait pas rendue.

Ce membre a émis d'autres réserves, en bonne partie identiques à celles formulées par l'Ordre des avocats.

La lecture de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage incite à ne pas voter une loi qui aurait pour effets, dans une procédure en cours, de faire perdre certaines protections prévues par la législation actuelle, et donc à ne pas voter de lois spécifiquement motivées par une situation particulière.

Le respect du principe du délai raisonnable est très important. Il conviendrait de débattre de cette notion de délai raisonnable en s'inspirant de la jurisprudence des autres pays européens et de la Cour européenne de Strasbourg. Le délai raisonnable est un élément essentiel qui doit être pris au sérieux.

En outre, il ne paraît pas adéquat de modifier les règles relatives à la prescription de l'action publique pour résoudre un problème se posant dans une affaire pendante. Le problème réel qui se pose n'est pas tant un problème lié à notre système de prescription de l'action publique qu'un problème lié à la correctionnalisation des crimes, laquelle a des effets sur les délais de prescription de l'action publique. Une solution au problème de fond consisterait à revoir la procédure d'assises de telle sorte qu'il ne soit plus jugé nécessaire de correctionnaliser toute une série de crimes dans le seul but d'éviter cette procédure d'assises.

Il n'est pas certain, par ailleurs, que la première exception prévue au principe du nouvel article 24, 1^o, soit efficace: il suffit que le juge décide de remettre l'affaire de date en date plutôt que sine die pour la tenir en échec.

Enfin, il n'est pas certain non plus que cette proposition apporte une solution à la situation circonstancielle qui a suscité sa rédaction: la prolongation d'un an du délai de prescription de l'action publique, qui est une affaire extrêmement complexe, ne sera peut-être pas suffisante.

Le ministre a répondu en soulignant tout d'abord que le calcul des délais est déjà très compliqué à l'heure actuelle. Cependant, il examinera la possibilité de rédiger une circulaire en collaboration avec le Collège des procureurs généraux.

En ce qui concerne les effets de la modification législative sur les procédures en cours, la Cour de cassation, dans sa jurisprudence, a clairement établi le principe suivant lequel une nouvelle loi relative à l'action publique produit immédiatement ses effets dès son entrée en vigueur, de sorte qu'elle s'applique à toutes les actions publiques qui sont nées avant son entrée en vigueur et qui ne sont pas encore prescrites à cette date, en vertu de l'ancienne loi.

Par ailleurs, le ministre a fait remarquer que la base du projet de loi est une proposition qui avait été déposée *in tempore non suspecto*, et donc pas en fonction d'un dossier particulier.

En ce qui concerne l'exigence du respect du délai raisonnable, le ministre a confirmé que le respect de ce délai est un droit fondamental. Un débat doit avoir lieu par rapport à ce concept. Le ministre s'est engagé à préparer ce débat, en tenant compte des aspects de droit comparé à cet égard.

Le ministre a encore fait remarquer que, dans un dossier concret, le juge peut toujours estimer que le délai raisonnable a été dépassé, même si l'affaire n'est pas prescrite, et que, par ailleurs, le contenu des accords «octopus» contribue à garantir le respect du principe du délai raisonnable.

En ce qui concerne le problème de la correctionnalisation des crimes, un débat est, là aussi, nécessaire, dans le cadre plus général d'un débat sur une réforme de la procédure devant la cour d'assises.

Enfin, le ministre déclare que le problème de la durée excessive du traitement des dossiers doit être attaqué à la base. La réorganisation du ministère public et sa verticalisation peuvent contribuer à une plus grande efficacité en la matière.

Le projet de loi a été adopté en commission par huit voix et une abstention.

Monsieur le président, je voudrais à présent exprimer la position de mon groupe par rapport à ce texte.

Le PSC regrette la précipitation dans laquelle cette réforme a été réalisée. Le régime de la prescription de l'action publique est un élément capital de notre procédure pénale. Bien que procédural, ce système n'est pas assimilable à un ensemble de règles purement techniques. Les règles de la prescription influencent de façon déterminante le respect effectif du droit au procès équitable pour toutes les parties à la cause. Modifier le régime de la prescription de manière circonstancielle risque de nous faire passer à côté des causes réelles des problèmes mis en avant par le dossier de circonstance. Cette réforme ne doit pas nous dispenser de procéder à une analyse de ces causes: la lenteur de l'information et de l'instruction, la succession des magistrats, le manque de moyens, les relations défectueuses entre magistrats du parquet et juge d'instruction, entre parquet et procureur général, l'abus dans les demandes d'actes d'instruction complémentaires sont autant de dysfonctionnements qui ont retardé les phases de la procédure du dossier en question. Rappelons-nous que celui-ci a fait l'objet d'une décision de renvoi devant le tribunal correctionnel alors que les faits reprochés étaient des crimes particulièrement graves relevant, en principe, de la compétence de la cour d'assises.

Cette affaire démontre, une fois de plus, la nécessité de revoir sérieusement la procédure devant la cour d'assises dans notre système pénal. C'est pour éviter une procédure lourde et désuète de cette cour que les crimes sont correctionnalisés: 60% des affaires traitées par les tribunaux correctionnels sont des crimes correctionnalisés. À côté de l'aspect choquant qu'elles peuvent avoir pour l'opinion publique, de telles correctionnalisations ont des effets sur la prescription: elles réduisent le délai de prescription des crimes de dix à cinq ans.

L'affaire particulière qui a donné lieu à une modification de la législation relative à la prescription démontre que le problème réel concerne non pas le régime de la prescription proprement dit mais le fonctionnement de la cour d'assises et les effets de la correctionnalisation sur les délais de prescription.

C'est la raison pour laquelle je me suis abstenue de voter ce texte en commission. (*Applaudissements.*)

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandenberghe.

De heer Vandenberghe (CVP). — Mijnheer de voorzitter, in de eerste plaats dank ik de rapporteur, mevrouw Delcourt, voor haar uitstekend mondeling verslag van de commissiebespreking over dit wetsontwerp.

Het is ongetwijfeld met gemengde gevoelens dat de meeste senatoren aan de bespreking van dit wetsontwerp deelnemen. Voor de tweede maal op vier jaar wordt de verjaringstermijn in strafzaken gewijzigd. Tweemaal had die verandering te maken met bepaalde maatschappelijke ontwikkelingen en enkele moeilijke juridische dossiers. Het is natuurlijk niet onoorbaar dat de wetgever door dergelijke feiten wordt geïnspireerd, maar dit brengt wel een risico mee dat hij zich beperkt tot gelegenheidswetgeving en dat hij niet alle principes in ogenschouw neemt die bij een dergelijke wetgeving moeten worden gerespecteerd.

Wat is de eigenlijke zin van de verjaring? Pascal, die een eerder negatief beeld van de mensheid had, zei dat het onrecht dat zich gedurende een zekere tijd handhaaft, recht wordt. In de bijbel staat te lezen: «Laat de doden de doden begraven.» Dat betekent dat na verloop van een zekere tijd de mogelijkheid om billijk over zaken te oordelen objectief afneemt. Na verloop van tijd heeft hij die een oordeel moet uitspreken, de concrete omstandigheden niet beleefd. De beoordeling gebeurt op een ogenblik dat de maatschappelijke weerslag van het oordeel sterk is veranderd, de mogelijkheid van de bewijsvoering verzwakt is. Kortom, al die omstandigheden maken dat men na verloop van tijd over objectief wederrechtelijke zaken met een zekere barmhartigheid moet worden geoordeeld.

De tendens van deze tijd is anders. Deze tijd neemt het woord barmhartigheid — let wel, ik pleit niet voor barmhartigheid in strafzaken — niet meer in de mond. De niet-verjaring van misdaden tegen de mensheid bijvoorbeeld duidt op een nieuwe richting. Men is van oordeel dat deze misdaden aan het oordeel van de

rechter moeten worden onderworpen, welke termijn er ook verlopen is, en dat de geloofwaardigheid van de rechtsorde vereist dat men daarover een oordeel velt.

Precies wegens het bestaan van deze oude en nieuwe stroming nemen wij met gemengde gevoelens aan deze bespreking deel. De ene stroming is historisch gevoed, terwijl de andere wijst op de geloofwaardigheid van de rechtsorde en de noodzaak om de burger die geloofwaardigheid te laten ondervinden. Burgers kunnen zich steeds minder verzoenen met het idee dat voor ernstige misdrijven de verjaring kan worden ingeroepen.

Vanuit deze laatste overweging zal de CVP-senaatsfractie dit wetsontwerp goedkeuren, maar tegelijk waarschuwt zij dat de verlenging van de verjaringstermijn geen vrijbrief mag worden voor het recht op juridische luiheid. Dat is inderdaad één van de gecultiveerde beginselen geworden. Men laat de dossiers rusten, waardoor men natuurlijk in strijd komt met artikel 6, paragraaf 1, van de Europese Conventie voor de rechten van de mens. Dit verdrag speelt een belangrijke rol in onze samenleving en had als voorloper de Universele Verklaring van de mensenrechten waarvan wij morgen het vijftigjarig bestaan vieren. Het EVRM is vandaag zo belangrijk en de naleving ervan wordt dermate effectief gecontroleerd, dat bijvoorbeeld Pinochet Groot-Brittannië niet meer mag verlaten. Dat is een toepassing van het tweede lid van artikel 7 van het EVRM, dat bepaalt dat de internationale gewoonte als een strafwet in acht moet worden genomen bij het beoordelen van strafrechtelijke misdrijven. Dat zijn zeer belangrijke gegevens die wij zeker en vast in ere moeten houden.

Artikel 6, paragraaf 1, van het EVRM bepaalt echter ook dat men bij de behandeling van zowel strafzaken als burgerlijke zaken een redelijke termijn in acht moet nemen. Dit mag geen thema zijn van een zondagspreek, maar moet evenzeer worden beschouwd als een mensenrecht. In het arrest-Golder van 21 februari 1975 oordeelde het Europees Hof van Straatsburg dat de rechten opgesomd in artikel 6 van het EVRM afgeleid zijn van een fundamenteel recht, het recht op een rechtbank.

Dat recht op een rechtbank gaat gepaard met waarborgen in verband met de samenstelling van de rechtbank en in verband met het verloop van het proces. De redelijke termijn is één van die waarborgen in verband met het verloop van het proces. Daardoor wordt een rechtspraak die de Britse juristen nauw aan het hart ligt, maar die in ons systeem weinig bekend is, een mensenrecht. *Justice delayed, is justice denied.* Uitspraak van rechtspraak is rechtswegering. Dat de redelijke termijn in West-Europa een factor van maatschappelijke zorg is, blijkt uit het feit dat 30% van de arresten van het Europees Hof voor de rechten van de mens te Straatsburg verband houdt met de redelijke termijn. Het verbaast mij dat België één van de landen is dat heel laag scoort in verband met de redelijke termijn, wat aantoont dat men met statistieken alles kan bewijzen, ook wat niet juist is.

Bij het bepalen van de redelijke termijn kunnen twee vragen worden gesteld. Welke termijn moet in acht worden genomen en welke termijn is redelijk? De termijn wordt op autonome wijze ingevuld. De termijn begint met de inverdenkingstelling, maar dat moet niet noodzakelijk de inverdenkingstelling naar nationaal recht zijn — dat is een autonoom, materieel criterium — en eindigt met de definitieve uitspraak waartegen geen verhaal meer mogelijk is. In de veronderstelling dat men in een strafzaak een prejudicieel geschil oproept en bereikt, zal de duur van de procedure voor het Arbitragehof mede verrekend worden voor het vaststellen van de redelijke termijn.

De vraag naar de redelijke termijn wil ik ook in verband brengen met de vraag of de wijziging van de verjaringstermijnen er toe zal leiden dat we in België de redelijke termijn in strafzaken niet meer in acht nemen. Dat zou dan correct zijn, want die redelijke termijn is een relatief begrip. Het is geen absoluut begrip in termen van tien, vijftien of twintig jaar. Ik verwijs naar een reeks arresten van het Europees Hof voor de rechten van de mens waarin het Hof heeft geoordeeld dat «le caractère raisonnable de la durée d'une procédure relevant de l'article 6, paragraphe 1, doit s'apprécier dans chaque espèce suivant les circonstances de la cause». Dat betekent dat er geen toetsing in abstracto is of geen toetsing a priori — zoveel jaar is redelijk, zoveel jaar is onredelijk — maar wel een concrete toetsing, afhankelijk van de aard van de zaak en het gedrag van de partijen. Dat betekent dat voor een zaak die

binnen een termijn van twee of drie jaar werd afgehandeld, de termijn onredelijk kan zijn, terwijl een termijn van zes of acht jaar voor een andere zaak wel redelijk kan zijn. Uit die rechtspraak vloeit echter wel voort dat naarmate de termijn objectief toeneemt de bewijslast voor de overheid vergroot.

Er zijn drie criteria om die redelijkheid van de termijn in acht te nemen, namelijk de complexiteit van de zaak, de houding van de betichte en de houding van de bevoegde overheid in strafzaken.

De complexiteit van de zaak kan te wijten zijn aan de complexiteit van de feiten, zoals het aantal betichten, de noodzaak aan expertise of de bewijsproblemen. Ze kan ook te wijten zijn aan de complexiteit van de juridische kwesties. Ik denk hierbij aan de wetstoepassing, de wapengelijkheid van de partijen, de bevoegdheid, de toetsing aan de Grondwet of de toetsing aan internationale verdragen. Ook kan de complexiteit van de zaak te wijten zijn aan de complexiteit van de procedure wanneer er sprake is van incidenten of rogatoire commissies.

De betichte is natuurlijk niet verplicht om de procedure te versnellen. Hij mag een defensieve houding aannemen, maar toch zullen hem bepaalde gedragingen worden aangerekend. Ik denk hierbij aan het systematisch veranderen van raadsman of het organiseren van het verstek om vervolgens het verzet te kunnen inleiden.

Het belangrijkste criterium is natuurlijk de noodzakelijke diligentie van de nationaal bevoegde overheid, namelijk de rechtbanken en het parket. Die instanties moeten zonder aarzelen en zonder onderbreking de behandeling van de strafzaak nastreven.

Dit zijn weliswaar mooie woorden, maar welke sancties worden daar in de praktijk aan verbonden? Het zou inderdaad niet aanvaardbaar zijn om geen sanctie te verbinden aan het niet-respecteren van het beginsel van de redelijke termijn. Mensenrechten zijn geen abstracte beginselen, maar, om het met de woorden van het Hof te zeggen, effectief en concreet. Ze moeten op het terrein kunnen worden nageleefd. Er werd een rechtsvergelijkend onderzoek gedaan naar welke landen binnen de Raad van Europa nationale sancties verbinden aan het niet-respecteren van het beginsel van de redelijke termijn. Uit dit onderzoek bleek dat er in Duitsland, België, Luxemburg, Nederland en Zwitserland uitspraken zijn geweest waarbij ofwel de strafvordering onontvankelijk werd verklaard, ofwel geen straf werd toegewezen, ofwel de straf werd verminderd.

De heer Swaelen treedt opnieuw als voorzitter op

We moeten ons afvragen of er geen wetgevend initiatief moet worden genomen. De heer Erdman heeft er tijdens de bespreking in de commissie reeds op gewezen dat de principiële schuldigverklaring zonder meer, in de wet niet is voorzien. We kunnen dus stellen dat de vordering ontvankelijk is, maar dat er wegens het overschrijden van de redelijke termijn geen straf meer kan worden opgelegd. Hiervoor is echter wel een wettelijke basis nodig, gelet op het principe *nullum crimen sine lege*.

Er moet ook rekening mee worden gehouden dat artikel 6 van het Europees Verdrag rechtstreekse werking heeft. Zodoende gaat het niet op om aan het niet-respecteren van de redelijke termijn geen sanctie te verbinden. Het is juist een kenmerk van onze interpetatie van het Europees Verdrag dat bepalingen die voldoende concreet zijn een rechtstreekse werking hebben in onze eigen rechtsorde. Het Hof van Cassatie heeft reeds meermaals bevestigd dat artikel 6 hieronder valt.

De wetgever moet enerzijds het signaal geven dat wordt ingestemd met de nieuwe regeling op de verjaring onder de omstandigheden die mede door de inbreng van de regering tijdens de bespreking in de commissie werden bepaald. Anderzijds mag de luiheid niet worden aangeprezen. Die is immers het oorkussen van de duivel. De rechterlijke macht moet ertoe worden aangezet om het beginsel van de redelijke termijn concreet en effectief in te vullen.

Ik meen dat de bezwaren die van alle kanten worden geuit het best kunnen worden opgevangen door erop te wijzen dat de verjaringstermijn wordt gewijzigd, maar dat de naleving van de redelijke termijn een prioriteit blijft in ons streven om ervoor te zorgen dat ook in strafzaken het recht op een eerlijk proces gewaarborgd blijft.

M. le président. — La parole est à M. Desmedt.

M. Desmedt (PRL-FDF). — Monsieur le président, la majorité a pris l'initiative d'évoquer ce projet de loi dans le but de faire avancer les choses le plus rapidement possible. Pourtant, nous sommes en présence d'un projet important, car la prescription est non seulement un élément de procédure mais elle touche aussi aux droits des parties dans un procès ainsi qu'à la sécurité juridique.

À l'évidence et quoi qu'on en dise, ce projet, de circonstance, a été traité dans la célérité. En effet, la Chambre l'a examiné en commission, le 1^{er} décembre, et l'a approuvé en séance plénière, le 3 décembre; le Sénat, quant à lui, l'a examiné hier, en commission de la Justice, et le traite aujourd'hui en séance plénière sur la base d'un excellent rapport oral, le vote devant intervenir demain.

Il s'agit donc d'une procédure exceptionnelle pour un projet de loi de circonstance, élaboré à la suite du dossier de l'attaque de fourgons Securitas. Ce dernier a été tellement mal traité par les parquets concernés qu'il aboutit à la prescription de faits criminels dont les auteurs sont connus.

Il est d'ailleurs piquant d'observer que si l'on en arrive à cette prescription, c'est parce que la justice elle-même a décidé de correctionnaliser des crimes particulièrement graves. Dès lors, on improvise une loi adaptée à un cas particulier mais qui s'appliquera de façon générale.

En commission, le gouvernement a indiqué qu'il ne s'agissait pas d'une loi de circonstance puisqu'on se basait sur des propositions anciennes, émanant notamment du député M. Bourgeois. Mais, comme c'est souvent le cas, ce projet a été réécrit par le gouvernement et constitue bien une loi exceptionnelle de circonstance. Je ne pense pas que ce soit là une bonne façon de légiférer. Je suppose que le ministre se penchera sur les responsabilités à l'origine de cette situation et qu'il prendra les mesures qui s'imposent pour sanctionner la légèreté avec laquelle les parquets compétents ont traité ce dossier.

Le projet de loi qui nous est soumis prévoit la suspension de la prescription dès qu'une affaire est fixée devant le juge de fond, avec quelques exceptions: en cas de remise *sine die*, de remise pour devoirs complémentaires, d'instruction, d'appel et, en tout cas, après un délai d'un an.

Il est évident que le texte est assez complexe et que tous les articles ne sont pas clairs; des difficultés de procédure risquent de se poser. On se demande si d'autres pistes n'étaient pas possibles. On aurait pu prévoir, par exemple, que la correctionnalisation d'un crime n'a pas d'influence sur la durée de la prescription, en d'autres termes que la prescription reste celle du départ. En l'occurrence, si une telle législation existait, nous ne serions pas confrontés à la situation que nous connaissons aujourd'hui puisque la prescription serait de dix ans. Malheureusement, nous n'avons pas eu le temps d'examiner la situation en profondeur.

Notre groupe n'est donc pas favorable à ce projet, notamment parce qu'il a été incontestablement élaboré et discuté dans la hâte. En effet, son parcours dans les deux chambres, en commission et en séance publique, a pris moins de quinze jours.

Néanmoins, nous ne souhaitons pas voter contre ce projet car nous ne voulons pas donner l'impression de donner aux criminels la possibilité d'échapper à la juste sanction réclamée par l'opinion publique. Dès lors, nous nous abstenons avec l'espoir que cette matière de la prescription, très bien analysée par M. Vandenberghe voici quelques instants, pourra, ultérieurement, être réexaminée sérieusement et de façon plus approfondie.

De voorzitter. — Het woord is aan de heer Erdman.

De heer Erdman (SP). — Mijnheer de voorzitter, ik betreur dat de Senaat niet de gepaste aandacht geeft aan de fundamentele wijziging in ons strafprocesrecht en aan de benadering van strafprocessen in het algemeen.

Men kan zich afvragen waarom de CVP-fractie en de SP-fractie deze tekst hebben geëvoceerd. We meenden dit debat in de Senaat te moeten voeren, niet omdat we van plan waren de tekst te amenderen, maar om de accenten te leggen voor een toekomstig debat. Dit is duidelijk gebleken bij de benadering van deze materie in de commissie. De minister is zich er ongetwijfeld ten volle van bewust dat het debat met deze tekst niet is afgerond.

We zijn dit debat met gemengde gevoelens aangegaan. We beseffen echter dat het soms beter is iets te doen dan academisch te blijven peroreren over tekortkomingen die het afhandelen van zaken in de weg staan.

Bij de verlenging van de verjaringstermijnen in strafzaken tot vijf jaar, waarbij de termijn na een mogelijke stuiting op het laatste ogenblik op maximaal tien jaar werd gebracht, werd geen rekening gehouden met de complexiteit van de zaak. Er werd evenmin een onderscheid gemaakt in de aard van de zaken en er werd ten overstaan van de rechtbanken geen selectie gemaakt tussen eenvoudige en minder eenvoudige zaken. Ook bij het belasten van onderzoeksrechters werd er geen aandacht aan besteed of het om eenvoudige of zware zaken ging. Dit onderscheid had al lang moeten worden gemaakt omdat hierdoor de mogelijkheid zou zijn ontstaan om vele zaken tijdig te behandelen en meer gecompliceerde zaken op te vangen, hetzij mits het leveren van bijkomende inspanningen, hetzij door het inschakelen van externe hulp. Thans wordt er een beroep gedaan op externe hulp in het kader van de ontwerpen met betrekking tot referendarissen en hulp op het terrein bij het behandelen van sommige zaken.

We hebben de verjaringstermijn verlengd omdat we ervan overtuigd waren dat dit noodzakelijk was, rekening houdend met de toestand op het terrein. We hoopten dat deze maatregel voldoende zou zijn om de procedures binnen het kader van onze internationale verplichtingen, tijdig af te werken.

Mijn tweede opmerking heeft betrekking op de begripsverwarring die door sommigen wordt verspreid. Er is natuurlijk een fundamenteel verschil tussen de benadering van de verjaring op burgerlijk vlak en de benadering van de verjaring op strafrechtelijk en strafprocesrechtelijk vlak. Beweren dat sommige strafzaken op burgerlijk gebied de verjaring zien stuiten door het inleiden van een procedure, is de draagwijdte van de verjaring in burgerlijke zaken miskennen, waar het gaat over het verwerven, het vrijwaren of het zien teloorgaan van rechten. In het strafprocesrecht zijn de rechten veel uitgebreider, zowel de wederzijdse rechten van de partijen betrokken in het dossier, als de rechten van de maatschappij, die een rechtsorde wil waarborgen door middel van een gerechtelijk apparaat dat tijdig kan ingrijpen. Deze begripsverwarring werd als aanzet gebruikt bij de behandeling van de problematiek op academisch vlak. Dit heeft in sommige gevallen tot heftige discussies geleid.

Mijn derde opmerking betreft de onredelijke termijn waarbinnen een zaak moet worden afgehandeld. Ik dank de heer Vandenberghe om zijn analyse desbetreffende een internationale verplichting om een redelijke termijn te respecteren. Artikel 6 is geen holle tekst die moet worden toegepast, maar dit gebeurt in onze rechtsorde slechts op basis van de jurisprudentie. De enige sancties die volgens de rechtspraak van het Hof van Cassatie kunnen worden opgelegd zijn niet de onontvankelijkheid van een vordering die buiten een redelijke termijn wordt ingeleid of niet het afwijzen van een vordering omdat die buiten een redelijke termijn is behandeld. Er is wel de waarschuwing in verband met de bewijslast die steeds kritischer, steeds strenger moet worden benaderd. Er is ook een vingerwijzing naar de rechter, om in de strafmaat rekening te houden met de gevolgen van de behandeling van de zaak binnen een onredelijke termijn.

Vanuit het principe van onredelijke termijn komen rechters tot nieuwe jurisprudentiële constructies die niet in het positief recht terug te vinden zijn en in plaats van een opschorting van uitspraak wordt nu genoeg genomen met de schuldverklaring en wordt gezegd dat er geen reden is om een straf op te leggen.

Het is mogelijk dat we in de toekomst, na een grondige analyse, kunnen komen tot de idee van enkel een schuldverklaring. Dit werd reeds gesuggereerd door de heren Beeckaert en Legros en ik meen dat zelfs de commissie-Franchimont ermee speelt. Vandaag bestaat ze echter niet.

Ik heb in de commissie gevraagd om op basis van een grondige rechtsvergelijkende studie na te gaan of de wettelijke consequenties niet moeten worden vastgelegd van een behandeling buiten een redelijke termijn. Ik dank de minister omdat hij daarop positief is ingegaan. De rechter zal natuurlijk steeds ten gronde, in concreto moeten oordelen wat een onredelijke termijn of wat een redelijke termijn is. Dit kan moeilijk wettelijk worden vastgelegd. De gevolgen van het vaststellen kunnen echter wel wettelijk worden geregeld zodat een nieuwe rechtszekerheid wordt ingebouwd in de behandeling van strafzaken.

Er wordt gezegd dat het inleiden van de strafvordering bij het vonnisgerecht, de verjaring opschort. Vanaf het ogenblik dat de verjaring is opgeschort telt ook de voorafgaande termijn. Er is dus een cumulatief effect.

Er rijzen nog twee bijkomende problemen. In de commissie heb ik gevraagd quid met een vraag van de verdediging? Het antwoord luidde dat als het op vraag van de verdediging is, zelfs indien de rechtbank erop ingaat, en ook niet omdat de verdediging akkoord gaat met een initiatief hetzij van de rechter hetzij van het openbaar ministerie, de tekst niet toepasbaar is.

Ik lees: « Als de verjaring begint terug te lopen vanaf de dag van de beslissing van het vonnisgerecht, dan zal op verzoek van het openbaar ministerie de behandeling onbepaald worden uitgesteld. » Daaruit leid ik af dat indien de rechter zo voorzichtig is om de zaak telkens op een vaste datum uit te stellen, de voorliggende tekst niet van toepassing is en de verjaring dus niet begint te lopen.

In dit verband wil ik waarschuwen voor het niet-gebruiken van ingebakken modaliteiten, wat aanleiding kan geven tot misbruik. Misbruik van recht, ook door de rechter kan een grond zijn voor vernietiging van de procedure. Wanneer er om aan de toepassing van de tekst te kunnen ontsnappen geen onbepaald uitstel wordt verleend maar wel een systematisch uitstel, op welke wijze dan ook op de zittingsbladen verantwoord, dan is er zonder enige twijfel sprake van misbruik van recht.

Met het oog op het stellen van bijkomende onderzoeksdaten kan tot op de dag waarop de zaak door het vonnisgerecht opnieuw wordt behandeld, uitstel worden gevraagd. Dit mag niet leiden tot het herhaaldelijk vragen van een nieuw uitstel voor een volgende onderzoeksdaad, telkens een vorige, net vóór de hervatting van de behandeling, werd afgerond.

Waarom formuleer ik vragen waarop de minister wellicht geen sluitend antwoord kan geven, maar die hem wel in de gelegenheid stellen mijn bezorgdheid te delen? Ik hoop hiermee te vermijden dat de tekst aanleiding kan geven tot misbruik. Deze tekst is hiervoor niet bedoeld.

In overleg met het College van procureurs-generaal en eventueel met de hoven en rechtbanken kan worden gevraagd het dossier te vervolledigen met alle elementen die met betrekking tot de verjaring een oorzaak zouden kunnen zijn hetzij van stuiting, hetzij van schorsing. Daardoor kan het argument worden ontkracht als zou de berekening van de verjaring in strafzaken een onmogelijke opdracht zijn geworden. Ik hoop dat met deze aanpak een passend antwoord wordt gegeven, te meer daar niemand wil verzeild geraken in een debat over de verjaringstermijnen, nog vooraleer de grond van de zaak werd behandeld. Zo niet, dreigt men terug te belanden in één van de eerste casussen waarin werd voorzien. (*Applaus.*)

De voorzitter. — Het woord is aan minister Van Parys.

De heer Van Parys, minister van Justitie. — Mijnheer de voorzitter, ik wil dit debat te baat nemen om in te gaan op een aantal punten die hier ter sprake kwamen.

Eerst en vooral wil ik mij afzetten tegen de opvatting als zou het hier om een gelegenheidswetgeving gaan. De aanleiding voor dit parlementaire initiatief was wellicht een bepaald dossier, maar de echte oorzaak ligt bij de complexiteit van sommige dossiers waarmee wij sinds lang worden geconfronteerd, bijvoorbeeld

wanneer er internationale rogatoire opdrachten noodzakelijk zijn, of wanneer uitleveringsprocedures de duur van het onderzoek aanzienlijk verlengen. De complexiteit van die dossiers heeft ons aanzet tot het aanpassen van de wetgeving inzake de verjaring.

Het wetsvoorstel-Bourgeois dateert van januari 1998, lang vooraleer een bepaald dossier de actualiteit heeft gehaald. Het gaat hier dus niet om een gelegenheidswetgeving. De positieve sfeer na het Octopusakkoord kan niet telkens weer worden gehypothekeerd door dossiers uit het verleden. Er kan niet steeds de indruk worden gewekt dat de hervormingen tot niets hebben geleid. Dat is een psychologisch element dat een wetgevend initiatief zeker verantwoord.

De basisredenering in het ontwerp is dat er geen verjaring meer is van zodra de rechter ten gronde is gevat. Dat mag echter geen aanleiding geven tot laksheid van de gerechtelijke autoriteiten. In deze materie hebben wij op grond van de uitzonderingen op het principe, een duidelijke stimulans gegeven aan de gerechtelijke autoriteiten om diligent op te treden. Die toewijding wordt in twee richtingen gestimuleerd.

Ten eerste, door het openbaar ministerie aan te zetten geen onafgewerkt dossier aan de rechter ten gronde voor te leggen. Wanneer de zaak *sine die* wordt uitgesteld, loopt de verjaring verder want dit kan erop wijzen dat een dossier aan de rechter ten gronde wordt voorgelegd dat niet volledig is afgewerkt. Wanneer de zaak wordt uitgesteld op vraag van het openbaar ministerie om bijkomende onderzoeksverrichtingen mogelijk te maken, loopt de verjaring eveneens verder. Men gaat er hier eveneens van uit dat de zaak onvoldoende werd voorbereid. Het openbaar ministerie wordt hiermee aangespoord een volledig dossier voor de rechter te brengen.

Het tweede element dat aanzet tot grotere toewijding is dat, eenmaal de zaak voor de rechter ten gronde is gebracht, wij vragen dat een termijn wordt ingevoerd waarbinnen een uitspraak over de strafvordering moet plaatsvinden. Die termijn bedraagt een jaar en twee jaar wanneer de zaak in beroep wordt behandeld. Er is hier dus een dubbele visie, enerzijds ten aanzien van een goede rechtsbedeling in het algemeen en anderzijds ten aanzien van strafzaken in het bijzonder.

De senatoren Erdman en Vandenberghe hebben terecht gewezen op het fundamenteel beginsel van de redelijke termijn. Dit behoort tot de fundamentele rechten van de verdediging en tot de rechten van de mens. Daarom ben ik er in de commissie onmiddellijk mee akkoord gegaan het debat te voeren over de vraag op welke wijze we kunnen garanderen dat een dossier binnen een

redelijke termijn wordt afgehandeld en hoe we een efficiënte sanctie kunnen opleggen indien deze termijn wordt overschreden. Ik zal de nodige basisdocumentatie ter beschikking stellen, zodat we met kennis van zaken een grondig debat kunnen voeren. Dat lijkt mij een belangrijk uitgangspunt te zijn.

Terloops wil ik nog vermelden dat ik het volkomen eens ben met de visie van senator Erdman op de twee casussen die hij heeft aangehaald. Daar bestaat geen twijfel over.

Ik wil nog even reageren op een element dat aan bod is gekomen naar aanleiding van de kritiek van de Vereniging van Vlaamse Balies. Volgens deze vereniging kan deze wetgeving — ze noemt het een gelegenheidswetgeving, maar dit punt heb ik weerlegd — niet van toepassing zijn op lopende procedures. Ik verwijs echter naar de rechtspraak van het Hof van Cassatie, dat uitdrukkelijk bepaalt dat een dergelijke wetgeving onmiddellijk van kracht wordt, ook op de lopende procedures. Ik kan mij moeilijk voorstellen dat de Vereniging van Vlaamse Balies met deze rechtspraak niet akkoord gaat.

Ik verdedig dus het ontwerp zonder schroom en met veel overtuiging. Belangrijk is het principe dat een zaak niet meer verjaart zodra ze voor de rechter is gekomen. Dit principe werd onmiddellijk gecorrigeerd, zodat het geen vrijgeleide is voor lakse gerechtelijke autoriteiten, maar een zorgvuldig optreden stimuleert. Daarom dring ik erop aan het ontwerp goed te keuren. (*Applaus.*)

De voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene bespreking gesloten.

Plus personne ne demandant la parole la discussion générale est close.

We stemmen later over het geheel van het wetsontwerp.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Dames en heren, onze agenda voor vandaag is afgewerkt.

Notre ordre du jour est ainsi épuisé.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, donderdag 10 december 1998, om 15 uur.

Le Sénat se réunira demain, jeudi 10 décembre 1998, à 15 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(*De vergadering wordt gesloten om 17.15 uur.*)

(*La séance est levée à 17 h 15.*)